

**La victoire de Franco, c'est la défaite du
prolétariat...**

**Mario De Leone et la révolution
espagnole**

Fausto Bucci et Rossano Quiriconi
en collaboration avec Claudio Carboncini

(1997)

La collection est dédiée à notre amie Virginia Gervasini (1915 – 1993) : petit hommage à son long engagement dans la révolution espagnole, dans la résistance française, et en Sicile après la seconde guerre mondiale – à Portella delle Ginestre et à Palerme –, pour un monde plus libre et plus juste.

La Ginestra – Comitato pro ex Ilva
Follonica 1997

Préambule

Le premier qui parla longuement de Mario De Leone fut, en 1974, l'un de ses vieux amis, le docteur Berardino Fienga, dans sa maison de Naples, tapissée de livres, de journaux et de chemises contenant des notes et des coupures. Répondant à nos demandes, le vieux médecin évoqua les années les plus importantes de sa vie généreuse et aventureuse, son non à la première guerre mondiale, "les deux années rouges" et le fascisme, l'exil à Marseille, l'épopée espagnole, Saint-Domingue et le Mexique, et, en même temps, les vies et les espérances, l'engagement et les rêves, de Gennaro Avolio et de Mario De Leone, d'Armido Abbate et d'Enrico Russo, de "Pacífico" et de Fernando De Rosa, de "Fosco" et de Berneri, de Duilio Balduino et de Rosa Winkler, de "Nathan" et de Barbieri.

Quelques semaines après, le docteur nous faisait parvenir les photocopies de sa correspondance avec De Leone en France et celles relatives au « "Projet" pour la création des "groupes" ouvriers d'action révolutionnaire », rédigé à Barcelone le 25 octobre 1936 par Enrico Russo et ses camarades(1). Deux années plus tard, à Paris, Piero Corradi nous remettait trois plis contenant les lettres écrites par Bordiga à Michelangelo Pappalardi et à Bruno Bibbi en 1925-26, celles envoyées, en 1926-27, par Karl et Hedda Korsch aux "Groupes d'avant-garde communiste"(2) et celles que De Leone avait adressées, du 4 septembre au 1^o novembre 1936, à Korsch et à la C.E. de la "Fraction italienne de la Gauche communiste"(3).

Les souvenirs, les papiers et les conseils, du docteur Fienga nous ont aidés, ainsi que d'autres billets et missives retrouvés en France, à tracer le contour d'une des périodes les plus difficiles parmi les vicissitudes humaines qu'a connues De Leone, à apprécier sa capacité à sourire des revers (« ... Nous sommes allés à l'encontre des commandements du Seigneur et nous avons été punis... »), et à redécouvrir sa veine poétique qui affleure sans cesse, sa fidélité aux amis, son amour pour la vie :

« Le trône vacille... Mais dehors, le soleil léger inonde les rues. Je repense à Faust. Et je donnerais moi aussi mon âme au diable pour vivre. Jamais la vie ne m'est apparue aussi belle »..

La manière délibérée avec laquelle De Leone se laissa glisser dans la révolution espagnole, sa capacité à "lire" ces événements extraordinaires, uniques, sans se laisser emprisonner par un modèle qui dépendait et découlait d'un parti central et hypertrophique, ressortent de ses articles et de ses lettres à Corradi(4), lesquelles nous ont fourni l'occasion non seulement de reparcourir ses positions sur la guerre civile, mais aussi de revisiter – dans une simple chronique – la polémique déchirante que la question espagnole provoqua dans la fraction bordiguiste.

Et de recomposer, patiemment, les existences de quelques "oubliés", marquées par une pauvreté matérielle harcelante (et de longues persécutions), mais riches d'idéaux et d'enseignements civiques : de Mario Bramati, tombé en combattant pour la libération de Paris, après d'infinies tribulations (les féroces agressions fascistes subies à Monza, la faim à Ivry, l'internement à Barcarès et à Saint-Cyprien...), au juif Feingold ("Michel"), anéanti dans un camp d'extermination nazi, d'Emilio Lionello, qui après un long séjour dans les camps staliniens espagnols passa dans les camps français de Saint-Cyprien et de Peaux pour finir ensuite dans les camps polonais, à Gildo

Belfiore, blessé à Huesca, enfermé au Vernet et déporté en Allemagne, et les autres militants de la Colonne Lénine qui, à Monte Aragón et Estrecho Quinto, apportèrent leur contribution à la lutte que les travailleurs espagnols menaient avec un grand courage contre les rebelles.

Sans en négliger d'autres, non moins tourmentées : celles d'Emilia Buonacosa, de Celso Persici, de Duilio Romanelli et d'Edoardo Magnelli, qui restèrent fidèles, en France, en Belgique et en Espagne, dans les prisons et dans les îles de relégation, aux idéaux qu'ils avaient embrassés dans leur jeunesse.

Des années napolitaines à l'exil en Russie

Mario De Leone naquit à Naples le 2 juillet 1889 dans une famille de la petite bourgeoisie considérée comme agitée : le père, Tommaso, est un professeur qui travaille pour les chemins de fer de l'État, la mère Giovanna Prodromo, fait la ménagère. Mario fréquente les écoles techniques dans la capitale de la Campanie, et il obtient le diplôme de comptable, puis il est engagé dans la Société napolitaine du gaz. Il cultive cependant une vocation littéraire et le premier juillet 1914, une de ses poésies ("Fornication d'automobiles") trouve place dans "Lacerba", une importante revue florentine : « Collision involontaire, / fornication enragée / de deux automobiles – volonté, / étreinte de deux guerriers / hardis du mouvement, / syncope de deux cœurs – moteurs, / effusion de sang – essence. / Stagnation du va-et-vient, / étang immobile de curiosité, / plaintes. Plaintes de blessés. »

En 1915, un autre de ses poèmes lyriques, "L'équipage", paraît dans l'"Écho de la culture", un périodique napolitain dirigé par Francesco Grieco : « Le long de la plage / dans la plus obscène des gargotes / chaque fois je vous retrouve / vieil équipage aviné. / Vous avez des visages joyeux et hâlés / patinés de couleur brunâtre/ la salinité, la canicule / vous ont tellement tannés. / Que vais-je faire de mon visage / blême, fragile, où la pâleur / délaye toutes ses langueurs? / Que vais-je faire de ce visage?... ».

Durant les mêmes années, il donne à l'impression un ou deux volumes de vers, mais l'engagement politique, qui l'amènera au Parti socialiste et au mouvement syndical, le détourne de la poésie(1). La figure de référence des socialistes napolitains, qui refusent le réformisme et l'entente avec la franc-maçonnerie, est, en cette fin de la "belle époque"(*), quelqu'un qui a le même âge que De Leone, l'ingénieur Amadeo Bordiga, qui, depuis 1912, a fait son apparition sur la scène nationale. C'est Bordiga qui s'est opposé, dans la Fédération de la Jeunesse Socialiste, au "culturisme" de Tasca au nom de la lutte de classe et qui a réclamé l'expulsion du P.S.I. de Podrecca, de même que celle de Bissolati; c'est Bordiga qui combat les dégénérescences "bloccardes"(**), et qui développe, entre les travailleurs de la Campanie, une action de prosélytisme « avec un esprit de classe rigide, une base organisationnelle ouvrière et syndicale, une finalité révolutionnaire, une méthode intransigeante, et, si possible le boycottage du parlement ».

C'est Bordiga, avec Gerardo Turi, qui se prononce contre l'intervention avec un non ferme qui est partagé par De Leone(2); un non à ceux qui rêvent de champs de bataille, en se grisant pour Trente et pour Trieste, un non aux hésitations du P.S.I., qui se résolvent dans le mot d'ordre équivoque : « Ni adhérer, ni saboter".

La guerre, qui étouffe les libertés (les feuilles anarchistes sont supprimées, les feuilles socialistes sont caviardées, la distribution de l'"Avanti!" est interdite dans 12 provinces) et qui impose de très lourds sacrifices, n'alimente pas seulement les germes réactionnaires qui déboucheront dans le fascisme, mais elle détermine aussi – au travers des souffrances inhumaines des tranchées – la radicalisation des révolutionnaires. Et à Naples, quand à la fin de 1918 – le conflit étant terminé – on revient en quelque sorte à la "normalité", beaucoup de survivants reprennent immédiatement leur poste de lutte, en s'engageant généreusement dans le parti socialiste et dans les fédérations de métier. « Des hommes comme Angelo Russo – a écrit Colapietra – chez les cheminots, Borracetti et Mutarelli chez les traminots, De Leone chez les employés des services publics, Troiano chez les employés de la poste et du télégraphe, Cipriani chez les ouvriers de la

sidérurgie, Ricciotti et Enrico Russo chez les métallurgistes, militaient tous dans les rangs du socialisme de gauche, et ce n'est qu'au cours de la guerre qu'ils se sont affirmés avec une tendance nettement intransigeante et révolutionnaire ».

Un signe important de cette renaissance est la parution dans la capitale de la Campanie, le 22 décembre 1918, d'un nouveau périodique socialiste – dirigé par Bordiga – qui s'appelle "Il soviet" et qui accueille le 19 janvier 1919 un article attribuable à De Leone, "Le prêt aux employés", signé Mario : « ... nous écrivons pour tirer la conséquence logique que la classe des employés doit savoir lutter si elle veut vaincre, qu'elle doit savoir s'organiser si elle veut conquérir la place qui lui revient dans le nouvel ordre social... Vous avez entre vos mains l'arme du raisonnement qui persuade, vous avez avec vos organisations l'arme pour battre le monstre. Arrêtez une bonne fois pour toutes de mendier l'aumône! Celui qui travaille doit avoir conscience de son état... ».

Devenu membre de la Commission exécutive de la Bourse du Travail de Naples, De Leone est candidat sur la liste socialiste qui, le 13 juillet 1919, obtient aux élections de l'exécutif de la B.d.T., plus de 5 000 voix, contre à peine 436 pour les socialistes "blocards". Michele Pagliuca, premier des élus, reçoit 5 687 suffrages, et De Leone, qui arrive à la deuxième place, 5 643. Une semaine plus tard, les 20 et 21 juillet, les ouvriers napolitains (conduits par la Bourse confédérale du Travail, dont un représentant a une place permanente au siège de la ruelle Donnaregina) participent à la grève générale internationale en faveur des soviets. Parmi les orateurs officiels (Bordiga, Fobert et Borracetti à Naples, Sanna et Cecchi à Scafati, Schiavone à Nocera), on trouve aussi De Leone, qui parle avec Vellinati et Reale à Barra et Ponticelli, après qu'il a contesté, dans une lettre envoyée le 20 à " Il soviet", la prise de position de la Fédération des services publics contre la cessation du travail : « Cher Soviet, les journaux bourgeois de la ville ont publié, avec une très grande abondance de caractères gras, une motion approuvée par le Conseil de la fédération des services publics, qui refusait l'adhésion à la grève de manifestation des 20 et 21 juillet, sous le prétexte spécieux que les déclarations de Nitti avaient éliminé les causes de la protestation prolétarienne... Je conteste la légitimité de cette délibération, non seulement du fait du manque de sincérité qui la forme, mais aussi du fait que la convocation du conseil fédéral n'a pas été notifiée à plusieurs dirigeants d'associations, parmi lesquelles l'association des gaziers, l'association des employés du gaz et l'association des électriciens de Torre Annunziata. Monsieur Forni, qui est démissionnaire, devrait arrêter avec ce système qui consiste à faire et à défaire capricieusement, sans respect de la volonté et du droit d'autrui ». Le 31 juillet, De Leone nie sèchement, dans la même feuille, appartenir à la franc-maçonnerie : « On me rapporte la rumeur qui circule, à savoir que je serais entré dans le parti socialiste tout en étant un franc-maçon régulier. Je démens cette affirmation parce qu'elle ne correspond pas à la vérité »(3).

Il est plutôt proche de Bordiga – il est, comme lui, abstentionniste – et il soutient en plus d'une occasion "Il soviet" en recueillant (septembre 1919) 75,50 liras de souscriptions et en versant (août 1920) une autre contribution, avec Rodolfo Fobert, Francesco Misiano et Enrico Russo. « Il a été – rappellera "Prometeo" – à la gauche du parti socialiste, il lutte inlassablement contre le réformisme et il en pointe toutes les déviations opportunistes. En 1920, il participa à la formation de la fraction abstentionniste qui [représentait] la saine réaction du prolétariat révolutionnaire au marasme collaborationniste du P.S.... »(4). En novembre 1920, deux mois avant le Congrès de Livourne, il est, au siège socialiste de Borgo S. Antonio Abate, l'un des auteurs de la motion communiste qui s'identifie largement aux positions de la fraction bordiguiste. « Après 30 jours de discussions

serrées, les socialistes napolitains – a rappelé Gaetano Marino – votèrent en majorité pour la motion de gauche... ».

De Leone adhéra au Parti Communiste d'Italie en janvier 1921, avec le même Marino, le professeur Ludovico Tarsia in Curia et le journaliste Ugo Arcuno(5), en un moment très tourmenté par l'intensification préoccupante, dans la province napolitaine, des violences fascistes. Tombèrent sous les coups des fascistes armés, l'ouvrier de 54 ans Diodato Bertone, assassiné le 25 février à Torre Annunziata, le jeune employé communiste Giuseppe Spina, blessé à mort à Naples le 1^o mai, et le travailleur Gaetano Caruso, tué le 18 mai à San Giorgio a Cremano. Le même mois, les "noirs" dévastèrent le cercle communiste de la via Castellana à Fuorigrotta et le 22 juillet, après les événements de Sarzana(*), ils tentèrent des "représailles" contre l'imprimerie Cozzolino, "coupable" d'imprimer "Il soviet". Enfin, après d'autres bastonnades et purges, les "esclavagistes" commencèrent à aggraver jusqu'aux catholiques.

C'est dans ce contexte que le II^o Congrès provincial du PCd'I se tient à Naples, en janvier 1922. Le rapporteur principal est Bordiga qui traite largement des problèmes internationaux (et qui polémique, en matière de tactique, avec Radek); il ne parle que vers la conclusion de la question syndicale et « du réseau dense de groupes communistes infiltrés dans les syndicats ». Après lui, Giovanni Sanna et Ludovico Tarsia prennent la parole, puis, les congressistes, après avoir adressé un vibrant salut à Sacco et Vanzetti, élisent les membres du nouveau Comité provincial, qui sont Carrese, Estrano, Ciampi, Natangelo, Salvi, Vetere, Luigi Carrabba, Angelo Russo et De Leone, « propagandiste actif » et qui fréquente – selon la préfecture napolitaine – « toutes les réunions secrètes » communistes. « Les trois derniers camarades – rapporte le journal de Bordiga – constituèrent l'exécutif ».

De Leone ne reste que quelques semaines dans l'exécutif parce que, en mars, il part pour l'Autriche et l'Allemagne, avec la mission d'acheter pour la firme "Leonardo da Vinci" une certaine quantité d'accessoires automobiles. Ses compagnons de voyage sont l'ex-capitaine maritime Alfredo Morelli, V. Feola et Ferruccio Virgili, un curieux personnage possédant des notions de mécanique, qui prétend être ingénieur et avoir élaboré un projet aéronautique révolutionnaire. Le groupe, après s'être arrêté à Vienne, rejoint Berlin où De Leone, Virgili et Feola (Morelli restera au contraire pour quelque temps en Allemagne) obtiennent de l'Ambassade des soviets les visas d'entrée en Russie. En mai, tous les trois sont à Moscou où Virgili, qui a été recommandé par Bordiga, cherchera vainement pendant plus de dix ans à donner corps à son invention avec les moyens que les Russes lui ont fournis (6).

Quant à De Leone, il s'établit dans un village des alentours de la capitale où, le 22 juin, on lui confie la gestion d'une coopérative agricole et de consommation. Passé "mécaniquement" – comme tous les communistes étrangers – au parti bolchevick (PCR), il est membre à partir de 1923 de la section italienne du Club international des émigrés. Tout ceci se passe sans que rien ne filtre sur son compte jusqu'à ce que, le 10 juin 1925, Tommaso De Leone demande au Ministère de l'Intérieur que soit délivré à son fils un passeport pour un voyage Moscou-Naples-Moscou.

Quinze jours plus tard, Mario rencontre dans la capitale soviétique l'attaché commercial italien afin d'avoir les adresses des industries principales qui produisent dans notre péninsule les outillages agricoles dont il a besoin pour implanter une fromagerie dans le "sovkhoze" expérimental de 170 hectares qu'il administre au nom de la "Coopérative des émigrés italiens". Il ne cache pas à son interlocuteur qu'il est inscrit au PCd'I et qu'il s'occupe de l'organisation "économique" des réfugiés, ainsi que ce dernier se dépêche d'en référer à l'Ambassade fasciste.

Malgré cela, la validation de son passeport lui est accordée, grâce également au déchiffrement erroné d'un télégramme avec lequel Rome en interdisait le renouvellement. L'erreur porte sur un échange de lettres et de télégrammes transmis par téléphone entre le Ministère de l'Intérieur, la Préfecture de Naples, l'Ambassade en U.R.S.S. et le Ministère des Affaires étrangères qui, le 14 août 1925, suggère de le refouler au cas où il se présenterait à la frontière italienne : « Malgré avis contraire exprimé par Préfecture Naples, a été donné instruction, en date 23 juillet, à Ambassade à Moscou, refuser nouveau passeport communiste italien De Leone Mario, qui avait intention de retourner de Russie dans le Royaume. Par erreur déchiffrement télégramme, Ambassade Moscou ayant renouvelé passeport, je prie V.E. vouloir donner instructions autorités frontalières refuser entrée De Leone... Pour le ministre Paolucci De Calboli ».

Mais le ministre de l'Intérieur n'est pas du même avis : on ne peut pas empêcher un citoyen italien de faire retour dans son pays; à condition qu'on lui retire le document à sa rentrée et qu'on le surveille de manière adéquate. Pendant ce temps, des ordres péremptoires sont donnés afin qu'il soit bloqué à la frontière.

Pendant qu'on discute de cette question à Rome et à Naples, les communistes italiens qui vivent à Moscou apprennent, en juin 1925 (sept mois avant le III^e Congrès du PCd'I à Lyon), par un communiqué, que De Leone partage certainement le plaidoyer du Comité d'entente, constitué en Italie par certains représentants de la gauche (Damen, Reossi, Perrone, etc.). Selon les exilés, « la constitution éventuelle d'une fraction pour la préparation du congrès est pleinement justifiée... ». Le groupe « déplore que les organes centraux du parti développent leur campagne contre le Comité d'entente, considéré par eux comme une fraction, avec des méthodes indignes d'insinuations larvées qui empêchent toute sérénité de jugement pour la masse du parti », en diffusant les doutes les plus ignominieux envers les camarades qui l'ont créé à seule fin de renforcer « les capacités révolutionnaires du parti et de l'Internationale ».

Le 24 août, De Leone parvient au poste frontière de Tarvisio où il est fouillé "infructueusement"; puis, après avoir subi la confiscation de son passeport, il poursuit sa route vers Milan et il arrive le 2 septembre à Naples. Le 14 il sollicite la restitution de son document pour retourner en Russie et le 18 il épouse Giuseppina Minieri (ou Miniero). Le même jour, il est fiché par la Préfecture napolitaine. Sur le mod. A – destiné au Ministère de l'Intérieur –, il est noté qu'il mesure 1,65 m., qu'il porte des lunettes, qu'il a les cheveux châtain et le front haut. Ex-employé privé, il demeure en ce moment – récite le "profil" – à la via D. Sorano chez ses parents, mais il est domicilié en Russie; il est capable de faire des conférences et il en a fait parfois. Ayant récupéré son passeport, De Leone quitte Naples le 29 octobre avec sa femme et le 11 novembre, après avoir fait étape à Milan, il traverse la frontière à Tarvisio, en direction de Moscou.

L'année 1926 commence avec la défaite de Bordiga et de la gauche au III^e Congrès du PCd'I à Lyon. En février, l'ingénieur napolitain prononce à Moscou un "puissant" discours à la 6^e session du Comité exécutif élargi du Komintern et il demande à Staline, qui lui donne des réponses déconcertantes, ce qu'il adviendra de l'U.R.S.S. si la révolution ne se produit pas en Occident. Dans les mois suivants, la lutte entre Staline et Trotski se termine en faveur du premier et le "prophète désarmé", ayant expérimenté les méthodes de bandit de l'appareil, accomplit un repliement qui ne le sauve ni de la défaite ni de l'exclusion du PCR qui s'est ensuivie. L'on ne sait rien de l'action politique de De Leone durant ces mois-là : on ignore si, en février, il a écouté le rapport fait par Bordiga sur la situation italienne, dans la chambre de Verdaro au "Lux" de Moscou(7), et sous quelle forme il aurait participé à la bataille des opposants. Le seul document qui le concerne au

cours de cette année, c'est une lettre (du 3 août 1926) du Commissariat pour la province de Naples qui confirme sa présence en Russie. Ensuite, les sources de la police enregistrent que, dans les premiers mois de 1927, il s'est adressé à l'Ambassade italienne pour obtenir la prorogation de son passeport et que le 2 mai le Haut Commissariat de Naples s'est prononcé contre le renouvellement parce que son retour au pays pourrait cacher « des buts inavouables de propagande communiste ».

Six mois plus tard, le 5 novembre 1927, le communiste napolitain assiste, avec une délégation du PCd'I aux célébrations du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. L'atmosphère politique est lourde et les opposants à Staline, qui résistent encore (il s'agit en majorité de trotskistes russes), sont déportés dans l'enfer sibérien où ils rejoignent beaucoup de leurs anciennes victimes (libertaires, mencheviks, socialistes révolutionnaires...). Contrairement aux bordiguistes, réfugiés en France et en Belgique qui sont depuis longtemps exclus (comme Perrone, Ludovico Rossi, les frères Pierleoni) ou démissionnaires (comme Pappalardi) du PCd'I, De Leone est encore inscrit au PCR et il fait partie, à Moscou, du groupe nombreux et batailleur des "gauches" qui comprend, entre autres, l'avocat di Cecina, Ersilio Ambrogi, Plinio Trovatelli, le professeur Virgilio Verdaro, Arnaldo Silva et Pio Pizzirani (8).

La position du groupe entier est de plus en plus délicate et difficile : l'intolérance des staliniens ne fait que croître (dans son autobiographie, Trotski, exclu du parti le 14 novembre 1927, parlera, en se référant à cette période, de « terreur monstrueuse ») et les issues sont peu nombreuses, compromettantes et risquées. Précipités, pour échapper au fascisme, dans un univers encore plus sombre et redoutable, profondément déçus par le "paradis soviétique", de nombreux dissidents commencent à caresser l'idée de s'"évader" de cette réalité où l'on peut passer soudainement de la condition de leader à celui de relégué, comme c'est arrivé à Trotski, interné à Alma Ata en janvier 1928, ou de l'état de réfugié à celui de prisonnier (c'est ce qui arrivera aux anarchistes Alfonso Pertini et Francesco Ghezzi). À quelques semaines du transfert forcé de Trotski en Asie, De Leone, conversant avec une personne de confiance de l'Ambassade fasciste, laisse transparaître, en même temps que la nostalgie de ses parents et de sa ville natale, « son découragement en raison de sa vie de réfugié politique » et l'« effondrement » de ses illusions idéologiques en raison de la différence relevée entre « théorie et pratique ». Pour « le remettre sur la bonne voie », le siège diplomatique suggère au Ministère de l'Intérieur de lui renouveler son passeport, ainsi que celui de sa femme, mais en ne le lui remettant qu'au moment du retour au pays qui devrait avoir lieu dans l'été de 1928.

La décision du bordiguiste napolitain de reparaître en Occident semble cependant contredite par l'intensification de son engagement politique et par l'acceptation de la tâche, qui lui est proposée, en avril 1929, par la présidence de la section italienne du Club international des émigrés, de préparer une revue d'articles de la presse antifasciste internationale.

À partir de janvier 1929, la section est dirigée par le communiste originaire de Massa(*), Robusto Biancani, dont la nomination a été imposée par les sommets du Club (9). De Leone est secrétaire du Comité directeur, dont sont membres le bordiguiste Plinio Trovatelli, Andrea Marabini et Romeo Vacchi. Les discussions dans la section sont généralement d'une « âpreté particulière » et les dissidents de gauche ont décidé, « pour protester contre le système agressif de la majorité » qui empêche la libre expression, de prendre une « position de passivité absolue, dans les discussions ou lors des votes, même s'ils assistent aux assemblées du groupe ». En mai 1929, ils participent en silence aux réunions où sont discutés les problèmes de l'économie agricole de l'URSS, les résultats de la 16^e Conférence du PCR, la situation du PCd'I et la lutte contre les opportunistes, en se

refusant, à la fin, à voter et à s'abstenir. C'est un mutisme qui irrite les staliniens dont les accusations – dans un contexte déjà "empoisonné" par les exclusions très récentes de Verdaro, d'Ambrogi et de Silva (10) – d'avoir « une attitude passive, en ne parlant pas et en ne votant pas », font exploser De Leone : « Nous ne sommes pas des imbéciles, et puisque nous ne pouvons pas manifester nos idées, nous préférons vous écouter tout simplement ». S'ensuit un blâme de la majorité auquel De Leone et Trovatelli repiquent par leurs démissions, qui sont cependant refusées.

À la fin de juin, l'opposant napolitain confirme à l'Ambassade italienne, où il est allé pour faire inscrire au registre de l'état civil de sa ville la naissance de son fils Ovidio, son projet de rentrer au pays. Les diplomates lui garantissent une feuille de route valable pour dix jours, et, après quelques objections, il accepte et il les informe qu'il quittera la Russie d'ici quelques mois. Considérant son retour en Italie imminent, le Haut Commissariat de Naples réclame, le 30 juin 1929, une vigilance plus attentive aux frontières afin de l'intercepter et de le fouiller. Le 29 août, les diplomates fascistes à Moscou, après avoir validé pour douze mois les passeports de De Leone et de sa femme Giuseppina (« avec la Suisse pour destination »), rapportent à leurs supérieurs que l'exilé a l'intention d'ouvrir un commerce d'agrumes à Genève. « Quand on lui a demandé pourquoi il ne retournait pas au pays, il s'est retranché derrière l'excuse selon laquelle il craint des ennuis à cause de son credo politique ». L'Ambassade soupçonne au contraire que l'initiative commerciale puisse masquer des activités subversives. Le 7 septembre, le Ministère de l'Intérieur avertit le Consulat italien à Genève de l'arrivée prochaine de De Leone, et il lui ordonne de le surveiller de près. L'homme – souligne-t-on – est dangereux, ainsi que le montrent les rapports qu'il a avec Marabini, Caroti, Misiano, Ambrogi, Germanetto et Togliatti, et sa venue dans le pays helvétique semble très suspecte « si l'on tient compte que, en même temps, un de ses pays, avec lequel il est lié par des rapports d'amitié et des rapports politiques », Alfredo Morelli, a demandé à quitter l'U.R.S.S.. « La coïncidence de leur départ de Russie avec l'excuse d'être fatigués et déçus, l'entrée au Royaume de l'un et la présence en Suisse de l'autre, c'est-à-dire de De Leone, plus connu comme communiste, donne raison à ce Ministère de soupçonner qu'ils aient une mission à accomplir de la part du parti... ».

Treize jours plus tard, une fonctionnaire russe, la Kroustalova, dissout de son propre chef à Moscou le Comité directeur de la section italienne du Club, en motivant la mesure par l'hétérogénéité de la composition de l'organisme (deux membres proviennent de la gauche, deux sont des "conciliateurs" et un seul est "bolchevik"), l'inactivité des deux derniers mois et la présence, à sa direction, de De Leone et de Trovatelli, qui ont été blâmés en mai : le départ des deux bordiguistes du Comité est un autre pas vers la marginalisation totale de la gauche (11). Entre-temps, désormais convaincus que De Leone est arrivé à Genève, les fascistes lâchent dans la ville leurs espions, parmi lesquels l'un rapporte le 17 octobre (mais c'est une information inventée pour des raisons pécuniaires) l'avoir vu à la Pension de la Plage et au marché des fruits et légumes. Un autre type raconte que l'exilé napolitain aurait fait la demande à la police des étrangers de Berne, par l'intermédiaire de la Croix Rouge, d'un permis de séjour provisoire à Genève, pour des raisons de santé, pour lui et pour sa femme, et que l'autorisation n'aurait pas été accordée. Mais à Genève, ajoute l'espion, De Leone n'est pas connu, et les communistes "officiels" de la rue du Porron ne savent rien de son arrivée prochaine. Ce n'est que le 5 novembre 1929 que le réfugié politique de la Campanie quitte la Russie. Accompagné de sa femme Giuseppina, de ses deux fils tout petits et de Morelli, il traverse la Pologne, passe à Berlin et s'arrête en Suisse, tandis que se répand à Moscou la rumeur de son exclusion – et de celle de Trovatelli – du PCR (12).

De la Suisse à Marseille

Les routes de Morelli et de De Leone se séparent dans la République helvétique. Le premier reste pour quelque temps à Zurich, le second est signalé à Lucerne et à Bâle. Puis, le 23 décembre 1929, le Ministère de l'Intérieur renouvelle aux préfets « recommandation vigilance attentive frontière et recherches Royaume » pour qu'ils retrouvent le « dangereux communiste De Leone Mario dont on a perdu la trace », après l'insertion de sa fiche, le 23 octobre, dans le Bulletin des recherches. L'information selon laquelle il aurait quitté Bâle le 28 décembre pour aller s'établir à Mulhouse avec l'aide de Mario Valerio, un antifasciste de Cesena considéré comme "dangereux" (1), est probablement infondée puisque le 31 décembre De Leone exprime depuis Genève son regret à Ambrogi « parce que ton dévouement, ta fidélité et tes capacités mériteraient un meilleur traitement, surtout du point de vue moral. Si tu parviens à venir ici, tu peux compter sur l'assistance et sur l'aide, y compris financière, aussi bien de moi que de Morelli, dans les limites de nos possibilités. Mais je reste assez sceptique sur la possibilité qu'il te soit permis de t'en aller : l'exemple de Verdaro peut être instructif, bien que qu'il ne corresponde pas exactement à ton cas ».

Afin de faciliter le transfert de son ami à Genève, De Leone a fixé un rendez-vous à un député socialiste « qui pourra me préciser les conditions et m'informer des pratiques qui faudra mettre œuvre... Je ne pense pas que tu fasses des réserves, même s'il s'agit d'un socialiste; si tu penses que l'intérêt d'un socialiste t'est politiquement préjudiciable (je ne le pense pas), écris-moi immédiatement et je m'abstiendrai de lui parler ». Dans ce dernier cas, il pourrait être fait appel à un avocat, bien que cela comporte des dépenses considérables. Morelli s'intéressera aussi à la question, puisqu'en quelques jours il a obtenu la "carte d'identité" (*) à Annemasse où il a acheté un magasin d'alimentation. N'est pas non plus à négliger la possibilité que l'Italie réclame, après qu'Ambrogi se sera installé en Suisse ou en France, son extradition pour des crimes qui, en 1921 à Cecina, entraînent la mort du fasciste Leoni : « ... il me paraît nécessaire – je ne sais pas si cela te sera demandé – que tu te procures une copie du jugement, peut-être un extrait, ou même des coupures de journaux de l'époque afin de démontrer le caractère politique des événements dont tu fus le protagoniste – ou bien le spectateur, comme il te plaira ».

En ce qui le concerne, il attend que le Gouvernement confédéral s'exprime sur sa demande de séjour en Suisse. Il a reçu – ajoute-t-il – ses bagages en provenance de Russie et il a eu des nouvelles d'Ottorino Perrone qui « ... est pressé de toutes parts pour qu'il précise les objectifs et les tâches de la fraction, au moyen d'un document politique; mais il est rétif, du fait de son sens élevé de la responsabilité. Responsabilité qui est plus grave si l'on pense que les camarades de la fraction sont des prolétaires plus riches d'expériences politiques que d'histoire, et qu'ils ont – sans exception – sur la nature de l'État russe une conception qui ne concorde pas avec la nôtre. Si ce document, qui a suscité le scandale de janvier dernier et votre exclusion, pouvait être connu des camarades de la fraction, il mettrait beaucoup de choses en place et il serait utile à tous... ». De Leone voudrait avoir des informations sur Rousakov et Verdaro : « Que dit-on de Verdaro? Alfredo m'a dit qu'il s'était occupé de Voli. Cela peut aussi signifier qu'il ne partira plus ». Et enfin : « Remets les timbres de cette enveloppe à Verdaro. J'enverrai les autres ensuite pour compléter la série... Panait Istrati a lui aussi publié deux livres, que je crois anti-soviétiques; mais je ne les ai pas achetés pour ne pas dépenser d'argent... »(2).

Le 4 janvier 1930, les autorités genevoises confirment au préfet de police de Naples que De Leone est domicilié dans leur ville, puis le Consulat italien de Zurich télégraphie qu'il a été vu, du 8 au 10 janvier, à Lucerne avec Sergio Sassi et d'autres révolutionnaires, et ensuite la Division de la police politique signale sa présence, le 15 mars 1930, à Annemasse, la localité de la Haute-Savoie où il s'établit en mars 1931; il s'aperçoit immédiatement que cette ville grouille d'indicateurs fascistes dont le travail est, assez fréquemment, facilité par des légèretés inconsidérées de certains émigrés : « À ce propos, on doit relever la désinvolture de ..., qui s'était entouré d'espions auxquels il accordait une grande confiance en les traitant d'amis, et en les tutoyant, etc. Outre l'incident Piramo, il avait engagé un commis, un certain Medici de Milan, qui aurait fait expulser ou arrêter une douzaine de camarades de la Fraction à Bruxelles (même Ottorino [Perrone] aurait été expulsé si le syndicat dans lequel il travaillait n'était pas intervenu)..., un certain Vittorelli, qui s'est ensuite révélé être un agent du Consulat de Chambéry. Il avait toujours dans les jambes un certain Virzi, un Sicilien, sur lequel j'ai également de graves soupçons. Et un autre encore, Colasanti de Rome, véritable espèce de fasciste armé, chômeur permanent, intime du président de la Chambre de Commerce. Guerra, ex-chauffeur du consul italien de Genève... Moi aussi je connais ces types et je suis obligé d'avoir avec certains d'inévitables rapports à cause du commerce, mais je les traite avec froideur et défiance... ». Quant à sa correspondance avec Perrone, elle est – dit-il – discontinuée. Pourtant, la Fraction s'efforce d'avoir des relations plus régulières avec lui pour éviter qu'il reste isolé, et peu de jours après, "Bianco" (Bruno Bibbi) lui fait savoir qu'il sera relié à la Fédération de Lyon, de laquelle il recevra la collection de "Prometeo". « Donc, cette chose – commente De Leone – qui te tenait tant à cœur, et aussi à moi, c'est-à-dire ma régularisation, est arrangée ». Puis, après avoir de nouveau fait allusion aux « types (et ils ne le sont pas tous) qui font ici de l'espionnage », l'exilé napolitain demande l'envoi des textes politiques de la Fraction et des trotskistes pour pouvoir se former « une opinion qui ne soit pas complètement erronée ». « Ce serait pour moi d'un très grand intérêt d'avoir des documents qui expriment la pensée de l'opposition russe sur les questions générales (non pas tant sur les querelles des groupes qui, à mon avis, ont une importance secondaire), pour me rendre compte s'il existe des différences avec notre Fraction, et quelle importance elles ont. Par exemple, les divergences sur le Projet de résolution pour la conférence européenne sont synthétisées par la différence on ne peut plus terrible : que l'opposition russe veut simplement "redresser" l'Internationale (et cela te paraît-il peu de chose?) en le remettant sur la voie de Lénine, tandis que nous, nous voulons réexaminer toutes les résolutions, y compris celles des premiers congrès, etc. Mais crois-tu vraiment qu'une chose exclue l'autre? "Redresser" les partis, cela ne signifierait-il pas une révision totale de tout le passé afin de comprendre ce qui était bon et ce qui était faux, d'éprouver les décisions passées à la lumière des nouvelles expériences? ». Le 16 avril, il obtient du Consulat d'Italie de Chambéry la délivrance d'un passeport valable pour un an et durant les mêmes jours il achète à Morelli le magasin d'Ambilly-Annemasse. Le mois suivant, il est vu parfois avec l'anarchiste Paolo Bertazzi à Genève, dans l'établissement du communiste Ruffinoni, et les "noirs", immédiatement informés, décident que, en cas de retour dans son pays, il sera arrêté sans faute.

Le 1^o novembre 1931, De Leone fait le point, dans une lettre à Ambrogi, sur son activité d'épicier : « Je suis ici depuis le mois de mars, et j'avais perdu tout espoir de rester à Genève. Avec le commerce, mon espoir a été comblé, mais c'est un travail exténuant, qui est non seulement ininterrompu mais qui est même accentué les jours de fêtes... En matière d'argent ça va bien et c'est allé bien, après le départ, pour tous et l'on réussira à économiser quelques sous. Mais je crois que je

n'aurai pas la patience pour longtemps encore, et je pense déjà à l'éventualité de tout liquider au printemps et d'aller faire un autre travail, à Nice ou dans quelque centre côtier des colonies françaises d'Afrique ». L'activité, stressante, l'éloigne de tout : « Je n'ai pas non plus écrit à Otto, qui ne sait même pas où je me trouve... ». Et ensuite : « Je suis dans l'ignorance absolue de tout (je lis, quand je peux, l'organe français) : j'ai appris seulement l'exclusion d'Amadeo [Bordiga], mais je ne sais pas ce qu'il pense et ce qu'il fait; et l'existence d'une opposition au CC dirigé par Leonetti... ».

Dans la boutique (qui s'appelle : "Épicerie du Pont d'Ambilly, mercerie, laiterie, primeurs, vins, produits d'Italie"(*) et qui est située dans la rue de l'Hôpital à Ambilly-Annemasse), il se sert de la collaboration d'une commise de Parme que les fascistes approchent afin d'avoir des informations plus précises sur ce qu'il fait, car ils le soupçonnent d'aider les "agents" communistes à franchir clandestinement la frontière. Pendant ce temps, un de ses vieux amis, le médecin Berardino Fienga, autrefois directeur du "Cri" et secrétaire des communistes campaniens, auteur de quelques essais politiques et littéraires, est arrivé à Marseille en provenance de Naples. Le 27 novembre, De Leone lui fait savoir : « Russo, qui est à Bruxelles, m'a demandé ton adresse par l'intermédiaire de Morelli, et je ne crois pas avoir mal fait en la lui envoyant. Tu connais Morelli? Il a fait ses études à Naples, puis il a été en Russie, d'où il est reparti en même temps que moi. Il est expulsé de Suisse et de France où il avait du travail, alors qu'en Belgique il n'a pas encore réussi à trouver d'arrangements. Qui sait si je ne viendrai pas te rejoindre à Marseille! Je suis en effet en tractation avec une fabrique de biscuits d'ici; je voudrais implanter un laboratoire et faire la production pour le Midi et les colonies; le propriétaire de la fabrique voudrait que j'implante un dépôt à Marseille et que je m'occupe de la vente dans le Midi. Cela devrait se décider dans quelques jours... Comme le ciel de Provence me tente! ».

À Annemasse, les fascistes lui sont encore sur le dos et un des leurs, qui est entré dans sa boutique, raconte que « il est toujours le même et ne transige pas : il se proclame trotskiste jusqu'à la moelle parce qu'il dit que c'est la seule chose juste ». Énormités à part (les espions ne font pas la distinction entre les bordiguistes et les trotskistes), De Leone traverse une période très critique, parce que la maladie pulmonaire dont souffre sa femme Giuseppina s'aggrave et qu'il est difficile de déterminer un lieu plus salubre où la faire hospitaliser, pour tenter de ralentir la progression du mal, même s'il ne se lasse pas de chercher en s'adressant à des camarades et des connaissances, ainsi qu'il le fait le 11 janvier 1932 quand il demande à Perrone des informations sur l'altitude, l'humidité et la température, d'une localité qui lui a été indiquée. « L'éventualité d'un tel transfert – ajoute-t-il avec une profonde tristesse – est plus que jamais à l'ordre du jour dans sa situation sans issue... ». Le billet se termine par une allusion à un autre ami napolitain, Roberto Marvasi, le vieux directeur de l'"Étincelle", qui s'en tire avec peine : « Marvasi – qui vivait à Naples avec une rente de 150 000 lires annuelles – vit maintenant misérablement. J'aimerais bien pouvoir l'aider ». Il est, maintenant plus qu'auparavant, dans l'impossibilité de soutenir comme il faudrait la Fraction, avec laquelle il a des rapports « des plus irréguliers », et de fournir une contribution politique à "Prometeo". Il en découle des incompréhensions avec les camarades et c'est Ambrogi – qui est évidemment dans l'ignorance absolue de ce qui se passe – qui le presse depuis Berlin, le 25 janvier 1932, de mettre son intelligence et ses capacités au service de l'organisation, et qui lui rappelle « l'engagement de solidarité que nous avons tous pris envers Verdarò » : « Tu sais que ce que j'ai écrit à propos de toi à la fraction, et je veux être encore convaincu que cela correspondait à la vérité et que tu te décideras à faire profiter la fraction de tes qualités personnelles... ». Deux jours auparavant,

l'avocat di Cecina a assuré à Verdaro, qui est sans travail à Bruxelles, qu'il aurait demandé à De Leone « l'aide financière » qu'il s'était engagé à lui donner (4).

Deux lettres de Perrone (5) ont une teneur qui n'est pas différente, et De Leone y répond le 10 février : « Au cours de ces derniers temps, j'ai reçu différentes lettres de relance de Gatto [Verdaro], puis la tienne et une engueulade menaçante de Massimo auquel j'ai donné une longue réponse claire et exhaustive, plus en hommage à notre solide amitié que pour le fait en lui-même. J'ai fait, entre autres, une proposition d'arrangement provisoire pour Gatto, tant que je serai ici, et Massimo vous en informera s'il juge que cette proposition est convenable. Tu es plus habile que moi pour faire les comptes, mais je ne sais pas si c'est cette comptabilité que tu fais. Je sais seulement que les conditions pénibles dans lesquelles mon modeste commerce se développe actuellement me permettent de contribuer aux besoins de la Fraction dans une proportion beaucoup moindre que celle qui serait, pour moi le premier, désirable. Je te confirme l'engagement que j'ai pris avec Gatto, c'est-à-dire que j'enverrai mensuellement 100 francs pour la Fraction et 50 francs pour Gatto. L'envoi sera fait au début du mois, avec naturellement une marge de quelques jours, étant donné que l'homme propose et ... le client dispose. J'expédie, cette fois, 200 francs que tu trouveras joints... Et je ne sais te dire combien je regrette que cette affaire soit liquidée parce que, n'ayant plus de raison de m'écrire pour me réclamer l'envoi d'argent, l'unique lien que j'ai avec la Fraction viendra à disparaître. L'unique, ce n'est pas exact, puisqu'il me reste celui du journal que je reçois avec régularité. »

Huit jours plus tard, il annonce au docteur Fienga qu'il sera à Marseille le 23, à 5 heures du matin, et qu'il se présentera chez lui à 8 heures : « Je resterai une paire de jours. Nous aurons ainsi le loisir de parler un peu du passé et de l'avenir. Fais-moi retrouver un peu de ciel bleu et de chaleur, car ici, du froid, ce n'est pas ce qui manque. ». Le 5 mars, rentré à Ambilly, il remercie son ami de « l'accueil cordial et affectueux que tu m'as réservé. Ces "purpetielli affocati" et ces "vuocoli arraggiati"(*) ne seront pas facilement oubliés! ». Passant ensuite en revue les affaires qu'ils ont projetées d'entreprendre ensemble, il se dit opposé à la reprise de l'entreprise de représentation d'un certain Pignatel. De même, la question de la fabrique de biscuits d'un certain Vullo, située à Gaillard, près d'Ambilly, lui semble "embrouillée" du fait de la présence d'un autre associé qu'il faudrait indemniser. L'entreprise a pourtant un bon chiffre d'affaires et des bénéfices annuels assez élevés, et c'est pour ça que le 11 mars il en contrôlera le bilan. Quant à la politique, il a « lu dans la "Stampa" l'information relative au suicide de Slutski. Malheureusement, elle est vraie. C'est une autre infamie que l'on doit aux centristes. Je t'envoie une coupure qui concerne la condamnation de quelques communistes napolitains. Il n'y a pas le camarade dont tu as parlé et que j'ai cru par erreur accusé dans ce procès ».

Le 12, il revient sur l'affaire de la biscuiterie de Gaillard, en insistant cette fois auprès de Fienga pour l'acheter, parce que les demandes de Vullo sont très avantageuses. Pour conclure l'opération, il suffit que tous les deux versent cinquante mille francs, chiffre qu'il pourrait retirer de la vente du magasin de Pont d'Ambilly. La structure productive serait ensuite transférée à Marseille. Afin de mieux examiner la question, le docteur Fienga se rend à Ambilly où un compromis de vente est signé avec Vullo concernant la reprise de la fabrique et du terrain sur lequel elle se trouve et dont il faudra se débarrasser au plus vite afin de récupérer une partie des dépenses. Mais trouver un acquéreur en temps de crise est problématique et De Leone hésite parce qu'il craint d'entraîner son ami dans une aventure risquée. « ... je ne voudrais pas que mon optimisme, ou, pour être plus exact, mon pessimisme atténué, te crée des soucis et des ennuis. C'est pourquoi je te fais, tout à fait

sérieusement et sans regret, la proposition suivante : si tu parviens à trouver un associé avec un apport supérieur au mien, je lui céderai ma place, bien entendu sans exigence ». Bernardino Fienga lui répond : « Pour ce qui concerne ce que tu me dis de faire, à savoir l'affaire avec un tiers, tu dois savoir que cette affaire, ou bien je la fais avec toi, ou bien je ne la fais pas, bien que te laissant libre de faire prendre ma place par un tiers qui pourrait disposer de davantage de capitaux, si tu le veux et le trouves, et cela naturellement sans aucune prétention de ma part pour la cession de ma place ».

Au cours des semaines suivantes, le contrat est enfin signé et les machines sont transportées à Marseille (la nouvelle adresse de l'affaire est : Savoy – Cakes, rue Montevideo, 21, Marseille), et ensuite la fabrication de friandises est lancée. Et, afin d'augmenter le chiffre d'affaires, De Leone se transforme en commis voyageur à la recherche de nouvelles commandes, sans trop de succès, comme il le reconnaît le 12 septembre : « ... j'ai travaillé comme un coolie pour grappiller les commandes ci-jointes. Nîmes offre des possibilités plus grandes; mais ce n'est pas la saison propice. Et puis le prix – hélas! – est notre épée de Damoclès. Demain, je serai à Montpellier ». Et dans le post-scriptum : « Il est 10 heures et je suis dans un café » pour entendre « le propriétaire qui doit me donner une réponse. Au diable! ». Le magasin d'Ambilly ayant été vendu au socialiste Domenico Pavesi, il habite maintenant à Marseille, au Boulevard Victor Hugo, Beaumont, dans des difficultés considérables, parce que la biscuiterie ne marche pas bien et que son vagabondage, à la "chasse" de clients, donne peu de résultats.

Le plus grand résultat de ses déplacements continuels est peut-être la confusion dans laquelle ils jettent les fascistes qui, privés d'informations précises sur lui, se demandent au début de 1933 si un certain professeur Angelo D'Alberti ou D'Alberto, « à l'accent méridional », qui, après être demeuré pendant dix ans en U.R.S.S., aurait tenu à Lyon deux conférences sur la situation italienne et sur la situation russe, ne serait pas le professeur Virgilio Verdaro ou bien le comptable Mario De Leone. Le premier enseignait le marxisme dans une école de propagande en Russie, et le second – confondu peut-être avec Virgili – était affecté à l'industrie militaire soviétique et travaillait dans une usine de dirigeables. Le 22 mai 1933, De Leone écrit à nouveau à Ambrogi, rappelé entre-temps de Berlin à Moscou : les « principaux problèmes à résoudre actuellement pour moi sont : la santé de ma femme et le pain quotidien. Tous les deux pressants : le premier très urgent... ». N'ayant pas obtenu l'hospitalisation dans un sanatorium, sa femme « est obligée de recourir à la thérapie plus expéditive du pneumothorax... ». De graves difficultés demeurent malgré tout, en particulier celle du « placement des enfants », dont la solution est indispensable pour éviter que sa femme, une fois revenue à la maison, ne soit forcée de reprendre « l'habituelle corvée éreintante du ménage » avec les enfants. Ce serait une imprudence très grave. « Il n'est pas besoin d'ajouter que, malgré mon infinie lassitude d'esprit et de corps, que je vaincs seulement par un effort de volonté que je me croyais incapable de fournir, ma collaboration ne serait pas sans enthousiasme et sans utilité ». Il écrit pourtant le même jour à Virgili, qui est encore en Russie : « ... si je ne me trouvais pas sur le plan incliné sur lequel je me trouve ... et avec les complications de santé, de travail, etc., je réussirais sans aucun doute à m'en tirer. Parce que, en France, mais tout spécialement à Marseille, il suffit d'un peu d'activité intelligente pour vivre... Puisqu'il n'est possible de conserver ni pudeur ni dignité, je t'invite – indépendamment de l'issue des tractations avec Ersilio – d'intervenir en ma faveur : si tu le veux, si tu le peux, directement ou indirectement. Le trône vacille – disait le fameux orateur Pizzirani. Mon bateau est en danger. Je lance un SOS extrême. Le recueille qui peut. Si mon recours n'est pas accepté, c'est aujourd'hui que doit arriver ma première saisie. Et ceci signifie que d'ici quinze jours je n'aurai plus ni entreprise ni meubles ni logement. Mais dehors, le soleil léger

inonde les rues. Je repense à Faust. Et je donnerais moi aussi mon âme au diable pour vivre. Jamais la vie ne m'est apparue aussi belle ».

Un billet adressé au docteur Fienga photographie la situation : « Cher Dino, si tu peux m'envoyer 10 francs pour ... ne pas changer un billet de 1000! », puis une lettre du 26 juillet 1933 annonce que la biscuiterie sera liquidée dans peu de temps. Et le 9 septembre : « Cher Dino, nous sommes allés à l'encontre les commandements du Seigneur et nous avons été punis. Toulon est une place imprenable. Comme tu le vois, pratiquement rien question affaires. J'ai fait tous les hôtels, beaucoup de pâtisseries et quelques bars du centre. Ratage pour différentes raisons »(6). Quelques jours plus tard, l'exilé caresse l'idée, avec Ambrogi, de retourner en U.R.S.S. : « ... Et je constate avec satisfaction que, malgré la véritable chasse à l'homme que l'on fait ici aux gens de gauche (peut-être ignores-tu les récents épisodes de Bezons, etc.) ce gouvernement [le gouvernement soviétique, NdR], aurait autorisé mon retour. Lequel n'est pas exclu mais est problématique pour les raisons contenues dans la lettre ci-jointe à Ferruccio, qui t'en donnera communication... Si Ferruccio venait en Occident, on pourrait concrétiser avec lui toutes les modalités de mon transfert... ». Quant à la situation économique, « je ne suis pas encore "hors de danger", mais je crois malgré tout avoir dépassé le moment le plus mauvais... ».

Le moment le plus difficile est peut-être celui de la saisie de la fabrique à laquelle il fait allusion le 26 septembre : « Cher Dino, le furoncle est mûr. Demain, mercredi, à 15 heures, un excellent huissier compatissant procédera à l'opération chirurgicale. Sic transit. Aujourd'hui ma femme entre en clinique et les enfants avec elle. Es-tu toujours un habitant des bords de mer? ». L'entreprise tombée en faillite, De Leone reste à Marseille où il vit en 1934 en exerçant le métier de représentant. Mais le sort s'acharne contre lui et sa famille : sa femme s'éteint à Toulouse, à la clinique des "Trois Lucs", victime de la maladie et des privations subies. Et l'exilé, ne pouvant pas élever seul ses fils, il doit les envoyer à Naples où sa mère et sa belle-sœur Gilda Minieri en prendront soin (7). Quant à lui, il ne quitte pas Marseille où le climat, en tout cas, est plus chaud que celui d'Ambilly, et il commence à participer avec une certaine fréquence aux réunions de la Fédération bordiguiste locale en versant de l'argent de temps en temps ("Topolino" envoie quelques francs...) en faveur de "Prometeo". C'est dans cette grande ville portuaire que le rencontrèrent en 1935-36 le maximaliste Giuseppe Fusero, qui en rappellera l'activisme dans un témoignage, et le jeune Raffaello Fienga : « À l'époque, j'étais étudiant à l'Académie des Beaux Arts de Marseille et je participais activement au mouvement de la jeunesse anti-fasciste, fondé par Henri Barbusse. Mario De Leone était "un révolutionnaire limpide" ».

De la révolte de Franco à la formation de la Colonne "Lénine"

Le 17 juillet 1936, les généraux Sanjurjo et Mola s'insurgèrent contre la République espagnole afin d'anéantir les organisations du prolétariat et d'imposer une dictature réactionnaire dans le pays. Mais la rébellion – une "médiation" ambiguë de Martínez Barrio ayant échoué en quelques heures – doit se mesurer avec deux "obstacles", sinon imprévus, du moins sous-évalués : la grève générale proclamée le 18 par les syndicats anarchistes et socialistes de la C.N.T. et de l'U.G.T., et la combativité extraordinaire des travailleurs qui est sans égale entre les deux guerres (1). Les travailleurs se jettent sur les militaires et, armés de bâtons, de quelques rares fusils (2) et d'une très grande ardeur, les mettent en déroute à Barcelone, à Madrid, à Malaga, à Saint Sébastien... Les séditieux l'emportent en revanche à Cadix, Séville, Oviedo et Saragosse, et le soir du 20 ils ont le contrôle de l'Andalousie, de la Navarre et d'une grande partie de l'Aragon, tandis que les ouvriers sont maîtres de la Catalogne, de la Castille, du Levant et du Pays basque.

Le "golpe" a deux conséquences : il déchaîne, en même temps que la guerre civile, la révolution sociale qu'il prétendait exorciser, et il effrite – bien qu'en ne le détruisant pas entièrement – l'État démocratique bourgeois. Dans la Catalogne libertaire, on enregistre une floraison très importante et spontanée d'organismes révolutionnaires (comités de village, conseils, etc., composés en majorité, et souvent exclusivement, de travailleurs, désignés par la base) et les ouvriers deviennent les patrons de l'économie, en expropriant tout, des usines aux magasins et aux laboratoires; dans les villages aragonais, reconquis quelques jours plus tard, les collectivisations agricoles sont également radicales et généralisées; à Madrid, en revanche, le nombre des comités est très réduit et les réquisitions limitées. Même les signes extérieurs du bouleversement, qui frappent à Barcelone les observateurs étrangers, sont, dans la capitale, presque négligeables, alors que dans toute l'Espagne anti-franquiste les églises et les couvents, qui n'ont pas été brûlés, sont fermés (3).

En quelques heures, les gouvernants républicains perdent le pouvoir. La Généralité catalane (le gouvernement régional dirigé par le leader de la "Esquerra" autonomiste, Companys) sort à genoux des combats de juillet. Une grande partie de ses prérogatives passent au Comité central des milices antifascistes (C.C.M.A.), « véritable organe de gestion et de gouvernement », dont font partie les anarchistes (F.A.I.-C.N.T.), le Parti ouvrier d'unification marxiste (P.O.U.M.), les socialistes, l'"Esquerra", les "rabassari", les staliniens (P.S.U.C.), tous désignés d'en "haut" par leurs organisations respectives. Le Gouvernement de Madrid (dirigé depuis le 19 juillet par le républicain José Giral) maintient un simulacre d'autorité, qu'il tente d'exercer en légalisant – comme le fait la Généralité catalane – les mesures du comité. La composition pluraliste du C.C.M.A. montre toutefois que les anarchistes, force hégémonique en Catalogne et épouvantail de la bourgeoisie (le P.O.U.M. qui a des positions un peu plus radicales, est un groupe plus modeste), n'entendent pas imposer leur dictature, ni liquider les autres forces antifascistes, démocrates bourgeoises ou prolétariennes, mais qu'ils cherchent – même s'ils ne les trouvèrent pas et finirent par entrer avec leurs ministres dans les gouvernements "restaurés" – des voies différentes de celles qui, en Russie, ont débouché dans le despotisme communiste. Les libertaires, bien qu'ils aient eu la force pour le faire, n'ont ni chassé Companys le 21 juillet – ainsi que le rappellera l'anarchiste Abad de Santillán

– ni supprimé les autres organisations catalanes, parce que les dictatures ne sont jamais fécondes et qu'elles ne pourront jamais l'être, mais ils ont employé leur force dans la lutte contre Franco et pour chercher à édifier une nouvelle société. Et le P.O.U.M. proclame : « La dictature du prolétariat ne peut pas être exercée par un seul secteur du prolétariat, mais par tous les secteurs sans exception aucune. Aucun parti ouvrier, aucune centrale syndicale, n'a le droit d'exercer la dictature » (4). La survie des deux gouvernements – considérée par beaucoup comme un danger pour la révolution – ouvre la voie, dans le camp antifasciste, à ce que le trotskiste Vereeken appellera la « seconde guerre civile » entre les couches moyennes, qui trouvèrent leur porte-parole chez les modérés et les staliniens, et le prolétariat, qui se reconnaîtra dans une large mesure dans les anarchistes et dans le P.O.U.M..

Les nouvelles des victoires ouvrières et de l'échec du "golpe" – premier coup d'arrêt dans l'ascension du fascisme en Europe – se répandent rapidement au-delà des Pyrénées, suscitant des enthousiasmes extraordinaires chez les exilés italiens (5), et beaucoup d'entre eux (en majorité des anarchistes, des giellistes, des maximalistes et des trotskistes) partent le 23 ou le 24 juillet pour Barcelone et Madrid.

Le 26 juillet, les événements ibériques sont à l'ordre du jour de la réunion de la Commission Exécutive de la Fraction italienne de la gauche communiste qui se tient à Bruxelles. Les bordiguistes excluent qu'il puisse y avoir une révolution sans la destruction de l'État bourgeois et la prise du pouvoir politique par le prolétariat, guidé inévitablement par le parti communiste, et ils considèrent que la démocratie et le fascisme ne sont que des formes différentes de la domination capitaliste, qu'il faut combattre avec la même intensité.

Pour Verdaro, il n'y a aucun doute : « Étant donné la situation objective en Espagne, l'absence du parti de classe, l'influence délétère de l'anarcho-syndicalisme, nous devons exclure la possibilité que le prolétariat puisse passer à une intervention directe pour chercher à imposer sa solution... ». Si la présence libertaire est – pour le professeur de Balena – extrêmement négative, l'absence du parti de classe est un obstacle insurmontable au développement de la révolution.

Ce qui se passe en Espagne, dit Perrone, ce n'est pas « un simple coup de mains des militaires », mais c'est un bouleversement plus vaste entre d'une part les fractions de droite et de gauche de la bourgeoisie, « en vue du triomphe définitif de l'une ou de l'autre », et d'autre part le prolétariat, « unique force capable de résoudre les problèmes sociaux » du pays. « La fraction, en cohérence avec tout son passé, ne peut que revendiquer la seule base de classe, celle qui est à l'opposé de celle sur laquelle les ouvriers espagnols ont été attirés ». Les masses ne doivent pas prendre parti pour l'un ou l'autre des adversaires, mais rester sur le terrain des grèves et des batailles revendicatives, sans se laisser entraîner sur des fronts militaires où – dirigées par des forces ennemies et du fait de leur infériorité technique – elles sont vouées à la défaite.

Enrico Russo conjecture deux phases de lutte : celle qui est en cours, qui pourrait se terminer par la victoire du Front populaire ou par celle des droites; une seconde phase – si les rebelles sont battus – dans laquelle la bourgeoisie de gauche cherchera à désarmer les travailleurs en les noyant dans le sang. Une conclusion qui, elle, n'est pas inévitable si le prolétariat sait profiter « de la circonstance favorable » de son armement pour se placer « sur des positions plus avancées ». L'ex-métallurgiste napolitain propose, à la fin, la rédaction d'un manifeste, l'organisation de formes de solidarité de classe avec les autres partis de l'émigration, l'envoi en Espagne d'une délégation pour « aider les groupes communistes du pays ».

Pour Borsacchi, s'il y avait un parti révolutionnaire en Espagne, celui-ci appellerait, comme en Russie en 1917, les ouvriers aux armes pour combattre la menace fasciste de Franco-Kornilov, en dénonçant le fait qu'elle ait été engendrée par Azaña-Kerenski. Opposé aux blocs interclassistes, Borsacchi est favorable à l'indépendance ferme du prolétariat, laquelle « ne compromet pas le développement ultérieur de la lutte ». Finalement, les propositions de Russo sont approuvées – sans divisions, selon le procès-verbal –, et on décide « de transmettre aux fédérations les procès-verbaux de la réunion » pour une discussion plus ample sur les divergences.

Pendant ce temps, dans l'Espagne anti-franquiste, afin de s'opposer à l'action des rebelles, naissent les milices volontaires sur l'initiative des anarchistes de la F.A.I. et de la C.N.T., de l'"Esquerra" catalane, du P.O.U.M., des communistes staliniens du P.S.U.C. et du P.C.E., des socialistes du P.S.O.E. et de l'U.G.T. et d'autres groupes prolétariens et démocratiques. Font partie de ces colonnes, comme la colonne poumiste qui se prépara le 28 juillet à Sariñena pour se diriger vers Huesca, le poète anarchiste Mario Traverso, Giuseppe Capizzi qui tombera à Siétamo le 1^o août, le journaliste di Barga (et représentant de la Ligue des droits de l'homme), Bruno Sereni qui sera blessé quelques heures après dans la même localité, Carlo Dante Pini, Giuseppe Guarneri, Piero Milano et d'autres exilés italiens.

La Fraction bordiguiste revient sur le conflit espagnol – selon les sources fascistes – le 1^o août à Bruxelles, lors d'une réunion de la Fédération belge. Russo, Duilio Romanelli, Borsacchi, Fausto Atti et Giovanni Consonni, se déclarent favorables à la proposition des trotskistes italiens (qui ont pris depuis peu le nom de "Bolcheviks-léninistes italiens adhérents à la Quatrième Internationale") d'intervenir militairement dans la péninsule ibérique avec des "légions révolutionnaires", tandis que Verdaro et Perrone repoussent sèchement cette hypothèse. La rupture entre les différentes âmes de la Fraction est, à partir de ce moment, définitive (6).

Le 8 août – tandis que, à Madrid et à Barcelone, les violentes protestations de la C.N.T. et du P.O.U.M. font échouer les efforts des modérés et des staliniens (de plus en plus représentatifs des classes moyennes, frappées et effrayées par la révolution) pour restituer une partie de l'autorité perdue au Gouvernement central et à la Généralité, lesquels ordonnent la mobilisation de trois classes (première tentative de créer un embryon d'armée traditionnelle, alternative aux milices) et forment, sous la présidence d'un autonomiste, une équipe ministérielle qui inclut des membres du P.S.U.C. – les membres de la C.E. bordiguiste, réunis de nouveau à Bruxelles, se mettent d'accord sur les points suivants : le rôle contre-révolutionnaire du Front populaire et l'absence d'une orientation classiste en Espagne, la nécessité de développer une action de solidarité révolutionnaire dans l'émigration, l'envoi dans la péninsule d'une délégation qui rencontrera, d'une part, les opposants de gauche, « pour contribuer à la formation d'un Parti Communiste » et, d'autre part, les forces syndicales, « agissant dans le camp prolétarien », pour donner une autre orientation à la lutte.

Les divergences concernent, en revanche, la possibilité de créer en Espagne un parti révolutionnaire, l'armement du prolétariat et le rôle des anarcho-syndicalistes.

1) Selon Perrone et Verdaro, l'absence du parti de classe exclut la maturation d'une situation révolutionnaire et empêche la poursuite de la lutte de classe, de la part des masses, vers la destruction de l'État bourgeois et la conquête du pouvoir. Le parti révolutionnaire d'ailleurs ne s'improvise pas, pas même quand il existe des conditions favorables (deux voix); pour Russo, si « l'absence du parti de classe » porte préjudice à « n'importe quelle situation favorable aux développements révolutionnaires », la tendance confuse des militants à créer de nouveaux organismes peut fournir les éléments pour l'édifier : le parti de classe peut donc naître durant la

lutte, en lui conférant une orientation révolutionnaire et en légitimant l'intervention en Espagne (3 voix).

2) L'armement du prolétariat « sous la direction du Front populaire », dit Perrone, n'est pas une prémisse favorable au développement de la lutte de classe, mais il est – comme les expropriations, les collectivisations, etc. – une concession momentanée de la bourgeoisie pour sauver le capitalisme. Il sert à désarmer politiquement le prolétariat, en attendant d'arriver demain à le désarmer matériellement. Le fait que les ouvriers aient des armes – dira ensuite la majorité – ne représente pas, en l'absence d'une direction de classe, un fait positif, comme l'a démontré la grande guerre dans laquelle des millions de prolétaires se sont mutuellement exterminés (3 voix); pour Russo, l'armement du prolétariat a été imposé au Front populaire par les circonstances. Les masses ne se trouvent donc pas « sous la direction incontrôlée du gouvernement de Front populaire ». Il est même imaginable qu'ils puissent, après la défaite du fascisme, se servir des armes contre la bourgeoisie de gauche, dans la mesure où celle-ci tentera de les désarmer. Pour ce qui concerne le conflit entre les courants capitalistes, il renvoie à la position prise en 1917 par Lénine contre Kornilov et Kerenski (2 voix).

(3) Pour Perrone, la fonction de l'anarcho-syndicalisme, qui nie le parti de classe et ne se pose pas la question du pouvoir, est contre-révolutionnaire (1 voix); pour Russo, l'anarcho-syndicalisme, par son refus du parti, est un facteur négatif pour l'évolution de la lutte. Il pense cependant que « l'œuvre de construction du parti de classe » avancera peut-être mieux « à travers une lutte politique vigoureuse » conduite parmi les masses liées aux anarchistes, plutôt que dans les autres organisations (4 voix).

Au même instant, Tito (presque sûrement De Leone), un camarade de la future minorité, souligne dans un long article – publié par "Prometeo" seulement le 11 octobre – que la décision du Gouvernement démocratique espagnol (« renouvelé ... deux fois en quelques heures ») de remettre les armes au prolétariat, « au lieu que ... l'on se hâte de négocier un compromis avec les chefs militaires insurgés », a eu « une importance énorme », et que la lutte, bien qu'elle reste « formellement » circonscrite dans les limites d'un conflit « entre groupes bourgeois » et « qu'elle tire parti de la défense de la république démocratique et contre la menace de la dictature fasciste, s'élève maintenant à une signification plus ample, à une valeur de classe plus profonde : elle devient le levain, le ferment, le propulseur, d'une véritable guerre sociale ». Après le 20 juillet – continue "Tito", dont les appréciations des événements se situent aux antipodes de celles de Perrone et de Verdaro – l'autorité de l'État a volé en éclats : le véritable gouvernement dans l'Espagne républicaine est celui des ouvriers, l'autre, « le gouvernement légal, est une coquille vide, un prisonnier inepte de la situation ». Le contrôle des opérations de guerre est passé « dans les mains des milices » et les confiscations de biens, les incendies d'églises, les condamnations et les exécutions sommaires (« y compris d'étrangers »), sont l'expression sensationnelle de ce bouleversement auquel le gouvernement bourgeois ne s'oppose pas, puisqu'il se borne à légaliser les mesures prises par les masses. « On met la main sur les banques et sur la propriété des fabriques et des entreprises abandonnées par leurs patrons, on nationalise les usines qui produisent pour la guerre », on restreint la semaine de travail à 40 heures, on augmente les salaires de 15%, on réduit de moitié les loyers. Le gouvernement existe encore malgré tout et il n'y a pas de doute que, « le danger passé », il essaiera de reprendre désespérément l'autorité qui s'était évaporée. « Une nouvelle phase de lutte commencera pour la classe ouvrière ».

Le conflit espagnol – continue Tito – est né des contradictions entre la droite et la gauche bourgeoises, et le prolétariat, armé par le « gouvernement démocratique ... comme moyen extrême de sa défense », s'est aligné sur le courant qui est « dominé par l'idéologie du Front populaire ». Cependant, « l'état de dissolution de l'économie bourgeoise exclut toute possibilité de remise en ordre, aussi bien avec la victoire du fascisme qu'avec la victoire de la démocratie. Seule une intervention autonome à venir du prolétariat pourra résoudre la crise de régime de la société espagnole. Mais même l'issue de cette intervention est conditionnée par la situation internationale. La révolution espagnole est étroitement liée au problème de la révolution mondiale. La victoire d'un groupe ou de l'autre ne peut pas résoudre le problème général qui consiste dans la modification des rapports fondamentaux des classes à l'échelle internationale et dans la désintoxication des masses hypnotisées par le serpent du Front populaire ».

On ne peut pas de toute façon dissimuler – fait le point Tito – que le succès des révoltés aurait des effets très différents de celui de leurs antagonistes. « La victoire des militaires n'aurait pas seulement la signification de la victoire sur la méthode démocratique de la bourgeoisie, mais elle signifierait aussi la victoire sensationnelle ... sur la classe ouvrière qui s'est engagée à fond et en tant que telle dans la mêlée. La classe ouvrière serait clouée à la croix de sa défaite de façon irrémédiable et totale », comme c'est arrivé en Italie et en Allemagne, et une « rafale de répression plus violente s'abattra » sur les travailleurs du monde entier. Pour "Tito", l'idée criminelle selon laquelle le triomphe des rebelles accélérerait la marche des travailleurs vers la révolution ne mérite même pas d'en parler. « Nous ne discutons même pas la conception selon laquelle, après la victoire des réactionnaires, le prolétariat retrouvera sa conscience de classe plus rapidement ». La défaite des militaires au contraire ne renforcerait pas le Gouvernement du Front populaire, parce que « les masses encore armées, pleines de l'orgueil de la victoire douloureuse et contestée, et fortes d'une expérience acquise durant l'ampleur de la bataille, demanderont de faire les comptes avec ce gouvernement ». Et le temps nécessaire à la formation du parti de classe se raccourcirait. Il est par conséquent totalement impossible de partager les positions de Perrone et de Verdaro : « Notre abstentionnisme dans la question espagnole signifie la liquidation de notre fraction, une espèce de suicide par indigestion de formules doctrinaires. Amoureux de nous-mêmes comme Narcisse, nous nous noyons dans l'eau des abstractions dans laquelle nous nous mirons, tandis qu'Écho se meurt de langueur et d'amour pour nous ».

Dans les jours qui suivirent, la nature inconciliable des divergences à l'intérieur de la Fraction trouve sa confirmation dans les départs de Russo et de Bruno Zecchini pour Barcelone, et dans les motions opposées sur l'Espagne qui sont présentées par Piero Corradi et Ottorino Perrone lors d'une réunion de la Fédération parisienne. Corradi nie que les événements soient "simplement" réductibles à un conflit inter-bourgeois qui n'intéresse pas le prolétariat, parce que les militaires ont déclenché la lutte contre lui et non contre la bourgeoisie démocratique. La riposte des travailleurs, en dépit des succès obtenus, a été mal orientée parce que, en l'absence du parti de classe, elle n'a pas été engagée « immédiatement contre les éléments de gauche au même titre que contre ceux de droite... ». De son côté, le Front populaire, afin d'éviter que les ouvriers ne s'opposent aux rebelles avec des organismes dotés d'« une physionomie nettement de classe », s'est rangé contre la droite et il a permis l'armement des masses, dans l'espoir que leur action ne se tourne pas contre l'ordre capitaliste. La présence d'une force révolutionnaire en Espagne – continue Corradi – pourrait permettre aux travailleurs de prendre la direction de la bataille, et de se débarrasser ainsi de la bourgeoisie démocratique. C'est pourquoi il demande que la Fraction envoie des camarades et des

ressources dans la péninsule ibérique, si les camarades qui s'y trouvent déjà les réclament. Quant à l'issue du conflit, la victoire des rebelles signifierait « l'écrasement complet et total du prolétariat espagnol », alors que la bourgeoisie de gauche laisserait à la classe ouvrière une seconde *chance*(*) de s'opposer aux tentatives du Front populaire de briser « toute velléité révolutionnaire ». Précisant que les positions de la C.E. qui expriment le mieux ses opinions sont celles de Russo et de Borsacchi, Corradi observe avec une certaine préoccupation « que la lutte qui s'engagerait sur le terrain social unirait contre le prolétariat les deux fractions de la bourgeoisie ».

La guerre civile, qui trouve en Espagne la droite et la gauche « solidaires dans l'œuvre de massacre de la classe ouvrière » n'est pas – dit Perrone – une guerre militaire, mais une guerre sociale, et le prolétariat ne pourra la gagner qu'en visant, avec les instruments de classe, à la dislocation de l'organisme économique bourgeois (« même au prix du démantèlement du front militaire ») et à la conquête du pouvoir. Le capitalisme cherche au contraire à transformer la guerre civile en guerre traditionnelle, en faisant passer les travailleurs espagnols et "étrangers" du front de classe « au plan militaire qui est la tombe des revendications sociales du prolétariat ». La Fraction doit s'opposer au départ des ouvriers pour les fronts de guerre et inviter les prolétaires à aider le prolétariat espagnol, en intensifiant les agitations et les grèves dans leur propre pays. "Vercesi" demande ensuite que les camarades déjà partis en Espagne et la délégation qui s'y rendra se chargent d'y favoriser l'"éclatement" de fortes agitations sociales dans les territoires contrôlés par la droite et dans ceux qui dépendent du Front populaire, unique voie pour préparer les bases sur lesquelles pourra naître le parti de classe dans la péninsule ibérique. La motion de Corradi obtient 5 voix, parmi lesquelles celles d'Ernesto Corradi (7) et d'Emilio Martellini originaire de Grosseto, celle de Perrone est soutenue par Bruno Bibbi et par trois autres camarades.

Au cours des jours suivants, alors qu'en Catalogne on forme le Conseil de l'économie (dont font partie le secrétaire général du P.O.U.M., Nin, et l'anarchiste Diego Abad de Santillán), Renato Pace, Salvatore Velotto, Costante Mengoni, Enrico Cesarin, Emilio Lionello, Gildo Belfiore et Francesco Fortini, tous adhérents ou sympathisants de la Fraction (et avec eux Giuseppe Morini et le milanais Ciccio ou Ciccetto, tous deux depuis longtemps à l'extérieur du PCd'I (8)), ayant repoussé « violemment » (9) les analyses de Perrone et de Verdaro, rejoignent – aidés par "Justice et Liberté" – Barcelone où ils s'unissent à Russo et à Zecchini pour s'enrôler dans les milices. Les histoires personnelles de ceux qui, dans la Fraction, soutiennent que l'on doit combattre en Espagne sur le plan militaire contre les insurgés et sur le plan de classe pour démanteler l'État bourgeois, sont assez différentes les unes des autres : Russo provient du syndicat et du maximalisme, les frères Corradi ont vécu l'expérience ouvriériste de "Réveil communiste", Martellini, originaire de Grosseto, et Carlo Mazzucchelli sont avec les "prométéistes" depuis la fondation, tandis que Lionello, Pace, Zecchini et Romanelli, ont souffert en Italie de la prison et de la relégation, avant l'émigration clandestine en France et en Belgique (10). L'un d'eux, Renato Pace, se souviendra que le "Centre" (Perrone et Verdaro), bien que n'ayant encore aucune information précise sur les événements espagnols, avait décidé « que c'était un mouvement qui ne nous concernait pas parce que c'était une lutte entre les couches de la bourgeoisie. Au contraire, et particulièrement à Paris, dans la base ouvrière, on commença à discuter sur ce sujet... Il y a eu des réunions assez tumultueuses... C'est à Paris qu'il y avait le groupe le plus important [de la Fraction]..., les nouvelles plus exactes, plus précises, commencent à arriver, et elles prennent ... de plus en plus un caractère révolutionnaire parce que, si la sédition a été étouffée, là où elle a été étouffée, elle a été étouffée par la classe ouvrière. Nous avons décidé de partir et il a fallu finalement quelques jours

pour en avoir les possibilités financières, parce que nous devons traverser toute la France. Nous sommes partis de Paris... Nous n'étions pas nombreux, nous étions une dizaine, 10 ou 12 au maximum. Nous sommes arrivés à Perpignan..., la police nous a arrêtés, et ensuite elle nous a laissé continuer. Nous sommes entrés du côté de Port Bou, il y avait un tunnel qui divise la France de l'Espagne, et nous sommes entrés en passant sous ce tunnel... en chantant l'Internationale. Bref, il semblait que c'était le commencement de la fin pour le capitalisme..., il y avait tant d'enthousiasme, tant de volonté de se battre, nous sommes restés quelques heures à Port Bou et ensuite, après avoir pris le train, nous sommes arrivés à Barcelone au matin... Barcelone présentait un spectacle extraordinaire... Une situation chaotique, désordonnée, mais on sentait palpiter la révolution..., les trams étaient peints en rouge et noir [les couleurs des anarchistes] et l'on voyait partout les signes de la lutte. Dans les casernes, les signes de la lutte étaient formidables... ».

Les nouveaux arrivants fondent la Fédération barcelonaise de la Fraction et ils adhèrent, dans la caserne de Pedralbes, à une colonne libertaire : « Nous avons vu ensuite que l'on n'était pas d'accord, et alors nous avons pris contact avec ceux du P.O.U.M. et nous sommes allés dans ... une caserne de cavalerie... », le "Cuartel Lenin". Mais tous les volontaires ne quittèrent pas Pedralbes : Fortini reste avec les anarchistes italiens (Marzocchi, Pio Turrone, Renato Castagnoli, Celso Persici, etc.), les "giellistes" et les républicains (Rosselli, Angeloni, Enrico Giussani, Angelo Monti, Antonio Zanchini, etc.), avec lesquels il combatta, le 28 août, à Monte Pelato. Les volontaires, qui se sont rendus au "Cuartel Lenin", s'enrôlent – Virginia Gervasini les enregistra – dans le "Groupe international" de la colonne Lénine qui comprend un certain nombre de trotskistes (Cristofano Salvini, Guido Lionello, Piero Milano, Giuseppe Guarnieri, Placido Mangraviti, Domenico Sedran) et de maximalistes (Giuseppe Bogoni, Francesco Martini, Anteo Luzzatto, Etrusco Benci, Goliardo Consani, Pietro Fancelli ("Castello"), Giuseppe Fusero, Vincenzo Plutino, Renzo Picedi, Umberto Cirella, Rafaele Serra et plus tard Marino Roasino), quelques antifascistes d'origine gielliste ou socialiste (parmi lesquels Bruno Sereni), le stalinien Costa, les anarchistes Pasquale Fioravanti et Mario Traverso et quelques réfugiés sans parti (Giuseppe Borgo, Paolo Psalidi, Aldo Gambedotti).

Le 17 août, la Fédération marseillaise de la Fraction charge De Leone de se rendre comme observateur en Catalogne. Le 19, l'exilé se rend à Barcelone, où il rencontre Bruno Sereni, encore convalescent d'une blessure subie à Siètamo le 1^o août. « Au mois d'août, arriva à Barcelone en provenance de Marseille – écrira le journaliste(*) – un homme de stature moyenne, vêtu de noir. Il avait les cheveux tout blancs, le visage pâle, le sourire las, et, derrière ses lunettes, un regard résigné. Nous demandâmes qui il était, d'où il venait, ce qu'il était venu faire. On nous dit qu'il s'appelait Mario De Leone, qu'il était comptable à Naples, antifasciste, qu'il était venu étudier sur place la révolution ».

Le départ de De Leone de Marseille coïncide avec le virage qui, le 17 août, se produit à Bruxelles dans la Commission Exécutive de la Fraction. Au terme d'une réunion, la motion, vainement présentée par Perrone quelques jours auparavant à Paris, est approuvée quasi à l'unanimité (seul Borsacchi réaffirme la validité des délibérations du 8 août) : la nouvelle majorité, bien qu'elle assure que les « positions publiques » de l'organisation « devront surtout tenir compte des éléments communs aux deux tendances », ne garantira aucune visibilité politique à la minorité jusqu'au 20 septembre, ni dans "Prometeo", ni dans "Bilan", ni par d'autres moyens. « On n'imprime pas des manifestes – polémiquera à juste titre Mazzucchelli – sans tenir compte de la pensée d'une moitié de la Fédération ». De Leone est lui aussi opposé au tournant. « Le fait important et prééminent – écrira-t-il le 23 septembre, en revenant sur ce qui s'était passé – n'est pas l'attitude de

la C.E. à l'intérieur de la Fraction, qui peut se définir comme du linge sale qui se lavera en famille, mais la position politique despotiquement prise en public par la C.E. et qui peut avoir liquidé pour toujours notre mouvement ».

Le manifeste, daté du 18 août (que l'exilé napolitain sera justement chargé de présenter à Nin à Barcelone), reflète en effet le point de vue de la nouvelle majorité, en ignorant les dissensions internes. Le 18 juillet – y lit-on – la bourgeoisie espagnole avait l'intention, pour résoudre les contradictions sociales, de passer le pouvoir de la gauche à la droite, comme elle l'avait fait à d'autres reprises de 1931 à 1936. Mais l'opération a échoué parce que les travailleurs sont entrés en lutte. Le capitalisme, ne pouvant « vaincre par une attaque frontale et uniforme », a alors chargé les courants bourgeois de droite et de gauche de combattre simultanément le prolétariat. Dans les régions agraires, les militaires ont écrasé les paysans avec une terreur sauvage; dans les centres industriels, les ouvriers ont "dompté" les rebelles, avec des armes rudimentaires et leur très grand courage, mais, tandis qu'ils étaient sur le point de se lancer sur les « bastions du capitalisme pour détruire la machine étatique de l'oppression », le Front populaire, réapparaissant sur le terrain, les a détournés de la lutte de classe pour les orienter – ce qui a été facilité par l'absence du parti de classe – sur les fronts de guerre, afin de combattre d'autres travailleurs dans un conflit inter-bourgeois entre la démocratie antifasciste et la droite réactionnaire, où ils n'ont, de par leur infériorité technique, aucune chance de vaincre des militaires de métier. Après avoir permis aux généraux d'organiser la révolte dans l'armée républicaine, le Front Populaire a évité, sous le prétexte de battre Franco, la destruction de l'appareil "économique et politique" capitaliste, il a obtenu la cessation de la grève générale et de toutes les luttes revendicatives, et il a mobilisé les ouvriers pour qu'ils fassent fonctionner les usines à plein rendement.

En Espagne – poursuit le manifeste – il n'existe pas, contrairement à ce qu'affirment la droite et la gauche, de frontières territoriales ou militaires, mais seulement des frontières de classe. Les militaires et le Front populaire sont, « au même titre », des ennemis des prolétaires et ils jouent des rôles différents parce que ce n'est qu'ainsi que le capitalisme pourra écraser les ouvriers. Plutôt que de vaincre Franco pour se défendre mieux demain de la bourgeoisie démocratique, les masses doivent renverser totalement l'orientation actuelle de la lutte, en abandonnant les tranchées de Teruel et de Huesca, où elles ont été intentionnellement dispersées, pour retourner dans les villes et dans les campagnes afin de se battre pour leurs revendications de classe, unique voie pour créer les prémisses de la défaite des rebelles et du triomphe de la révolution.

Ivre de joie en raison des massacres de paysans en Estrémadure et en Andalousie, le capitalisme tolère, dans l'Espagne antifranquiste, l'armement des prolétaires pour sauver la société bourgeoise, et il les fait se massacrer entre eux sur les cols de Guadarrama et dans les Asturies, comme soldats des armées d'"union sacrée", dans une guerre impérialiste entre fascisme et antifascisme. Le manifeste se termine par la dénonciation de ceux qui invoquent l'aide des gouvernements démocratiques au Front populaire espagnol : ils ne sont que « les porte-parole de la guerre impérialiste au même titre que les fascistes de tous les pays ».

À Barcelone, les miliciens bordiguistes sont encore cantonnés dans la caserne "Lénine" du P.O.U.M., où, le 20 août, se tient un "meeting" auquel assistent Gorkin, Goronella et Marceau Pivert : « C'est en suscitant d'intenses émotions que les camarades italiens chantèrent "Bandiera rossa" et les camarades français "L'Internationale", et ils terminèrent tous par le cri de guerre : "Les soviets partout"(*) ».

Trois jours plus tard, la C.E., après avoir décidé de dépêcher une délégation en Espagne, renvoie la reconnaissance de la Fédération de Barcelone au moment où seront connues les bases politiques qui ont amené à sa formation, tout en demandant « à ses membres de rompre toute entente avec le Poum, de dissoudre la colonne, étant donné que les communistes ne peuvent pas former une "colonne" dans une armée bourgeoise, et qu'ils doivent au contraire se disséminer parmi les prolétaires pour développer en leur sein une action de réveil en correspondance avec les mouvements de classe dans les villes et dans les campagnes ». Le maintien de la colonne "Lénine" et l'entente avec le P.O.U.M. signifient « admettre la possibilité d'une évolution de l'antifascisme vers la révolution » et « rompre avec les positions fondamentales de la Fraction ». La C.E. n'a pas l'intention de résoudre les divergences internes – et le problème, qui est désormais posé, de la scission – par des mesures disciplinaires, mais grâce à une « évolution ». Pour l'instant, elle se propose de favoriser « une activité uniforme » entre la délégation, qui ira en Espagne, et les camarades qui y sont déjà, en se réservant de déclarer, si la collaboration se révélait impossible, que ceux « qui s'opposent aux directives ci-dessus n'engagent pas la responsabilité de la Fraction ». Le refus « des conceptions fondamentales » de la « révolution actuelle » perdurant, la crise se conclura de façon différente, mais seulement quand les miliciens reviendront de la péninsule ibérique.

Les demandes de la C.E. d'abandonner les fronts militaires et de dissoudre la Colonne Lénine sont antithétiques avec les positions de Russo et de ses camarades qui insistent sur le fait qu'ils sont entrés à Barcelone dans les milices ouvrières « pour soutenir le prolétariat espagnol dans sa lutte grandiose contre la bourgeoisie. Nous sommes à ses côtés, prêts à tous les sacrifices, pour le triomphe de la révolution ». Se souvenant de la situation désespérée dans laquelle le fascisme a précipité le prolétariat en Italie, et de la dégénérescence stalinienne, les membres de la Fédération considèrent que le parti de classe ne pourra naître en Espagne qu'en soustrayant les masses aux influences de la II^e et de la III^e Internationales : « Nous faisons confiance au développement des événements actuels qui, par leur dynamique, pourront créer en Espagne et ailleurs le parti de la révolution ». Il s'ensuit une invitation au P.O.U.M. pour que, en en finissant avec les attermoissements et en se refusant à tout soutien à la bourgeoisie, il œuvre, comme les bolcheviks en 1917, à la destruction du capitalisme et à la conquête du pouvoir, ainsi qu'une appréciation très chaleureuse de ses militants extra-ordinaires : « L'avant-garde existante au sein du Poum a devant elle une grande tâche et une responsabilité extrême. Nous partons pour le front de la bataille dans la colonne internationale des miliciens du Poum qui sont poussés par un idéal politique qui est commun à ces ouvriers espagnols héroïques et magnifiques : l'idéal de combattre jusqu'au dernier, non pas pour sauver la bourgeoisie qui est en miettes, mais pour abattre depuis les racines toutes les formes du pouvoir bourgeois et pour faire triompher la révolution prolétarienne. Afin que nos efforts à tous ne soient pas vains, il faut que l'avant-garde révolutionnaire du Poum parvienne à vaincre ses ultimes hésitations et se mette résolument sur la voie de l'Octobre espagnol! Elle doit choisir aujourd'hui entre l'appui à la bourgeoisie, même s'il est indirect et involontaire, et l'alliance avec les ouvriers révolutionnaires du monde entier ».

Dans l'imminence du départ pour le front, Russo parle, avec Nin et Hervás, au « Cuartel Lenin », rue Tarragona. « Tous les travailleurs du monde – dit l'ancien syndicaliste qui, parmi « de forts applaudissements, élève un chant à la solidarité internationale » – sont à vos côtés ». Des milliers d'ouvriers « allemands, russes, italiens et français, le fusil à la main, défendront » concrètement la révolution espagnole. Et le 28 août, les miliciens de la Colonne Lénine (« formée

sous la discipline du P.O.U.M. ») protestent contre l'exécution à Moscou de 16 vieux bolcheviks, compagnons de Lénine : un crime qui compromet l'unité du prolétariat.

Le 29, un article de "Prometeo", qui reflète les orientations de la C.E., soutenue par Bruno Bibbi(12), Otello Ricceri et Aldo Lecci, parmi les plus convaincus de la nature impérialiste de la guerre menée en Espagne, traite des milices. On s'y demande si les milices antifascistes sont la forme embryonnaire d'une force qui veut construire un ordre nouveau, ou bien si elles sont une fleur à la boutonnière que la bourgeoisie exhibera demain pour sauvegarder ses privilèges : privée de ses instruments répressifs (armée et police), elle s'appuie sur les "bonzes" des organisations syndicales pour inciter les masses à se sacrifier en sa faveur, après les avoir exploitées jusqu'à hier.

Deux conditions sont d'ailleurs indispensables pour que les milices aient un caractère prolétarien : qu'elles naissent non pas de l'"Union sacrée" entre les travailleurs et la bourgeoisie, mais de leur « divorce le plus marqué », et qu'elles servent – sous la conduite des premiers et non « sous le drapeau de l'ennemi de classe » – d'instrument pour décocher le coup décisif au capitalisme, par la reprise de la lutte de classe qui, en juillet à Barcelone, a eu raison en quarante-huit heures des forces réactionnaires et qui pouvait entraîner la mutinerie de l'armée de Franco.

La "manchette"(*) – polémique à l'encontre de la minorité – qui flanque le titre du journal est sur la même ligne : « Les prolétaires qui partent pour l'Espagne ont le devoir de considérer que leur geste politique a une importance exceptionnelle pour les luttes du prolétariat espagnol. Y aller sous le contrôle – même technique – des forces de la contre-révolution du Front populaire et de « Justice et Liberté » signifie s'enchaîner au char capitaliste. Pour pouvoir développer un travail prolétarien, il faut partir en dehors de tout contrôle ennemi ».

Sur la première page du journal, dominée par un titre, qui est également un mot d'ordre : « Contre le courant qui conduit au massacre prolétarien ! », la majorité se pose la question de savoir si la situation espagnole est révolutionnaire, ou si elle n'est pas plutôt, comme elle le considère, un « sursaut désespéré des masses dans un cercle clos » duquel elles ne tireront aucun avantage. Il ne faut pas, de toutes façons, se laisser fourvoyer par les "formes" de la bataille qui ne coïncident pas du tout avec ses objectifs. Le prolétariat espagnol, bien qu'il soit armé, est en fait victime d'une terrible contradiction puisque, commandé par les forces capitalistes qui se sont nichées en lui, il ne vise pas à ses objectifs de classe, mais il se dirige vers une « nouvelle et féroce défaite ». La guerre n'oppose pas le fascisme à la démocratie, mais le prolétariat à la bourgeoisie, et c'est « un artifice grossier et criminel » de considérer, sur la base des « conquêtes obtenues par le prolétariat à Barcelone ou dans d'autres centres » que l'on puisse avancer « sur la voie de la révolution, sans rompre brutalement avec toute l'orientation ... de la lutte ». Les conquêtes que la classe ouvrière « croit obtenir ici et là » n'ont aucune valeur positive et « elles représentent en réalité la forme extrême du plan ennemi, le maillon extrême de sa domination, une concession formelle d'un instant contre une abdication totale du prolétariat sur les problèmes fondamentaux de sa classe, en Espagne et dans les autres États ». Le "mélange" entre le Front populaire et les généraux insurgés, pour passer à une « réorganisation plus cruelle de sa domination », ayant échoué le 18 juillet, le capitalisme a changé de tactique, en chargeant ses deux courants « d'un rôle ... apparemment opposé », mais qui tend, avec le soutien des deux, à « l'étranglement des masses ». Et que l'on ne se fasse pas d'illusions sur l'éclipse momentanée du gouvernement de Front populaire : elle était nécessaire pour éviter « l'attaque prolétarienne contre la machine de l'oppression capitaliste », qui continue malgré tout de fonctionner à plein régime, même si ce sont les anarchistes qui dirigent la vie économique et politique. Et, n'ayant pas détruit cette machine, les ouvriers sont appelés à la

soutenir, « pour empêcher la victoire de Franco », lequel ne peut être battu qu'en balayant le capitalisme qui l'a engendré. Il ne s'agit donc pas de promouvoir l'"union sacrée" avec le Front populaire pour combattre d'abord Franco et passer ensuite à l'attaque contre Azaña, mais d'opposer la directive du « déclenchement de la lutte de classe dans les villes et dans les campagnes » à la guerre impérialiste qui vise au massacre des travailleurs sur les fronts militaires afin de préserver l'esclavage capitaliste.

Un autre article examine les manœuvres du capitalisme mondial, « démocratique, fasciste ou soviétique », destinées à coincer les ouvriers espagnols dans la fausse antithèse démocratie-fascisme, pour éviter, avec « le massacre fratricide des prolétaires sur les champs de bataille » « autour des drapeaux bourgeois », que la lutte des travailleurs ne débouche en Espagne sur la voie révolutionnaire « et ne devienne ainsi le signal d'une bataille mondiale et de classe des exploités ». À ce front qui va de la Grande-Bretagne à l'Allemagne, à l'U.R.S.S., le prolétariat international doit répondre par l'arme des grèves – des grèves de plus en plus étendues – dans les différents pays : unique forme incisive de solidarité avec les masses espagnoles qui doivent abandonner la défense des collines de Guadarrama et celle de Saint Sébastien afin de reprendre, dans les villes et dans les campagnes, la lutte de classe contre la bourgeoisie du Front populaire et contre la bourgeoisie fasciste.

Piero Corradi répond à "Prometeo" : le prolétariat espagnol ne se bat pas pour la défense de la république bourgeoise mais pour celle de sa vie et de ses organisations de classe. La lutte contre Franco, « c'est la lutte pour son émancipation, c'est la lutte pour la révolution sociale ». Et il n'est pas encore dit qu'Azaña, Largo Caballero et les staliniens, réussiront à maintenir le combat « dans l'orbite de la légalité bourgeoise et de la défense de la propriété privée ». Corradi précise que la lutte sur les deux fronts ne signifie pas qu'il faille attaquer en même temps Franco et Azaña-Caballero, mais prendre la direction de la bataille contre Franco au cours de son évolution, de façon à éliminer – quand la situation sera plus favorable – la bourgeoisie de gauche, « en lui substituant les organismes de classe, les conseils ouvriers, les comités révolutionnaires, syndicaux, etc. » et en procédant à la transformation socialiste. Les travailleurs espagnols sont rassemblés dans le P.O.U.M., dans la C.N.T., dans la F.A.I., qui « sont les uniques organisations révolutionnaires du prolétariat espagnol, ... même si elles sont insuffisantes du point de vue révolutionnaire. C'est en raison de ces considérations qu'un groupe de camarades est parti en Espagne pour apporter sa contribution, non pas comme simples critiques, mais comme combattants convaincus que les critiques ont plus de poids si elles sont accompagnées de la critique des armes ».

La « lutte antifasciste doit être la lutte pour la révolution sociale : c'est au cours de cette lutte que l'on peut influencer dans cette direction. Si l'on dit au contraire qu'il s'agit de deux fractions de la bourgeoisie qui se battent et que cette lutte n'intéresse pas le prolétariat, l'on se situe sur une position négative qui permettra l'écrasement du prolétariat. LA VICTOIRE DE FRANCO, C'EST LA DÉFAITE DU PROLÉTARIAT, et il n'est pas certain que sa défaite soit la victoire d'Azaña. Elle pourrait être la défaite de tous les deux et la victoire du prolétariat ». Arracher les travailleurs à l'influence des « forces de la conservation sociale » et les orienter dans la direction juste, cela dépendra des anarchistes et du P.O.U.M.. Après s'être solidarisé avec les camarades qui luttent sur le front de Saragosse, Corradi déclare : « Je me désolidarise avec le dernier numéro du journal et je ne partage pas du tout la manchette qui dit que ceux qui vont en Espagne « même sous le contrôle technique de "Justice et Liberté" » s'enchaînent « au char capitaliste ». « Je ne veux certainement pas me solidariser avec J.L. ni la défendre, mais je ne peux pas admettre que ces camardes, ces

révolutionnaires, qui sont partis avec J.L. se soient enchaînés à la bourgeoise. Le journal aurait dû s'élever contre la spéculation nationaliste que cet organe fait en affirmant que la Colonne Internationale (la Colonne gielliste-anarchiste, ndr) veut sauver l'honneur de l'Italie. Cet honneur que l'Italie aurait perdu en Abyssinie. Démasquer cette immonde spéculation est notre devoir ».

À la fin d'août, un essai non signé rappelle dans "Bilan", la revue théorique de la Fraction, que la présence du parti de classe et son influence sur les masses ont toujours été considérées par les marxistes comme une condition "sine qua non" pour la victoire du prolétariat. Par ailleurs, le parti ne s'invente pas, ne s'improvise pas et ne s'importe pas, et son absence en Espagne, qui est à attribuer à l'arriération du pays, exclut toute possibilité d'issue révolutionnaire. Le résultat des événements apparaît donc comme établi, et l'armement général des prolétaires n'implique pas du tout que, encadrés comme ils le sont sous les drapeaux ennemis du Front populaire, ils reprennent la démolition du système capitaliste et de l'État bourgeois, et même cette éventualité est désormais exclue *parce qu'ils ne se battent plus pour leur propre cause, mais pour la cause antifasciste, pour un objectif qui n'est plus l'objectif de classe, lequel les conduira à la défaite*. Et de plus, les grèves et les luttes revendicatives ont cessé ou se sont raréfiées à l'extrême, tandis que s'élèvent continuellement les appels des anarchistes et des socialistes pour que les ouvriers intensifient la production, de façon à assurer la victoire de l'antifascisme. Aux militants qui, ayant connu la répression féroce du fascisme, craignent que le triomphe des rebelles en Espagne ait des conséquences identiques pour le mouvement ouvrier ibérique, le dilemme "pour ou contre" le Front populaire et la crainte obsessionnelle de la victoire de la droite ne doivent pas faire oublier que le prolétariat ne peut pas se poser le problème en ces termes, parce que c'est le capitalisme qui est le seul arbitre de ses formes (démocratiques ou fascistes) de gouvernement. Les ouvriers ont une seule voie de sauvetage : celle qui consiste à se réorganiser sur des bases de classe pour sa défense, dans l'attente que mûrissent les conditions pour s'insurger. Et si des choix de cette nature diminuent les possibilités de succès du Front populaire, la victoire des droites – selon le représentant de la majorité – n'aura pas d'avenir, parce que les masses s'organiseront pour briser une fois pour toutes les forces de la réaction capitaliste, en évitant, comme cela s'est produit en Italie et encore plus en Allemagne, que les sociaux-centristes « ne préparent le lit à la répression sanglante de la droite ».

Estrecho Quinto et Monte Aragón :

« Quand la lune se lève à Marechiaro... »(*)

Ayant quitté Barcelone le 28 août, la colonne Lénine (dont le Groupe international comprend, en plus des Italiens, 10 Français, 7 Arabes, 3 Belges, 1 Suisse, 1 Portugais, 2 Allemands, 1 Tchèque et 1 Roumain) prend position entre Huesca, Quicena et Tierz. « Le chef de la colonne – écrit Albert Just – est un ingénieur industriel italien, le capitaine Russo, qui travailla en tant que tel à l'état-major italien durant la Grande Guerre et qui, poursuivi par le fascisme, s'est réfugié à Bruxelles. Russo, bien que jeune, est un vieux militant du communisme international. Secrétaire général de la Bourse du Travail de Naples, il a été un des principaux membres de l'opposition communiste italienne et c'est un vieil ami de Juan Andrade, de Gorkin et de Nin... Les cinquante camarades qui composent la Colonne Lénine se trouvaient tous à l'étranger quand la sédition fasciste débuta en juillet. S'exposant à mille dangers, ils sont venus dans notre pays et, de Barcelone, où ils s'organisèrent sous la direction de Russo et le contrôle du P.O.U.M., ils suivirent la route qui mène à Barbastro, Sariñena, Alcalà de Obispo et Bellestar ».

« Nous sommes partis de Barbastro », racontera Pace. « La première action a été de couper une voie de communication entre Barbastro et Huesca aux alentours du fort Aragón... Il y avait une ferme, et après quatre ou cinq jours, nous nous sommes aperçus qu'elle était occupée... Dans la ferme, ils étaient une cinquantaine, entre phalangistes et militaires, qui se trouvaient justement dans notre dos. Alors, le matin, nous allons donner l'assaut à cette ferme. La première vague de camarades qui entrent dans la cour, les franquistes ... en tuent cinq ou six avec des grenades. Il nous a fallu alors les assiéger, nous les avons assiégés et nous attendions "el dinamitero". Nous avons dû attendre trois jours "el dinamitero" pour qu'il arrive avec la dynamite... Et donc, "el dinamitero" a posé ses mines tôt le matin, et puis on leur a donné l'ultimatum. Dès que ... nous avons dit que tout sauterait en l'air, on a entendu une fusillade à l'intérieur, ils se sont entre-tués parce qu'il y avait ceux qui disaient qu'il fallait se rendre et ceux qui disaient le contraire. Ensuite, ils sont sortis les mains en l'air, on n'a rien fait aux soldats, ils faisaient ce qu'ils voulaient, ils retournaient chez eux, les officiers ont été fusillés le lendemain par six là où il y avait encore nos six camarades tués, il y avait un fasciste belge, il y avait un lieutenant espagnol. Le capitaine avait réussi à s'échapper, on ne savait pas comment il avait fait. Le lendemain, nous l'avons pincé et fusillé... ».

Le 4 septembre (le même jour où les modérés et les staliniens marquent, dans la "seconde guerre civile" contre le pouvoir des comités et des conseils, un point important en leur faveur avec la formation d'un nouveau Gouvernement central qui est présidé par le socialiste Largo Caballero et dont les ministres sont les représentants républicains, et ceux du P.S.O.E. et du P.C.E.), De Leone informe Piero Corradi de l'arrivée à Barcelone de la délégation de la C.E., composée du juif polonais Feingold ("Michel") et deux Italiens, Turiddu Candoli et Aldo Lecci ("Tullio"), ce dernier étant entré en Espagne grâce à un laissez-passer des métallurgistes de Marseille (1). Selon Bibbi, les trois délégués « avaient la charge de discuter avec le P.O.U.M. et d'inviter ses chefs à développer une politique indépendante : refuser l'entente avec l'antifascisme, lutter contre toutes les différentes ailes de la bourgeoisie, chercher à donner une solution prolétarienne au problème du conflit ». Aussi bien Lecci que Candoli sont des membres de la Fédération bordiguiste de Marseille, laquelle a joué

un rôle décisif dans le tournant du 17 août. « Lecci a dit qu'il ne fallait absolument pas aller [en Espagne], ... la Centrale s'est fait désirer un peu, ce fut nous, ceux de Marseille, – dira Candoli – qui avons déclenché la bagarre dans nos groupes... ».

Les désaccords sont immédiats entre les trois délégués et De Leone, lequel refuse de se joindre à eux et repousse « en bloc » la motion de la C.E. du 23 août, malgré « l'ordre » de "Michel". Les demandes de rompre avec le P.O.U.M. et de dissoudre la colonne Lénine lui paraissent « injustes, ridicules et inapplicables », étant donné que rien ne lie les bordiguistes au parti espagnol et que leurs rapports ne sont jamais allés au-delà de « quelques discussions sans conclusion » qu'il a eu lui-même avec ses dirigeants, sans parvenir à une entente quelconque. La dissolution de la colonne Lénine est, enfin, tout simplement irréalisable : « La colonne, ensuite, resterait la même puisqu'elle a été formée par le POUM qui ne songerait pas du tout à la dissoudre même s'il y avait une dizaine de miliciens en moins ». Et puis, De Leone nie à la C.E. la faculté de ne pas reconnaître la Fédération barcelonaise et de considérer comme étrangers à la Fraction les camarades qui la composent, parce qu'ils l'ont constituée en partant des « mêmes bases idéologiques » que Mazzucchelli, que Corradi et que de beaucoup d'autres membres qui sont restés en France ou en Belgique. Il ne reste rien d'autre à faire à la C.E. que d'admettre le Groupe de Barcelone dans l'organisation ou bien d'exclure ses membres et ceux qui se solidarisent avec eux.

L'exilé conteste que la lutte qui se déroule en Espagne corresponde – comme le prétend la C.E. – à un dessein préétabli du capitalisme de liquider le prolétariat : « Mais c'est faire preuve de cécité que d'affirmer que tout ce qui s'est passé et est en train de se passer en Espagne se déroule selon un plan méphistophélique de la bourgeoisie et que les masses ouvrières suivent ce plan, dociles et impuissantes, comme des pantins entre les mains du Front populaire, qu'aucun caractère de classe ne peut être attribué aux convulsions du prolétariat espagnol, que celui-ci est encadré dans une armée bourgeoise, qu'il est exclu que le prolétariat puisse trouver dans ces mouvements la conscience pour la formation du parti, etc.. Seuls le parti pris et l'engouement pour une thèse peuvent vous faire nier la vérité consacrée. Les ouvriers se sont armés contre la volonté du gouvernement; ils ont agi et ils agissent même aujourd'hui sur un terrain de classe, en particulier en Catalogne; le front militaire n'est pas constitué par une armée bourgeoise, mais par des milices ouvrières autonomes, etc. ».

Ensuite, après avoir exposé à quel point la Fraction est prête à se jeter en France et en Belgique dans des agitations syndicales, même quand elles sont contrôlées par des "chefs confédéraux" alliés de la bourgeoisie et que les objectifs sont uniquement revendicatifs, De Leone s'insurge : « Eh bien, ce mouvement espagnol horripilant, diaboliquement organisé au profit de la bourgeoisie, a donné jusqu'à présent quelque chose – une bagatelle! – à la classe ouvrière : destruction de l'Église, destruction de l'armée, destruction du latifundium et de la propriété terrienne moyenne, confiscation et collectivisation de l'industrie et du grand commerce, des centaines de milliers de fusils (et des canons, des mitrailleuses et des avions) entre les mains des organisations ouvrières..., sans parler de l'excitation révolutionnaire latente chez les autres prolétaires du monde, en particulier au Portugal, en Italie, etc.... Vous ne voyez pas le caractère de classe des événements et vous exagérez leur côté négatif... ». L'exilé n'est pas d'accord, enfin, avec la façon de procéder – peu "opportune" – de Lecci, Feingold et Candoli : « J'ai proposé en vain à la délégation, qui a voulu demander la permission d'aller au front pour discuter avec les camarades, d'en faire venir quelques-uns à Barcelone, geste plus approprié, moins dangereux et plus conciliant. La permission fut refusée.... ».

La discussion entre Lecci et Russo, en outre, est inutile. La proposition de "Tullio" – nous rapportera Candoli, pour lequel, « en Espagne, il n'y avait rien de révolutionnaire, rien de rien » – de retirer la colonne Lénine du front et de faire une assemblée de miliciens « pour voir s'ils réussissaient un peu à prendre une position vraiment révolutionnaire », est refusée par Russo. Une rencontre entre les trois délégués, Zecchini et Pace, quand "Biondo" et "Romolo" viennent en permission à Barcelone, n'a pas de meilleur résultat. Selon Lecci, pour qui les combats correspondent aux objectifs des fascistes et de la bourgeoisie démocratique d'user les forces ouvrières, il y aurait chez les deux volontaires, en dépit d'une certaine disponibilité à agir dans les organisations de base, une confusion considérable dans les principes, ainsi que l'obstination « à vouloir reconnaître le front de classe dans le front militaire ». À son avis, on ne peut pas continuer, "en ce qui concerne la situation espagnole, à parler de période révolutionnaire, si l'on ne veut pas offrir un spectacle « dégradant d'antifascisme mal corrigé » auquel il faut préférer la séparation, vers laquelle tendraient (« la volonté de rompre avant de discuter ») les camarades de la minorité.

Les positions de Pace et de Zecchini ne sont pas celles décrites par Lecci. Les deux miliciens soutiennent que le succès des travailleurs espagnols serait, à la différence de celui de Franco ou du Front populaire, « le point de départ de la reprise mondiale de la révolution... ». Le prolétariat a pris les armes – disent-ils – pour « défendre ses conditions de vie et ses organisations de l'assaut de la réaction. Les ouvriers espagnols prennent les armes contre Franco pour les mêmes raisons que les ouvriers ont pris les armes contre Kornilov ». Et, si le dilemme est encore celui du capitalisme et du prolétariat, et si la bourgeoisie « reste virtuellement au pouvoir » parce que le parti de classe est absent, la révolution n'est pas encore dans la courbe descendante et les possibilités de victoire des travailleurs « ne sont pas à exclure de manière définitive », à condition qu'ils continuent « à combattre sur le front militaire contre Franco », pour jeter les bases de l'armée rouge de demain, « et sur le front social pour accélérer la décomposition de l'État capitaliste ».

La discussion avec Berneri n'est pas non plus concluante. Mais tandis que le directeur de "Guerre de classe", qui connaît bien Lecci, est très courtois, les autres anarchistes réagissent aux argumentations des bordiguistes avec fureur : « Ah, ils nous menacèrent les pistolets à la main, certains, pas tous ». Un autre entretien avec Juan Andrade, de la gauche du P.O.U.M., se conclut de manière moins orageuse, même si, immédiatement après, les délégués courent quelques risques. Lecci et ses camarades sont en effet chassés, par ordre de Gorkin, de l'hôtel Falcón où ils logeaient aux frais du P.O.U.M., après que le directeur de "La batalla" a reçu d'Andrade un de leurs documents, âprement critique envers son parti. Et seule l'aide de l'anarchiste de Carrare Romualdo Del Papa, qui leur fournit de l'argent pour dormir dans une pension, les sauve d'un des « paseos » qui, après le crépuscule, ont encore lieu dans les rues de la ville. Mais De Leone essaie de dédramatiser : « La délégation ne court aucun danger, sauf celui de finir comme le comte Ugolin(*) si on ne lui fournit pas d'argent ».

Pendant que ces rencontres se succèdent, le Groupe international de la colonne Lénine occupe d'autres positions sur la route qui va de Huesca à Barbastro, y compris quelques moulins et l'asile d'aliénés, puis il résiste à l'offensive entreprise par les rebelles de Huesca pour libérer 400 factieux coincés à Monte Aragón. « Au mois de septembre – écrira Bruno Sereni – les fascistes déclenchèrent une série d'attaques combinées avec aviation et artillerie dans le secteur où se trouvait Russo et les siens... Beaucoup des nôtres périrent dans la défense de la position ». Parmi les morts, on compte les Français Joseph San Jos, Roger Laurens et Daniel Trobo Quindos, tandis que parmi

les blessés on signale Jean-Claude Lafargue et Gildo Belfiore. « À la fin, les fascistes à bout de forces et constatant le nombre croissant de pertes, reconnurent que la position était inexpugnable ».

Le 20 septembre, la majorité rend publiques, pour la première fois, les divergences internes en imprimant les procès-verbaux des réunions de juillet et d'août dans "Prometeo", dans les pages duquel elle dénonce par ailleurs avec force la nature impérialiste de la guerre qui est « capitaliste, impérialiste, contre-révolutionnaire, anti-prolétarienne » et qui entraîne « le massacre de milliers d'ouvriers espagnols, la destruction de leurs organisations et l'instauration de la plus féroce des dictatures ». Le Front populaire a détourné le prolétariat des grèves générales et des revendications de classe, avec lesquelles il menaçait la structure capitaliste et même Franco, pour le jeter dans un conflit pour la conquête du territoire « où il ne peut être qu'exterminé », et il a réalisé, avec la corruption et la cuite antifasciste, une "Union sacrée" entre la bourgeoisie et les travailleurs qui n'est pas différente de celle construite par Franco avec la terreur blanche. Les prolétaires espagnols et "étrangers", manipulés par le Front populaire, sont victimes d'une tromperie effrayante puisqu'ils pensent se battre pour la révolution sociale alors qu'ils opèrent au contraire « sur le terrain et sur le chemin de l'ennemi », comme « soldats non du socialisme, mais du capitalisme ». Pour rendre vains les plans de la bourgeoisie qui visent « à exécuter le prolétariat tout entier », ils doivent revenir à la lutte de classe, en abandonnant la lutte militaire, parce que si « on s'arme sur le front du capitalisme, on se désarme » sur celui « du communisme ». « On n'acquiert pas de titres de crédit dans l'armée impérialiste – c'est la réponse de Corradi à la "Déclaration..." – pour pouvoir développer un travail révolutionnaire parmi les masses, mais, sur le front impérialiste, on devient des agents du capitalisme... ». On reprend donc le chemin qui, en juillet, a conduit à la défaite des révoltés à Barcelone et qui pouvait mener à la mutinerie des soldats de Franco et à la chute de Saragosse, si les anarchistes et le P.O.U.M. n'avaient pas consolidé la machine capitaliste. Les libertaires et le P.O.U.M. « sont des pions dans la manœuvre du capitalisme parce qu'ils font croire au prolétariat qu'il combat pour le socialisme ou l'anarchie, qu'il se défend contre Franco, en édifiant des armées qui occupent des positions impérialistes », que « des ouvriers dirigés par des états-majors militaires improvisés » peuvent « battre des armées dirigées par des spécialistes... ».

Étant revenu en France – avec Candoli – pour deux semaines, De Leone informe la C.E., le 23 septembre, qu'il a l'intention de reprendre sa liberté d'action. À Barcelone – écrit-il – Lecci et "Michel" sont en train d'élaborer avec une certaine lenteur un document sur la situation espagnole qui, s'il avait été prêt, aurait pu être utilement remis le 18 septembre aux délégués du Comité Central du P.O.U.M.. « L'ambiance aurait également été propice puisque tous les délégués de l'organisation de Madrid ainsi que ceux de la Jeunesse et d'autres organisations catalanes étaient résolument orientés à gauche et ont présenté des thèses extrêmes où était clairement posée le problème de la nécessité de la lutte sur les deux fronts ». Puis, De Leone donne quelques informations sur le Comité Central des Milices Antifascistes et sur le Conseil de l'économie de la Catalogne. Ouverts à toutes les formations antifascistes, ils sont toujours – rapporte-t-il – contrôlés par les anarcho-syndicalistes, tandis que la gauche autonomiste « n'a aucune voix au chapitre. Tout le pouvoir de fait est encore, et ce malgré les diverses tentatives de réorganisation bourgeoise, différentes de celles que je vous ai honnêtement signalées, concentré entre les mains des a[narcho]-s[yndicalistes] au travers du C.C.M.A. ». Au cours des jours suivants, l'exilé se rend, de Marseille, à Lyon et à Pontcharra, où il rencontre Carlo Mazzucchelli et d'autres camarades.

Le 26, le processus de restauration dans l'Espagne anti-franquiste accomplit un pas en avant considérable avec la naissance d'un gouvernement catalan dirigé par le républicain Tarradellas, qui

inclut trois ministres anarchistes et le secrétaire général du P.O.U.M., Nin. L'entrée des libertaires et du P.O.U.M. dans le cabinet régional (en octobre, d'autres anarchistes deviendront ministres dans le deuxième gouvernement Caballero) est suivie de la dissolution (le 1^o octobre) du Comité Central des Milices Antifascistes, point de repère des comités révolutionnaires, nés d'"en bas" lors des journées de juillet, et symboles du nouveau pouvoir (2). Pendant ce temps, les insuccès continuels des colonnes (à Badajoz, à Irún et, le 27 septembre, à Tolède) renforcent – dans un cadre où des préoccupations justifiées d'efficacité militaire se mêlent à des objectifs de rétablissement de l'ordre démocratique bourgeois – ceux qui insistent sur la militarisation, sur le commandement unifié et sur une discipline adéquate, ainsi que le font, avec des objectifs différents, les modérés, les staliniens et les anarchistes (entre autres, Durruti, Mera et García Oliver), qui se trouvent partiellement ou complètement d'accord – afin d'éviter l'épouvantable malheur de la défaite totale – avec De Leone lui-même et avec Enrico Russo (3).

Le 28 septembre, le "Comité de Coordination" naît à Paris, sur l'initiative de la minorité de la Fraction. Le Comité « nie toute solidarité et responsabilité » avec les positions prises par la majorité; il approuve les choix des camarades « qui, à l'encontre du vote opposé par la C.E., se sont rendus en Espagne pour défendre, les armes à la main, la révolution espagnole, y compris sur le front militaire »; il considère que les conditions de la scission existent déjà, mais « l'absence des camarades combattants enlèverait aujourd'hui à la discussion un élément indispensable, politique et moral, de clarification »; il accepte de renvoyer la solution définitive des divergences au prochain congrès et il reste organisationnellement dans la Fraction « à condition que lui soit accordée la libre expression » de sa pensée « aussi bien dans la presse que dans les réunions publiques ». Il décide d'envoyer en Espagne son propre délégué (qui sera De Leone) afin de travailler jusqu'à la complète émancipation du prolétariat « de toute influence capitaliste et de toute occasion de collaboration de classe, en associant également à ce travail politique, quand ce sera possible, les camarades qui se trouvent aujourd'hui au front »; il autorise les membres de la minorité à ne pas diffuser la presse et les documents qui respectent les positions officielles de la Fraction, il exige la publication de la motion, « et il conclut en envoyant un salut fraternel et ses vœux de solidarité au prolétariat espagnol qui, dans les milices ouvrières, défend la révolution mondiale ».

Deux jours plus tard, les milices obtiennent un succès concret sur le front aragonais, après les nombreuses défaites subies en Estrémadure, au Pays basque et en Castille. Deux colonnes de syndicalistes et d'anarchistes, et une formation de gardes d'assaut, attaquent Monte Aragón et le château d'Estrecho Quinto. Les deux positions sont abandonnées par les rebelles qui se retirent vers Huesca, mais leur repli est entravé par la centurie poumiste de Puig et par le groupe international de la colonne Lénine, qui « jouèrent un rôle prééminent – écrira le quotidien du P.O.U.M. – dans l'assaut et la conquête d'Estrecho Quinto et de Monte Aragón ». Les fascistes tentent alors de fuir vers Fornillos, mais, pris entre deux feux, ils laissent sur le terrain plus de 100 morts, tandis que 413 des leurs se rendent aux gardes d'assaut du capitaine Menéndez. Quant aux poumistes, ils récupèrent une grande quantité d'armes perdues par les franquistes en déroute, parmi lesquelles 15 mitrailleuses, 8 mortiers, etc.. L'épilogue de cette journée mémorable sera raconté ainsi par un des militants de la colonne Lénine, Bruno Sereni : « La conquête de Monte Aragón fut fêtée, en grande intimité, dans une cabane de bergers, à la lumière d'une bougie posée sur une bouteille et avec un peu de mousseux. Lors de cette nuit inoubliable, Russo, inspiré par les étoiles qu'il voyait à travers les trous du toit, nous chanta : "*Quanno spunta a' luna a Marechiaro*" ».

C'est un succès qui console les membres du Groupe international des lourds sacrifices qu'ils ont supportés au cours des jours précédents quand ils ont perdu, sous les canonnades et les assauts, plusieurs camarades, parmi lesquels Renzo Picedi, un maximaliste d'Arcole, à peine âgé de vingt-deux ans : « Les tranchées tenues par le Groupe international ont été matraquées par un feu d'artillerie infernal, plus de 150 coups de canon, précis et concentrés, pour préparer l'attaque. Huit des défenseurs ont été tués par ce bombardement, et une vingtaine blessés. Les morts, en majeure partie des Français et des Belges. Un Italien, Renzo Picedi. Le bombardement ayant cessé, les fascistes montèrent à l'attaque quasiment à découvert, sûrs de ne plus trouver de défenseurs dans les tranchées, mais ils furent fauchés par le feu des mitrailleuses... ».

Les miliciens de la colonne Lénine, « dirigés par le camarade Russo », ceux de la deuxième colonne du P.O.U.M., « commandés par le camarade Puig », et les autres vainqueurs de Monte Aragón et d'Estrecho Quinto, rentrent le 4 octobre à Barcelone avec discrétion, « sans se faire précéder ni suivre par des manifestations, des interviews et des exhibitions photographiques », mais la population, informée de leur arrivée, accourt quand même pour les fêter.

Dans le numéro de "Bilan" qui est distribué au cours de ces jours-là, la majorité de la Fraction dénonce le fait que la tolérance de l'armement des travailleurs s'accompagne, dans l'Espagne anti-franquiste, de tentatives du gouvernement de Largo Caballero de rendre plus efficaces les milices avec le commandement unique et avec une orientation « particulièrement capitaliste ». La phase initiale, dans laquelle les masses, mal armées militairement, avaient un fort armement politique, a été suivie – écrit-on – par la phase actuelle dans laquelle elles disposent d'armes meilleures, mais où elles ont perdu les objectifs prolétariens et ont abouti à des positions bourgeoises. Oublieuses de la nécessité d'anéantir le capitalisme, elles se situent désormais sur un plan de collaboration interclassiste et d'"Union sacrée", et l'Espagne n'est plus le théâtre d'un conflit révolutionnaire, mais celui d'une guerre impérialiste entre deux blocs : le bloc démocratique et le bloc fasciste. À ce stade, seule une « rupture brutale » qui mobiliserait sur le terrain social les forces prolétariennes encore puissantes en Catalogne, malgré les fléchissements de la C.N.T., pourrait rétablir les frontières de classe.

Étant revenu à Barcelone, où il représente maintenant la minorité, De Leone écrit le 8 octobre à Corradi : « Tous les camarades de la colonne Lénine sont au repos. Ils devraient repartir lundi. Mais, étant donné qu'à partir du 20 courant les milices seront militarisées, certains camarades se réservent le droit d'examiner la situation afin de décider s'ils partiront ou non ». Feingold et Pace – ajoute-t-il – sont en voyage à Madrid, tandis que Zecchini, Lecci et Russo, sont allés à Terrasse pour y tenir un meeting. Le 10, l'exilé napolitain affronte à nouveau le problème de la militarisation, refusée par de nombreux volontaires de la colonne Lénine, hostiles aux armées, aux grades et à la discipline traditionnelle : « ... le 20 prochain, les milices ouvrières, bien que restant avec certaines prérogatives liées aux organisations politiques dont elles sont issues (je n'ai pas encore pris connaissance du décret en question et je ne peux donc rien préciser), sont cependant unifiées et organisées selon les méthodes et la discipline de l'armée régulière ». La transformation, pour justifiée qu'elle soit pour des raisons d'ordre militaire [les nombreuses défaites rappelées, (NdR)], modifie « le caractère de l'intervention des révolutionnaires étrangers dans les milices ouvrières », et il est probable que la colonne ne repartira pas pour le front. Cela pose le problème de l'utilisation en Catalogne des camarades qui n'ont pas l'intention de retourner en France ou en Belgique. Pace et "Michel" sont toujours à Madrid, tandis que Russo « a acquis une grande influence sur des zones entières de la province » où vivent les miliciens du P.O.U.M. qu'il commande.

Le lendemain, "Prometeo" propose de nouveau les analyses de la majorité : les rebelles – l'ion dans un article – ont été battus en juillet dans beaucoup de centres industriels grâce à "l'arme de classe" de la grève générale, qui a arrêté, dans les premiers jours, l'avancée de la droite. Mais pour poursuivre sur la même voie, il fallait le parti révolutionnaire, « instrument indispensable pour donner une consistance politique à l'impulsion spontanée et de classe des masses ». Son absence a eu pour conséquence de proposer à nouveau, « douloureusement, cruellement, inéluctablement », la solution capitaliste. Hors jeu durant la première semaine de lutte, le gouvernement de Front populaire est revenu en lice en feignant les masses pour les faire sortir du terrain de classe et en les attelant au char de la bourgeoisie. « Plus de grèves générales, plus d'attaque, l'unique concevable, celle que l'on dirige contre le mécanisme économique et politique du capitalisme, d'où le fascisme tire son origine, mais sauvegarde de cet appareil pour mener avec succès l'attaque militaire contre le fascisme ». « Attrapé » et « étranglé » dans le « piège », le prolétariat a perdu de vue le dilemme « capitalisme-socialisme » pour aboutir, « délogé de ses positions de classe », à la fausse antinomie « fascisme-antifascisme », en compromettant ainsi définitivement son combat et en s'acheminant vers la défaite. Vainqueur des rebelles en juillet, il a subi une défaite après l'autre depuis qu'il s'est situé sur des positions antifascistes et militaires.

Pour éloigner le prolétariat des objectifs de classe, le capitalisme s'est servi de toutes les ruses, depuis le « gouvernement d'extrême gauche » de Barcelone, à participation anarchiste et poumiste, à la socialisation et à la répartition des terres, depuis la fuite des capitalistes à la « chute du clergé », qui ne sont rien d'autre que des concessions momentanées pour sauver des intérêts bourgeois avec l'aide des anarchistes et du P.O.U.M., tombés eux aussi dans le piège parce qu'ils « ne se fondent pas sur la politique marxiste de la lutte de classe ».

La C.E. s'arrête ensuite un instant sur « les problèmes fondamentaux controversés » de la Fraction, qui sont encore à éclaircir puisque la minorité n'a pas produit une analyse des événements espagnols qui étaye les positions qu'elle défend. Par ailleurs, étant donné que les divergences sont « d'ordre capital » et incompatibles avec la discipline commune, qui en empêcherait la maturation et l'expression, la minorité et la majorité se sont séparées organisationnellement et le Comité de Coordination est né, auquel la majorité a accordé tout l'espace possible. « Ce Comité a pris une série de décisions que la C.E. s'est bornée à enregistrer sans y opposer la moindre critique et elle a pris les mesures nécessaires pour faciliter l'activité la plus complète de la minorité ». La majorité refuse encore de reconnaître la Fédération de Barcelone parce qu'elle est née « sur la base de l'enrôlement dans les milices qui sont devenues progressivement des organismes dépendant de l'État capitaliste ». Les votes des camarades, qui en font aujourd'hui partie et qui étaient inscrits à la Fraction en juillet, seront comptabilisés dans les groupes auxquels ils appartenaient avant qu'ils ne se rendent en Espagne. Les divergences qui existent avec eux seront définies au prochain congrès, puisqu'ils interprètent certains documents fondamentaux de la gauche d'une manière différente de la majorité. Le congrès devra aussi se prononcer sur la position de ceux qui ont adhéré à la Fraction à Barcelone « sur la base politique de l'enrôlement dans les milices ». La C.E. réaffirme enfin « que l'unité de la Fraction, brisée par les événements d'Espagne, ne pourra se rétablir que sur la base de l'exclusion des idées politiques qui, loin de pouvoir apporter une aide solide au prolétariat espagnol, ont accredité parmi les masses des forces qui leur sont profondément hostiles et dont le prolétariat se sert pour l'extermination de la classe ouvrière en Espagne et dans tous les pays ».

Dans le même numéro, Borsacchi, d'accord pour l'essentiel avec la majorité, répond à De Leone et à Mazzucchelli que l'on ne doit pas parler de « capacité démoniaque » de la bourgeoisie à

agir de manière unie contre la classe ouvrière, mais plutôt de contiguïté logique entre les courants capitalistes de droite et de gauche, du fait de leurs intérêts communs. S'il était juste que le prolétariat prenne les armes en juillet, celui-ci devait ensuite viser – mais il ne l'a pas fait – à la destruction de l'État et à la conquête du pouvoir au travers des soviets. À ce stade-là – continue-t-il – on doit se séparer brutalement et sans aucune ambiguïté du P.O.U.M., des anarchistes, et de tous ceux qui ont cherché un armistice avec la bourgeoisie démocratique. Après avoir contesté la lecture que la minorité fait du mot d'ordre de Lénine durant le putsch de Kornilov en 1917, le bordiguiste florentin se prononce à nouveau contre la guerre en deux temps (d'abord contre Franco et ensuite contre Companys) demandée par les nouveaux "ministrables", parce qu'il s'agit d'une orientation qui a mené, dix ans auparavant, à la catastrophe chinoise et qui, en Espagne, se propose de sauver l'édifice chancelant de l'État capitaliste. Afin de conserver le pouvoir, la bourgeoisie s'est abaissée aux concessions formelles les plus larges (le « réformisme épileptique » dont parle "Michel") et elle est parvenue à bloquer, grâce à l'asservissement des anarchistes, la lutte de classe. Si les analyses divergentes des journées de juillet – écrit Borsacchi – ne portaient pas atteinte aux fondements théoriques de la Fraction, on ne peut plus être membre de celle-ci quand on reste, comme la minorité, dans les colonnes d'un parti, le P.O.U.M., lié de manière ministérielle au char bourgeois. Si l'on peut admettre – dit Borsacchi – des opinions différentes sur la question de la désertion des milices, on ne peut tolérer aucun désaccord quand, pour mettre la "muselière" aux masses et aux milices, on propose le commandement unique et la discipline. La victoire sur Franco est indissolublement liée à la défaite du capitalisme, alors que la lutte en deux temps conduit « à la fosse commune, au massacre des prolétaires, comme à Badajoz, comme à Irún ».

Le numéro du 11 octobre comprend aussi les interventions de deux membres de la minorité, Carlo Mazzucchelli et Emilio Martellini. Le premier est péremptoire : « ... il ne s'agit pas de faire bloc et encore moins de se mêler avec l'antifascisme. Les cam.[arades] qui sont au front ne se sont mêlés avec personne et la lettre du cam. Biondo en fait foi. Il s'agit ... de vaincre la réaction militaro-fasciste parce que sa victoire signifie la mort complète ... de tout mouvement prolétarien en Espagne... ». Si les rebelles triomphaient, il ne resterait aucune possibilité de construire un parti ou une fraction révolutionnaire. « Heureusement que personne ne vous suit sur votre voie sectaire ». Et ensuite : « Vous donnez au capitalisme espagnol une force ultra-démoniaque, une intelligence supérieure. En effet [il aurait] déclenché l'attaque des deux côtés et les prolétaires, pauvres idiots, [tomberaient] par paquets pour Azaña ou pour Franco. Comme si [c'était] vous autres depuis Bruxelles [qui avez] répondu immédiatement à l'attaque aussi bien à Barcelone qu'à Madrid... ». Et puis, que le capitalisme, pour détruire le prolétariat, se serve en même temps de la démocratie bourgeoise et du fascisme, c'est une affirmation démentie par les expériences italienne et allemande, où le régime démocratique a été balayé par la droite. La minorité – nie "Tre" – n'a jamais proposé d'entrer dans le Front populaire et, « quoiqu'en dise Michel », la tactique appliquée contre Kornilov reste valable parce que – et c'est prophétique – « *la victoire militaire, en détruisant jusqu'aux racines tout mouvement classiste, exclut pour des lustres toute reprise ouvrière* ». « C'est une autre chose que de collaborer comme ministres dans un gouvernement bourgeois, et l'état de choses actuel en Catalogne est autre chose. Topo [De Leone] dit clairement que la dualité de pouvoir n'existe même plus. Elle est brisée. Et donc, ne cherchez pas des histoires : il y a là-bas quelque chose qui a changé. Reconnaissez-le ouvertement. Ce serait digne de révolutionnaires. Mais comme ce sont les anarchistes qui prédominent, votre sectarisme vous conduit à mentir tout en sachant que vous mentez. On peut craindre le pire de la part des anarchistes, étant donné leur "contre tout

pouvoir", mais le cam. Biondo [Zecchini] qui est sur place et non à Bruxelles ou à Lyon dit : « Mais, de leur part (les anarchistes), on est en train de reconnaître le principe d'organisation de la discipline... ». Donc? ».

Puis "Tre" attaque à fond : « Ceux qui se battent contre Franco ne font pas partie d'armées d'Union Nationale, en particulier en Catalogne, ce sont des hommes libres de tout préjugé et leur but est très différent [de celui] que vous voulez nous le dire. Malheureusement, il y a en ce moment deux phases de lutte. Libre à vous de n'en voir qu'une seule. Il y manque tous les facteurs. *Libre à vous de vouloir le triomphe de la réaction afin de pouvoir, après, reformer le mouvement. Mais dans les cimetières. C'est ce que voulaient également les centristes en Allemagne. Libre à vous de les suivre. Moi pas.* ». Le capitalisme « n'a incorporé absolument rien. Les luttes actuelles, les expropriations, etc., le prouvent... ». Et ensuite : « Il n'existe aucun organisme à partir duquel pourraient germer les tendances révolutionnaires, dites-vous, mais c'est seulement à partir des ouvriers qui suivent ces organismes que naîtra cet embryon d'organisation : sinon, où irez-vous le trouver? Dans les phalanges fascistes? Mais pour toucher ces ouvriers, il faut les suivre dans les colonnes, ... la propagande ... doit être faite dans des lieux appropriés sans abandonner nos conceptions prolétariennes. Ceci, les camarades de la fraction de Barcelone n'ont pas manqué de le faire ». La conclusion est sèche : « Je crois moi aussi que la situation actuelle pose le problème de la scission. Je réponds à votre excommunication des camarades de Barcelone en donnant ma pleine solidarité à ces camarades qui ont travaillé régulièrement et qui travaillent pour la Fraction et la révolution. Je laisse aux tchékistes de Marseille et à ceux qui les suivent la demande d'exclusion du cam. Candiani et l'envoi sur place d'hommes "sérieux". On ne fait pas d'excommunications, on ne demande pas d'exclusions, avant de connaître les faits. On n'imprime pas des manifestes sans tenir compte de la pensée d'une moitié d'une fédération. À de tels gestes, la réponse est la division. Et je l'applique, en passant à une lutte déterminée contre les positions contenues dans la résolution de la C.E. ».

Et Martellini, à son tour, se déclare solidaire des camarades qui, en se sacrifiant en Espagne, « tentent de sauver non seulement le prolétariat espagnol et international de la démagogie du Front populaire et de l'antifascisme, mais aussi notre Fraction elle-même du déshonneur politique vis-à-vis de ce prolétariat ».

Le 12 octobre, les miliciens bordiguistes refusent le décret de militarisation et ils "démissionnent" de la colonne Lénine : « Les camarades en question, bien qu'ils restent fermes sur le principe de la nécessité de la lutte armée sur le front, n'ont pas accepté d'être encadrés dans une armée régulière qui n'est pas l'expression du pouvoir du prolétariat... Les camarades en question, en abandonnant leur poste de miliciens de la colonne internationale Lénine, restent toujours mobilisés à la disposition du prolétariat révolutionnaire espagnol... ».

C'est une décision « prise de façon confuse, hâtive, sans conviction », observe le 13 De Leone, lequel marque ainsi en quelque sorte son désaccord avec les cinq camarades qui ont abandonné la Colonne, pour transférer leur engagement du terrain militaire au terrain de classe. Au moins trois d'entre eux – ajoute-t-il – seraient disposés à retourner au front. « La motion laissait en outre à Russo la faculté de repartir, étant donné le caractère particulier de son mandat. S'il n'était pas parti lui non plus, la colonne internationale et deux centuries d'Espagnols ne seraient pas parties, ce qui aurait eu des conséquences d'une grande gravité ». Les démissions des cinq miliciens de la Colonne Lénine prêtent le flanc aux critiques de la majorité (4). De Leone, qui en est conscient, demande au Comité de Coordination de répondre aux « spéculations » de la C.E. « avec la plus grande énergie,

étant donné ... que le retrait des camarades ne signifie pas du tout la répudiation du choix de l'intervention sur le front militaire, toujours indispensable au prolétariat. Étant donné le résultat négatif, du point de vue de la guerre, de la formation de milices volontaires et indépendantes et de l'action autonome contradictoire, et parfois antithétique entre elles, qu'elles développent dans le but d'échapper au terrible malheur de perdre la guerre, c'est-à-dire de perdre tout définitivement, il fallait en arriver à une centralisation et à une unité de commandement... ». Le même jour, le dissident napolitain demande à Gorkin un « travail technique et politique » pour les cinq camarades, mais en cherchant également d'autres arrangements qui permettraient de maintenir le groupe de Barcelone sur pied. Dans le cas où il n'y aurait pas de solution, il suggère que les cinq camarades partent pour Paris où ils renforceraient la minorité dans la Fédération locale, en vue du congrès de la Fraction. En ce qui le concerne, il restera au "Falcón" où il a été accepté comme « délégué de la minorité », jusqu'au retour du front de Russo, prévu entre deux et trois semaines, après la reddition de Huesca que l'on donne pour certaine (5).

Le 17 octobre, De Leone écrit à Corradi qu'il se mettra à chercher un travail le lendemain avec Bramati et Mengoni. Le 18, Pace commencera son travail de tourneur et Zecchini travaille déjà comme mécanicien à Barbastro. Tous – sauf lui – se sont inscrits à la C.N.T.. Quant aux démissions de la colonne Lénine, il insiste pour que soit réfutée, « avec toute la force possible, la spéculation que la C.E. fera sans aucun doute à propos du retrait des camarades, surtout si l'on considère que l'on ne renonce pas à la participation et ensuite parce que les camarades ne sont pas repartis pour Paris mais sont restés ici ». Pour ce qui concerne la Fédération de Barcelone, se pose à la C.E. l'alternative claire et nette entre la scission et la reconnaissance, mais il refuse cette dernière comme une conséquence du départ des camarades de la colonne Lénine. « La reconnaissance doit se faire sur une base de principe. Puisque leur participation aux milices et notre position politique de solidarité ont été considérées comme si graves que la C.E. a renoncé [à] appliquer des sanctions pour résoudre les divergences par un congrès, il est logique que jusqu'à ce congrès le groupe doive être reconnu, sans quoi il faudrait appliquer la sanction d'exclusion (non d'expulsion) de la vie organisationnelle de la Fraction ».

Le Comité de Coordination et le Groupe de Barcelone s'expriment sur cette dernière question peu de jours après. Le Comité déclare que si la C.E. persiste dans son refus, « la minorité ne pourrait que considérer cette position comme l'exclusion de toute la minorité de la Fraction ». Le Groupe de Barcelone soutient que, au cas où la C.E. ne reconnaîtrait pas la Fédération, « il est nécessaire d'en finir avec tout délai et atermoiement, et de procéder immédiatement à la scission sans même attendre le congrès. La scission devra être appliquée aussitôt également au cas où la reconnaissance du Groupe serait acceptée par la C.E. comme une conséquence du retrait, qui s'est produit, des camarades hors des milices, étant donné que ce retrait ... non seulement ne renie pas la participation antérieure aux milices, mais qu'il confirme le principe de la défense armée sur le front de la Révolution espagnole ».

Le 25 octobre, les membres de la Fédération barcelonaise rédigent un "Projet pour la constitution de groupes ouvriers d'action révolutionnaire", « afin de contribuer, d'une part, plus efficacement à la révolution espagnole et, d'autre part, de promouvoir la constitution de groupes analogues dans tous les centres de l'émigration italienne, et de les mettre en contact avec des groupes similaires d'autres pays... ». Quatre jours plus tard, De Leone informe Corradi qu'il recevra « verbalement de Candiani toutes les informations qu'il lui a demandées ». « Il faut que je te dise, à propos de Candiani, que je ne crois pas du tout qu'il soit inscrit au POUM, lequel du reste lui a fait

un traitement aigre-doux qui ne correspond pas à l'importance exceptionnelle des services que Candiani a rendus avec un absolu désintéressement, quand d'autres, dans sa situation, ont plongé à pleines mains dans l'auge des honneurs et des récompenses matérielles ». La question de l'adhésion au P.O.U.M. – continue De Leone – n'a jamais été examinée sérieusement « parce que nous avons toujours été accablés par les questions abstraites, qui nous cassent les pieds, de la C.E. et de ses délégués », ni résolue « par un sens politique qui nous a manqué du fait de l'héritage de dix années de navigation dans les nuages des abstractions de la Fraction ». Dans l'impossibilité pour la Fraction de s'insérer avec un rôle autonome et déterminant dans les événements espagnols, « nous aurions pu, avec meilleur profit, tenter un déplacement, sur de positions plus avancées, de cette partie – très nombreuse – des masses qui sont à la base du P.O.U.M., afin de les libérer de l'influence de dirigeants politiques et opportunistes. De toute façon, je crois que la question n'est plus aujourd'hui d'actualité, étant donné la rapidité avec laquelle les événements se déroulent. Au sein du P.O.U.M. – et sans aucun mérite de notre part –, les conditions sont déjà mûres pour une orientation classiste de ces masses de la base ». Enfin, le bordiguiste napolitain explique que l'intervention de l'U.R.S.S. « est subordonnée à la condition du maintien de la république démocratique et du gouvernement Caballero, ce qui signifie qu'il s'agit d'un soutien à des fins nationales et diplomatiques russes, et qu'en dernière analyse elle a un caractère contre-révolutionnaire. La preuve en est que les aides sont débarquées et dirigées exclusivement vers Madrid tandis que rien, absolument rien, ne doit rester en Catalogne ».

La reconnaissance de la Fédération de Barcelone est rendue publique par la C.E. dans le numéro de "Prometeo" qui sort le 1^o novembre. La décision a été adoptée afin d'éviter la rupture immédiate : « La C.E., dans l'état actuel imparfait d'élaboration des normes élémentaires de vie d'une organisation qui traverse une phase de crise, bien qu'elle soit convaincue de la justesse de sa décision précédente, mais pour acheminer l'ensemble de la Fraction vers la phase ultérieure de la discussion du programme et face à l'ultimatum du C[omit ] de C[oordination], rectifie sa décision antérieure et passe à la reconnaissance du groupe de Barcelone ».

De son côté, la minorité de la Fédération parisienne, qui se réclame des positions de Lénine en août 1917, d'une façon différente de Borsacchi, répète qu'elle avait demandé de lutter contre Franco, sans pour cela soutenir Azaña ou Largo Caballero. Mais les prolétaires espagnols ne peuvent pas accepter – insiste-t-on – l'abandon des fronts militaires et le défaitisme dans les milices ouvrières, de la même manière que l'on demande de le pratiquer dans l'armée rebelle. « Qu'on ne veuille faire aucune différence entre les deux fronts, c'est vraiment incompréhensible et pratiquement contre-révolutionnaire, parce que cela ne peut que favoriser le triomphe de Franco et la défaite du prolétariat... ». Des divergences sur la question de la désertion ne sont pas admissibles. Le désaccord avec Borsacchi – et avec la majorité – est radical : « Non, ce ne sont plus des divergences, ce sont des positions opposées, qui nous conduisent à ceci : une partie des camarades part pour le front pour combattre, une autre partie va au front, pour provoquer la désertion. Ce sont là les divergences fondamentales qui mènent sur les deux barricades opposées ». Les grèves et les sabotages dans les usines "républicaines" sont aussi inadmissibles parce qu'ils se concluront au détriment des camarades qui se battent sur le front et qui ont besoin de munitions, d'armes et de véhicules. Dans cette période révolutionnaire, la lutte de classe s'identifie à la lutte armée et le prolétariat doit « revendiquer la direction exclusive de la lutte, la destruction de la vieille structure étatique bourgeoise, qui ne pouvait que susciter et faciliter l'attaque fasciste ».

Le 1^o novembre, De Leone écrit son dernier billet, puis, le 5, il s'éteint subitement d'un infarctus à la "Pension Parisien", Plaza del Teatro, 2-4, malgré l'assistance que lui a prodiguée le docteur Fienga : « ... on nous a transférés dans une pension qui se trouvait dans le palais du théâtre... et lui, il était là, j'avais une chambre et lui aussi avait une chambre. Un jour, il est allé manger et il est venu s'asseoir derrière bureau. Moi aussi, je suis allé prendre mon repas et puis je suis revenu, et comme ma chambre était après celle de De Leone, en passant, j'ai vu la porte ouverte et je suis entré. Il m'a parlé de différentes choses..., à un certain moment, il a dit : "J'ai une douleur là dedans" et je lui ai dit : "Prends une aspirine"... Il s'est levé, s'est approché du lavabo pour prendre de l'eau et il est tombé. Je l'ai pris, je l'ai mis sur le lit, en bas il y avait une ambulance, je me suis fait donner une seringue, je lui ai fait une piqûre, puis une autre.. mais il était déjà mort » (6).

Les obsèques de De Leone sont annoncées le 7 par le quotidien du P.O.U.M., "La batalla" : « Aujourd'hui, à quatre heures de l'après-midi, auront lieu les funérailles du camarade De Leone, vieux militant du communisme italien, mort jeudi. Le cortège partira du siège du P.O.U.M., Plaza del Teatro, où le corps restera exposé toute la matinée. Nous invitons les organisations ouvrières, et en particulier les sections étrangères, à rendre un dernier hommage au camarade De Leone » (7). Au terme d'une cérémonie solennelle, De Leone est enterré dans le cimetière de Barcelone, dans un tombeau sur lequel le docteur Fienga fait mettre cette plaque : « À / Mario De Leone / doux poète mais combattant tenace / l'ami de la jeunesse / turbulente et rêveuse / en mémoire de l'amitié / qu'il repose ». Se souvenant du disparu, la majorité écrira dans "Prometeo" : « Durant la décennie où il se trouva en Russie, dans laquelle il s'était rendu pour des motifs de travail, il prit depuis le début position contre la dégénérescence centriste. Parmi nous, il était l'expert et il développait son activité surtout dans le milieu russe où il avait acquis parmi les ouvriers un ascendant intolérable pour les centristes qui finirent par l'exclure du parti... ». Et plus loin, cherchant à ramener, dans une certaine mesure, ses désaccords sur la question espagnole aux nombreuses douleurs qui avaient marqué son existence : « Les dernières années de vie ont été pour De Leone un véritable calvaire : aux catastrophes financières, s'ajouta la mort de sa compagne, qui laissait deux enfants encore d'âge tendre. Cela a certainement non seulement contribué à sa fin prématurée – il n'avait pas encore cinquante ans – mais aussi influé sur la détermination de certaines de ses attitudes, autrement inexplicables. Précisément chez lui, chez notre De Leone, si calme, toujours étranger à toute forme d'aventurisme politique ».

En novembre 1937, un certain Tony Bekker tenta une spéculation politique sur la mort de De Leone en affirmant dans un article bourré de mensonges, publié par le journal fasciste "Stampa sera", que l'opposant napolitain, arrivé en Espagne avec Maurin et Gorkin, aurait été empoisonné avec un café par un barman du P.S.U.C., le parti stalinien de la Catalogne. « Le POUM décréta des funérailles solennelles pour De Leone et les membres de l'organisation troskiste (sic!) défilèrent sur la Rambla avec d'énormes affiches et bannières au vent. Suivaient les délégations de la FAI, d'autres partis, et les gardes de la Généralité. Uniques absents, les représentants du PSUC. Ce fut un signe clair de la lutte féroce qui était sur le point d'éclater ».

Appendice

Dix lettres de Mario De Leone **Une lettre d'Aldo Lecci** **Une lettre de Virginia Gervasini**

Document n°1

Barcelone, le 4 septembre 1936,

Cher Piero, Michel(1), Tullio et Alfredo(2), sont arrivés ici en provenance de La Seyne. Nous enverrons des rapports fréquents. La présente a un caractère personnel. Je te demande de m'expédier *en recommandé* un Bilan, un Prometeo (non pas le dernier numéro du 29 août, mais le numéro précédent dans lequel il devrait y avoir un article de Tito intitulé "La Révolution Espagnole"), et une copie de la *motion* présentée par toi en opposition à celle de la C.E.. Je me suis déclaré contre la motion de la C.E.. On peut supposer que la même attitude sera prise par les camarades qui sont au front. Saluts fraternels à Emilia et à tous les camarades. Écris à : De Leone, Hôtel Falcón, Plaza del Teatro, Barcelona, Espagne.

Document n°2

Marseille, le 23 septembre 1936,

Aux camarades de la C.E.,

Chers camarades, dans ma lettre précédente du 29 courant, je vous ai avertis de mon retour et de celui d'Alfredo. Lui, il est rentré en raison de la restriction des dépenses et moi (qui n'étais pas à la charge de la délégation) pour régulariser ma position par rapport à vous et pour reprendre ma liberté d'action. Les événements espagnols ayant été diversement interprétés au sein de notre organisation, du fait également du manque d'informations directes, il a été décidé par vous, sur la proposition de la féd. de Marseille, d'envoyer un observateur dont les observations auraient dû servir à orienter la Fraction et à éviter des coups de tête arbitraires et pernicieux. C'est moi qui ai été désigné par l'org. de Marseille et cette nomination a été autorisée par vous. Après la réception des fonds de Paris, et les accords pour le passage, je suis parti le 17 août et je me suis trouvé sur place le 19. En onze jours, je vous ai envoyé six lettres qui contenaient les impressions et les chroniques des choses vues et apprises. Ma correspondance s'est arrêtée avec l'arrivée des trois délégués auxquels j'ai donné, avec diligence et impartialité, des informations, des conseils et de la documentation. J'ai refusé de faire partie de la délégation et j'ai rejeté la motion en bloc. J'ai considéré ses conclusions comme injustes, ridicules et inapplicables : rupture des relations avec le Poum, dissolution de la colonne, non-reconnaissance de la féd. barcelonaise, etc.. J'ai proposé en vain à la délégation, qui voulut demander la permission d'aller au front pour discuter avec les camarades, d'en faire venir quelques-uns à Barcelone, geste plus approprié, moins dangereux et plus conciliant. La permission fut refusée

et la délégation est encore en train d'attendre pour prendre ces contacts qu'il aurait été possible de prendre en 24-48 heures au profit de tous. Depuis le premier jour de son arrivée, la délégation a été obligée, par manque d'argent, de mendier (aucun autre mot ne correspondrait à la réalité) le gîte et le couvert, et même des subsides(!) à ce POUM avec lequel on devait fièrement rompre les relations! Après dix jours de tolérance, la délégation est mise définitivement à la porte. L'unique parole de réprimande et de mépris à l'égard de Gorkin(3) le fut de ma part. À partir du 12, la délégation vit en pension et mange au restaurant, à ses frais. Je reste jusqu'à mon départ dans l'auberge du POUM *en cachette*(*). La délégation ne court aucun danger, en dehors de celui de finir comme le comte Ugolin si on ne lui fournit pas d'argent. Permettez-moi deux observations objectives : vous envoyez un observateur qui vous demande de revenir et vous déconseille d'en envoyer d'autres, si on ne leur assure pas préalablement les moyens de revenir. Pourquoi me faire rester, inquiet et bloqué, sans préparer à temps mon retour? Je ne peux pas vous taire ici un soupçon qui est né en moi, et qui est en partie confirmé par de petites voix entendues ici et là, à savoir que votre préoccupation pour mon sort (moi qui pourtant me trouvais là pour votre compte) était assez faible, tandis que votre préoccupation d'envoyer quelqu'un, pour me *punir* de je ne sais quelle incapacité à vous représenter et les camarades du front pour leur acte de rébellion vis-à-vis de la C.E., était plus ardente. Si vous me confirmez le manque de fondement de cela, je ne pourrais que m'en réjouir, plus pour vous que pour moi-même. La délégation s'occupe du recueil de la documentation nécessaire pour rédiger un texte qui devra fixer les positions de la Fraction (si vous pouvez encore parler en son nom!) et pour le présenter au POUM. Si ce texte avait été prêt, il aurait pu être examiné dans une réunion du Comité Central jusqu'au 18 où furent étudiés aussi les relations internationales. L'ambiance aurait également été propice puisque tous les délégués de l'organisation de Madrid ainsi que ceux de la Jeunesse et d'autres organisations catalanes étaient résolument orientés à gauche et ont présenté des thèses extrêmes où était clairement posée le problème de la nécessité de la lutte sur les deux fronts. Mais l'opportunisme de Nin(4) eut gain de cause avec les résolutions adoptées qui acceptent n'importe quelle solution (junte militaire ou gouvernement ouvrier, etc.) pourvu qu'elle soit soutenue par la FAI et par la CNT.

Mes rapports avec les dirigeants du POUM, comme je vous l'ai déjà écrit, se réduisirent à quelques discussions sans conclusion et, lors de la dernière de celles-ci, je présentai à Nin le manifeste de la Fraction. Avec eux, j'exprimai loyalement le point de vue de la Fraction, bien que nos désaccords internes aient été amplement connus. Un éclaircissement peut être utile à propos des formations militaires de volontaires ouvriers. Le C.C. des milices, de même que le Conseil de l'Économie, sont deux organismes nés de la révolution dans lesquels les anarcho-syndicalistes ont la prééminence absolue. Mais ces organes sont fondés sur la représentation de tous les partis antifascistes, et donc aussi de la gauche catalane, qui n'a cependant aucune voix au chapitre. Tout le pouvoir de fait est encore, et ce malgré les différentes tentatives de réorganisation bourgeoise, différentes de celles que je vous ai honnêtement signalées, concentré entre les mains des a. s. au travers du C.C.M.A.. Toutes les organisations qui y participent ont le droit de constituer, selon une certaine part proportionnelle, et je ne sais pas si elle est respectée, des formations militaires qui, bien qu'elles soient armées, équipées et payées, par l'État, sont toutefois autonomes et indépendantes de lui. Ce sont des milices de parti, et c'est celui-ci qui fournit les commandants, qui choisit les secteurs, qui engage les actions de guerre, qui pourvoit au ravitaillement en armes, munitions, outils, matériel sanitaire, vivres, etc.. Chaque parti ou org. syndicale a son commandement militaire qui se coordonne avec le commandement central des M.A.. Le POUM organise une colonne internationale, et nos camarades

s'y introduisent après une brève expérience répugnante dans une autre colonne. Ceux qui ont accepté de défendre la révolution avec les armes sur le front militaire, doivent donc s'insérer dans une formation militaire. Celle du POUM étant la plus proche politiquement, c'est là que nos camarades vont. Quel crime est-ce là? Il faudrait non pas condamner l'entrée dans les milices du POUM, mais condamner absolument l'entrée dans les milices, non pas parce qu'elles sont du POUM ou de la FAI, mais parce qu'elles sont des milices en tant que telles. Et vous-mêmes, face à cette mesure décisive, à cette sanction absolue, vous avez hésité, et vous avez bien fait. Et vous vous en remettez au prochain congrès qui défera le nœud amer qui nous serre aujourd'hui l'âme.

Enfin, l'adhésion aux milices n'implique pas l'adhésion politique, comme membres d'un parti, des miliciens eux-mêmes. Comment rompre avec le POUM? Politiquement, il n'y a aucune entente. Militairement? Alors, c'est l'abandon du front, des milices, c'est-à-dire l'acceptation d'une tactique que ces camarades ont violemment rejetée en rompant avec vous et en partant. La colonne, ensuite, resterait la même parce qu'elle a été formée par le POUM qui ne songerait pas du tout à la dissoudre même s'il y avait une dizaine de miliciens en moins. Quant à la constitution de la Féd. barcelonaise, je vous informe qu'elle était déjà constituée à mon arrivée. À part le fait que personnellement je l'approuve, je n'avais aucune autorité ou mandat pour m'y opposer et pour la considérer, ainsi que vous le faites, comme inconstitutionnelle. Partout où il y a des camarades de la Fraction, ils ont le droit – qui est aussi une obligation – de se constituer en groupes, en fédération, etc.. Vous ne reconnaissez pas la constitution qui a eu lieu de l'org. de Barcelone. Vous n'y avez aucun droit. À moins que vous ne considériez ces camarades comme déjà exclus. En vertu de quoi? Avec quelle autorité? Vous demandez à savoir sur quelles bases politiques ce groupe s'est constitué. Eh bien, il s'est constitué sur les mêmes bases idéologiques sur lesquelles je me trouve, ainsi que Tre, Piero et beaucoup d'autres camarades qui ne sont pas partis, mais qui approuvent le départ et l'attitude politique de Candiani, etc.. Si vous voulez maintenir la mesure de non-reconnaissance du groupe de Barcelone, vous devez être cohérents et conséquents : excluez tous ces camarades qui se solidarisent avec les camarades de ce groupe. Pouvez-vous faire cela en l'état actuel des choses? Vous écartez les mesures disciplinaires jusqu'à ce qu'une clarification des positions politiques permette d'établir qui avait raison. Il ne vous reste donc qu'à reconnaître le groupe de Barcelone. Ou sinon, à étendre la non-reconnaissance également à ces camarades qui se solidarisent avec lui, ce qui ne servirait pas la clarification et contredirait votre décision de donner à l'opposition le droit de s'exprimer librement, même de façon contradictoire et y compris dans un organe approprié. Donnez-moi une réponse précise pour que je sache si je dois me considérer encore comme un membre effectif de la Fraction ou bien un membre "non reconnu". Le fait important et prééminent n'est pas l'attitude de la C.E. à l'intérieur de la Fraction, qui peut se définir comme du linge sale qui se lavera en famille, mais la position politique despotiquement prise en public par la C.E. et qui peut avoir liquidé pour toujours notre mouvement. Sur les positions politiques, je me réserve le droit de vous présenter un document si possible d'entente, en accord avec les camarades "minoritaires". J'observe rapidement que les positions que vous avez prises pourraient aussi être considérées comme correctes sur un plan abstrait : contre tout compromis et contre tout front militaire bourgeois. Mais c'est faire preuve de cécité que d'affirmer que tout ce qui s'est passé et ce qui est en train de se passer en Espagne se déroule selon un plan méphistophélique de la bourgeoisie et que les masses ouvrières suivent ce plan, dociles et impuissantes, comme des pantins entre les mains du Front populaire, qu'aucun caractère de classe ne peut être attribué aux convulsions du prolétariat espagnol, que celui-ci est encadré dans une armée bourgeoise, qu'il est exclu que le prolétariat

puisse trouver dans ces mouvements la conscience pour la formation d'un parti, etc.. Seuls le parti pris et l'engouement pour une thèse peuvent vous faire nier la vérité consacrée. Les ouvriers se sont armés contre la volonté du gouvernement; ils ont agi et ils agissent même aujourd'hui sur un terrain de classe, en particulier en Catalogne; le front militaire n'est pas constitué par une armée bourgeoise, mais par des milices ouvrières autonomes, etc.. Certes, ce serait mieux si, au lieu du compromis, on faisait à coup sûr une belle Révolution selon vos schémas. Mais la réalité est ce qu'elle est. La masse est en mouvement sur le terrain militaire et sur le terrain social. Alors que nous faisons du sabotage (vous m'expliquerez mieux oralement) contre le front des milices ouvrières, je vous demande si nous ferons le même sabotage quand les ouvriers français, belges, etc., seront encadrés dans une armée bourgeoise lors de la prochaine guerre. Alors que nous ridiculisons et injurons la lutte des ouvriers espagnols, nous nous jetons la tête la première dans n'importe quel mouvement syndical en France, ou en Belgique, bien que nous sachions que ces mouvements sont dirigés par des chefs confédéraux alliés de la bourgeoisie et ont des objectifs bien peu révolutionnaires : congés, augmentations, etc.. Eh bien, ce mouvement espagnol horripilant, diaboliquement organisé au profit de la bourgeoisie, a donné jusqu'à présent quelque chose – une bagatelle! – à la classe ouvrière : destruction de l'Église, destruction de l'armée, destruction du latifundium et de la propriété terrienne moyenne, confiscation et collectivisation de l'industrie et du grand commerce, des centaines de milliers de fusils (et des canons, des mitrailleuses et des avions) entre les mains des organisations ouvrières, sans parler des avantages économiques et syndicaux, et sans parler de l'excitation révolutionnaire latente chez les autres prolétaires du monde, en particulier au Portugal, en Italie, etc.. Vous ne voyez pas le caractère de classe des événements et vous exagérez leur côté négatif (sans doute important), c'est-à-dire l'existence d'un gouvernement bourgeois dans le coma, ce que vous appelez le compromis. Les conséquences que vous tirez de cette prémisse sont extrêmement logiques. Seule une analyse sérieuse de la nature et du caractère de l'économie espagnole peut nous donner une indication approximative pour décider de la justesse de vos positions. Malgré tout, souvent la réalité dépasse et modifie les schémas. Essayez de préparer le plus possible de matériel permettant de comprendre la situation espagnole, la nature de ce capitalisme et son caractère politique. Dans l'attente que la conclusion des événements fournisse le mot de la fin sur notre désaccord.

Saluts cordiaux. Topo.

Document n°3

Copie d'une lettre de Tullio, expédiée de Barcelone à Marseille, et transmise à Bruxelles.

Très chers,

Nous recevons votre lettre du 16 datant de 15 jours. Changez l'adresse et servez-vous de celle de la FAI. Entre-temps, Topo et Alfredo seront arrivés et vous aurez de nos nouvelles. La situation est inchangée, et deux camarades sont venus du front pour prendre connaissance des décisions de la Fraction. Il y a chez eux beaucoup de confusion dans les principes et ils s'obstinent à vouloir reconnaître le front de classe dans le front militaire, mais à côté de ça il y a cependant une volonté de ne pas rompre et une tendance à appliquer notre méthode de travail à la base des organisations prolétariennes. Nous attendons que les autres rentrent au repos pour arriver à une solution dans un

sens ou dans l'autre. À propos de ce que vous nous dites, il semble qu'il se soit déjà produit une brèche là-bas. Ce qui est sûr, c'est que, chez beaucoup de camarades et chez les plus responsables, il y a la volonté de rompre avant de discuter. Si cela advient, ce ne sera pas un grand mal, car si, après les données de fait existantes de la lutte prolétarienne, on veut encore parler aujourd'hui de période révolutionnaire et des possibilités de développement de la lutte prolétarienne dans le chaos actuel, il vaut mieux en finir que de donner un spectacle aussi dégradant d'antifascisme mal corrigé. On est entrain de vivre ici une tragédie sociale dont on ne trouve, par analogie, les caractéristiques dans aucun mouvement passé. Les conquêtes prolétariennes sont au fur et à mesure enlevées et légalisées par des gouvernements qui regroupent *tous* les partis de la bourgeoisie de gauche et les org. ouvrières. La guerre est dure et sanglante, et sans changements. Cela répond-il à un plan conjugué de la bourgeoisie fasciste et antifasciste pour user les forces ouvrières? Je n'en suis pas convaincu. Je ne m'étends pas, un rapport complet envoyé à la Centrale est en route, insistez pour en avoir une copie, nous sommes en train de regrouper tout le matériel afin qu'on puisse discuter en toute clarté et en connaissance de cause, pour dissiper tout malentendu. Si derrière la critique, et la rébellion contre l'incapacité organique de la Fraction, avec laquelle je suis d'accord, se cache la révision des principes, cela on devra le dire avec netteté. Les manœuvres peu honnêtes de quelques éléments, Topo par exemple, ne réussiront qu'à avoir l'effet de clarifier une situation qui était devenue insoutenable. Je ne pense pas du tout que Libero ait le rôle auquel vous faites allusion. Envoyez de vos nouvelles sans arrêt. Saluts fraternels, Gino.
29.9.1936

Document n°4

Marseille, le 3 octobre 1936,

Chers camarades, je me suis arrêté à Lyon mais j'ai dû rejoindre Tre(5) à Pontcharra (un village proche où il se trouvait pendant quelques jours pour passer les vacances). Je l'ai informé des décisions prises à Paris. Il est d'accord. Je lui ai donné l'adresse de Piero. La sienne est : Carlo Mazzucchelli, 22, rue Creuzet, Lyon.

Envoyez-lui les fiches. J'ai parlé avec quelques sympathisants de la Fraction (Spaghetti, Fabiani) (6) qui sont aussi d'accord avec nous. Je compte partir mardi ou mercredi. Je vous joins une copie d'une lettre de Tullio que vous garderez pour vous. L'original a été envoyé à Brux.. Grâce à l'intervention d'une camarade syndicaliste de Marseille que j'ai vue hier, Tullio et Michel ont trouvé le gîte et le couvert. J'espère arriver à temps pour le retour du front des camarades. Les insinuations de Tullio à mon égard peuvent se rapporter au fait que, avant de quitter Barcelone, j'ai écrit aux camarades du front en les mettant au courant de ma position concernant l'ordre de Michel de me faire accepter la fameuse motion de la C.E.. Quant à l'intention que me prête Tullio de vouloir la scission à tout prix et sans discussion, vous pouvez juger de mon attitude lors de la réunion de lundi. Je vous écrirai de Perpignan, et vous aurez ainsi la confirmation de mon départ, après lequel vous pourrez écrire à mon nom à la FAI tant que je ne vous aurai pas donné d'autre adresse. Entre-temps, si vous voyez Stelio(7) (adresse : chez Sam Korman, 166, Bd. De Charonne), demandez-lui s'il a pu établir un contact et s'il nous permet de nous en servir. Nous aurons demain une réunion ici avec quelques camarades femmes de La Seyne. Saluts cordiaux, Topo.

Document n°5

8-10-36

Très chers, malgré les restrictions à l'entrée, je pars maintenant de Perpignan et je réussirai sans aucun doute à entrer. Je vous écrirai aussitôt. J'ai su par le comité d'ici qu'il y a 4 ou 5 jours, le capitaine d'une colonne étrangère a été sérieusement blessé et transporté à Paris pour subir une opération. Nous espérons que ce n'est pas Russo(8). Fraternellement, Topo.

Document n°6

Barcelone, 8-10-36 au soir,

Très cher, je suis ici. Tous les camarades de la colonne Lénine sont au repos. Ils devraient repartir lundi. Mais, comme à partir du 20 courant, les milices seront militarisées, certains camarades se réservent d'examiner la situation pour décider s'ils partiront ou non. Michel et Pace(9) sont en voyage. Bruno(10), Tullio et Russo, sont ce soir en province (à Terrasse) pour y faire un meeting, et donc je les verrai demain. Ce soir, parmi les nôtres, je n'ai vu que Giacchetta à la bonne humeur inépuisable. Belfiore(11) est blessé, mais pas gravement. Je lui rendrai visite demain. Situation assez nouvelle. Le 6 courant, il y a eu un défilé militaire de tous les corps; on dit – aux bobards près – qu'ils étaient 50 000 en armes.

Confidentiel : tous les chefs de parti ont été convoqués en avion par Blum qui a promis toutes les armes et tout l'appui, à condition que le mouvement ne "dégénère" pas, c'est-à-dire que la République bourgeoise soit maintenue. Cela a été accepté. La nouvelle de la blessure d'un capitaine de colonne italienne faisait allusion à Magrini(12). Je préparerai quelque chose pour le prochain Prometeo. Faites la même chose. Dès que Prometeo sortira avec notre motion, envoie seulement la coupure comportant la motion dans une lettre, et ensuite deux lettres séparées, une feuille détachée de Prom. (pages 1 et 2) et dans une autre lettre, l'autre feuille (pages 3 et 4), nous espérons qu'ainsi quelque chose arrivera. À Port de Bouc, j'ai vu Bonomi(13) à qui j'ai remis le billet d'Emilia(14). Saluts fraternels, Topo.

Envoyez de vos nouvelles sans arrêt. Saluts fraternels, Gino.

29.9.1936

Document n°7

Barcelone, le 10.10.36.

Très cher, je te confirme ma lettre d'avant-hier. Celle-ci est expédiée également par l'intermédiaire d'un BL en partance. Nouveauté : le 20 prochain, les milices ouvrières, tout en restant avec certaines prérogatives liées aux organisations politiques dont elles sont issues (je n'ai pas encore pris connaissance du décret en question et je ne peux rien préciser), sont cependant unifiées et organisées selon les méthodes et la discipline d'une armée régulière. Cette modification, d'ailleurs justifiée par les contingences de caractère strictement militaire, changent la nature de l'intervention

des révolutionnaires étrangers dans les milices ouvrières. Il est donc probable que la colonne Lénine où se trouvent nos camarades ne reparte pas pour le front, ce qui devait avoir lieu ce matin et qui a été renvoyé à lundi, mais qu'elle soit dissoute.

Si cela se réalise, il demeurera le problème de l'utilisation dans des travaux politiques ou techniques de nos camarades qui, ne voulant pas se laisser encadrer dans des formations militaires espagnoles, ni ne voulant retourner dans leur pays d'origine, ont l'intention de rester ici pour fournir dans d'autres domaines le concours de leur activité. La question sera résolue demain et je t'informerai des décisions qui seront prises. Pace est toujours à Madrid avec Michel. Bruno est revenu de Valence où la tension révolutionnaire a connu une accentuation qui dément les jérémiades alarmistes et défaitistes des pleurnicheuses de la C.E. : désarmement et renvoi – après des heurts qui ont provoqué 7 morts – de toutes les gardes civiles et financières (carabiniers) et formation d'une Garde Prolétarienne Antifasciste (G.P.A.) avec 2 000 membres dont 1 000 de la FAI. Il y a ici aussi quelque chose qui mûrit. Russo a acquis une grande influence dans des zones de province entières où se trouvent les militants du Poum qui sont sous ses ordres dans les milices. On étudie comment utiliser cette influence, également dans le cas de son renvoi de la colonne. Après une enquête sommaire, il apparaît que les doléances de Bruno, etc., contre Russo, ont des bases je dirais infantiles et sans conséquences. Je te remets les lettres d'Emilia, que tu salueras pour moi. Celle pour Giuseppe(15) qui est au front, je l'ai donnée à Persici(16) avec toutes les recommandations possibles. Envoie-moi la motion imprimée. Saluts fraternels. Topo.
J'ai reçu ta lettre destinée à Bruno il y a peu de jours.

Document n°8

Déclaration.

Un groupe de camarades de la minorité de la Fraction italienne de la gauche communiste, qui désapprouve l'attitude officielle prise par la Fraction elle-même envers la Révolution espagnole, a rompu brusquement tout lien disciplinaire et formel à l'égard de l'organisation et s'est mis sans hésitation au service de la Révolution, en faisant partie des milices ouvrières et en combattant au front.

Aujourd'hui, une nouvelle situation se présente, pleine d'inconnues et de dangers pour la classe ouvrière : la dissolution du Comité Central des Milices Antifascistes, organe issu de la Révolution et garantie du caractère de classe des milices, et la réorganisation de celles-ci en une armée régulière dépendant du Conseil de Défense, déforment le principe de la milice ouvrière volontaire.

Les nécessités du moment historique que nous sommes en train de vivre imposent une vigilance extrême des éléments d'avant-garde du prolétariat, afin d'empêcher que les masses encadrées dans la nouvelle organisation militaire puissent devenir un instrument de la bourgeoisie, lequel sera un jour utilisé contre les intérêts de la classe ouvrière. Ce travail de vigilance pourra être d'autant plus efficace que les organisations de classe acquerront la conscience de leurs intérêts et orienteront leur action politique dans un sens exclusif de classe. Le travail politique dans ces organisations prend une importance primordiale qui n'est pas moins intéressante que la tâche militaire au front.

Les camarades en question, bien que restant fermes sur le principe de la nécessité de la lutte armée au front, n'ont pas accepté d'être encadrés dans une armée qui n'est pas l'expression du pouvoir du

prolétariat, et parce que, dans cette armée régulière, il serait impossible d'exercer une fonction politique directe. Ils peuvent au contraire contribuer aujourd'hui avec un meilleur résultat à la cause du prolétariat espagnol dans le travail politique et social, indispensable pour préserver et renforcer l'efficacité idéologique révolutionnaire des organisations ouvrières qui doivent regagner sur le terrain politique et social l'influence que les nouvelles conditions ont affaiblie sur le terrain de la direction militaire. Les camarades en question, bien que quittant leur poste de miliciens de la colonne internationale Lénine, restent toujours mobilisés à la disposition du prolétariat révolutionnaire espagnol, résolus à continuer de consacrer sur un autre terrain leur activité et leur expérience, jusqu'au triomphe définitif du prolétariat sur le capitalisme sous toutes ses formes de domination.

Barcelone, le 12 octobre 1936.

Document n°9

Barcelone, le 13 octobre 1936

Très chers, le départ de la colonne a eu lieu hier, après une semaine de permission. Russo est parti. Mais les cinq autres camarades sont restés ici parce que, à cause de la réorganisation des milices sur la base d'une armée régulière, on a cru opportun d'établir, par une motion présentée lors d'une réunion générale de la colonne, la position de notre groupe, à savoir que, étant donné la situation nouvelle qu'on a créée à l'égard des militants révolutionnaires étrangers, l'aide à la révolution espagnole doit être déplacée du terrain militaire sur le terrain politique et social. La motion laissait en outre la faculté à Russo de repartir en raison du caractère particulier de son mandat. Si lui non plus n'était pas parti, la colonne internationale et deux centuries d'Espagnols ne seraient pas parties, ce qui aurait eu des conséquences d'une grande gravité.

Cette décision offrira l'occasion à la C.E. de faire des spéculations, auxquelles il vous faudra répondre avec la plus grande énergie, étant donné non seulement le fait que le retrait des camarades ne signifie pas du tout le désaveu de la position initiale d'intervention sur le front militaire, mais aussi que l'on admet en ce moment la nécessité pour le prolétariat de continuer la lutte sur le front militaire. Étant donné le résultat négatif, du point de vue de la guerre, de la formation de milices volontaires et indépendantes, et de l'action autonome contradictoire et parfois antithétique entre elles que celles-ci déployaient dans le but d'échapper au terrible malheur de perdre la guerre, c'est-à-dire de perdre tout définitivement, il fallait en arriver à une centralisation et une unité de commandement. De toute façon, les Comités du front seront conservés et reliés au Conseil de la Défense (formé comme auparavant le C.C. des Milices par les organisations ouvrières et par les bourgeois de gauche), lequel Conseil donne les directives au Conseiller de la Défense, c'est-à-dire au ministre de la guerre.

La décision des camarades a été prise de manière confuse, précipitée, sans conviction. Trois des cinq camarades au moins (à part Belfiore qui est à l'hôpital dans des conditions très satisfaisantes (il sort déjà, il n'a pas de fièvre), et qui attend d'entrer dans une maison de convalescence) seraient encore aujourd'hui disposés à retourner au front. Deux camarades qui revenaient justement de Madrid à ce moment-là ont pris part à la discussion. De toute façon, on n'a pas eu de complications. J'ai eu aujourd'hui une entrevue avec Gorkin à qui j'ai demandé du travail technique et politique pour les cinq camarades. Demain, je saurai quelque chose. De plus, on est en train de chercher le moyen de trouver du travail à certains d'entre nous par une autre voie, ce qui permettrait de conserver le groupe d'ici et de déployer un travail à la base selon les possibilités. Si toutes nos tentatives devaient rester infructueuses, on déciderait de partir. Mais dans ce cas le retour devrait se faire à Paris pour éviter la dispersion, que Michel a proposée, en faisant s'établir certains à Marseille, certains à La Seyne, etc.. Le renforcement de notre groupe de Paris peut avoir des conséquences décisives pour nos débats internes et pour l'issue du congrès.

À nous tous, nous disposons de 1150 francs et de 600 + 100 pesetas. On a résolu d'attendre huit jours, et si entre-temps il n'y avait aucune solution, on déciderait le retour. J'ai reçu 120 pesetas, qui correspondent à 200 francs, du porteur de cette lettre, et tu voudras bien lui remettre cette somme. Cette opération nous permet d'augmenter nos réserves collectives et je crois qu'elle n'aggraverait pas trop la situation de votre caisse. Une déclaration de nos camarades, qui précise leur point de vue, sera formulée demain et présentée au Poum. Une copie vous sera transmise et vous en demanderez l'insertion dans Prometeo. Je resterai dans les locaux du Poum, puisque je suis accepté comme délégué de la minorité. Même si les camarades devaient partir – ce qui se produirait seulement si c'était absolument nécessaire –, je pense rester encore quelque temps, d'autant plus que, dans deux ou trois semaines, c'est-à-dire après la prise de Huesca que l'on donne pour certaine, Russo reviendrait ici et que l'on pourrait déterminer toutes les perspectives de travail.

Du point de vue militaire, la situation s'est sensiblement améliorée par rapport à ce qu'elle était deux semaines auparavant, en particulier pour ce qui concerne les fournitures de matériel de guerre. En effet, il semble que la Russie agisse activement. Je sais qu'en Russie, après les exécutions de vieux bolcheviks, il existe un état de tension qui préoccupe le grand chef et que le Komintern prépare un autre *tournant*(*), et cette fois-ci à gauche. Ce ne serait pas pour nous surprendre, ni pour nous réjouir. C'est une autre manœuvre, et cette fois ce serait peut-être pour se refaire une virginité parmi les masses qui commencent à se dégoûter, et cette manœuvre serait le symptôme de la guerre. Il paraît qu'un navire soviétique a été mis sous séquestre aux Baléares par des navires italiens. Comme vous le voyez, on marche rapidement vers la guerre. Je vous recommande d'envoyer Prometeo par morceaux, par coupures, entier sous bande, sous enveloppe fermée, en somme de toutes les façons possibles, dans l'espoir que quelque chose nous arrive. Expédiez toujours à l'adresse que je vous ai donnée. Renato vous prie de lui faire parvenir toujours à la FAI la correspondance qui arrive pour lui. Avez-vous écrit aux camarades d'Amérique? Écrivez souvent et de manière concise, et répétez dans la lettre suivante les informations essentielles de la précédente. Il vaut mieux expédier toujours en recommandé. Saluts fraternels de tous. Topo.

Barcelone, le 17 octobre 1936

Très cher Piero(17), la séparation de nos camarades d'avec la colonne a été justifiée par une déclaration politique que tu trouveras ci-jointe. Elle réfute avec force la spéculation que fera sans aucun doute la C.E. à propos du retrait des camarades, en considérant avant tout qu'on ne renie pas la participation, et ensuite parce que les camarades ne sont pas repartis pour Paris mais qu'ils sont restés ici. Concernant la possibilité du travail politique, c'est une chose sérieuse qui doit être bien étudiée : pour l'heure, l'essentiel est de s'en tirer économiquement. Bruno est déjà parti hier à Barbastro, en zone de guerre, mais à 50 km du front, et donc sans risques, en qualité de mécanicien. Renato(18) devrait lui aussi trouver du travail demain, ici à Barcelone, comme tourneur. Bramante (19) et Costante (20) cherchent et ils finiront par trouver quelque chose. Le problème c'est Giaccheta (21) qui n'a pas de métier et qui ne plaît pas trop aux autres du fait de ses tendances égocentriques. Belfiore a été transféré dans une maison de convalescence pas très loin d'ici. Ses conditions sont assez bonnes. Il a eu la vie sauve grâce à l'abnégation des camarades (Renato et d'autres) qui, sous la mitraille, l'ont transporté dès qu'il a été blessé pendant trois kilomètres jusqu'à l'hôpital. Un retard aurait été fatal. Je suis au Falcón. À partir de demain, je me mettrai moi aussi à chercher du travail. Les camarades se sont inscrits à la CNT. Ils habitent dans une maison particulière.

Russo, autorisé par le Groupe, est reparti le 12 pour le front. Sa position particulière, étant donné ses attributions de commandement, ont justifié cette autorisation. Demande la publication de la déclaration, y compris dans Bilan. À propos du communiqué de la C.E. qui, en dépit des accords passés en ma présence, ne veut pas reconnaître le groupe de Barcelone, je ne peux que te donner mon opinion, puisqu'on n'est pas parvenu à examiner la question dans une réunion officielle. Je suis d'avis de ne pas céder. Ou la reconnaissance ou la scission. Refuser la "concession" qui vous sera peut-être proposée de reconnaître le groupe comme conséquence de sa séparation de la colonne. La reconnaissance doit avoir lieu sur une base de principe. Puisque sa participation aux milices et notre position politique de solidarité ont été considérées comme si graves que la C.E. a renoncé à appliquer des sanctions afin de faire résoudre les divergences par un congrès, il est logique que, jusqu'au congrès, le groupe doive être reconnu, sans quoi ce serait appliquer la sanction d'exclusion (non d'expulsion) de la vie organisée de la Fraction. La mesure consistant à compter les votes de ces camarades comme présents dans les organisations auxquelles ils appartenaient précédemment n'a aucune signification, si ce n'est une moquerie. Qu'est-ce que cela signifie? Rien du tout. Même si, en comptant leurs votes, la minorité était en majorité à Paris, étant donné l'état des choses nous ne pouvons pas prendre la direction de la Fédération parisienne parce que nous sommes la Minorité, c'est-à-dire un autre courant qui ne peut plus diriger une organisation qui n'accepte plus la politique et la discipline de la C.E.. Par conséquent, il n'y a qu'à s'entêter et exiger le respect intégral de l'accord qui a été passé.

Dans le cas de la scission, il y aurait toute une série de problèmes politiques et pratiques à résoudre et, dans ce cas, on devrait les examiner ensemble. Ta visite ici serait donc plus qu'opportune, à condition de te garantir de toute surprise au cours de ton absence, c'est-à-dire de toute tentative de désagrégation parmi nos camarades. Un seul numéro de Prometeo est arrivé. Aucune lettre. Michel est déjà parti. Tullio s'en ira dans deux jours. Dans la lettre précédente, je t'ai donné communication des conditions économiques du groupe. J'omets des informations sur la situation locale étant donné que cette lettre est portée par une camarade de la SFIO qui est chargée de te voir et de te dire mes impressions. De toute façon, la situation est encore bonne, même du point de vue militaire. La

presse fait beaucoup d'éloges à l'égard de la Russie, y compris les anarchistes. Cherche à savoir quand quelqu'un partira, afin de lui confier ta correspondance, sinon nous resterons perpétuellement sans nouvelles. Quoi qu'il en soit, adresse toujours ta correspondance à la FAI. Saluts fraternels à tous. Topo.

P.S. du 21.10 : Renato et Bramati prendront leur travail vendredi ou samedi dans une usine à 80 km d'ici. 26 autres éléments de la colonne sont revenus. Russo est ici. J'ai reçu ta lettre du 19 et un Prometeo en deux enveloppes. Vincenzo (22) qui avait des lettres pour toi est parti il y a dix jours, mais j'ai su aujourd'hui qu'il s'est fait coffrer en France.

Document n°11

Motion votée à l'unanimité par le Groupe de Barcelone lors de la réunion du 23 octobre 1936.

Le groupe de la minorité de Barcelone, ayant pris note de la déclaration de la C.E. publiée dans le Prometeo du 11 octobre, repousse la décision prise de non-reconnaissance du Groupe lui-même et invite le Comité de Coordination de la minorité à imposer le respect intégral des accords de Paris qui incluaient la reconnaissance immédiate du Groupe de Barcelone, tout en déclarant que si la C.E. persiste dans son attitude, il sera nécessaire d'en finir avec tout atermoiement et ajournement et de procéder aussitôt à la scission sans même attendre le congrès.

La scission devra être appliquée immédiatement, même dans le cas où la reconnaissance du Groupe serait acceptée par la C.E. comme une conséquence du retrait qui s'est produit des camarades hors des Milices, étant donné que ce retrait, comme cela est expliqué dans la déclaration en date du 12 octobre, non seulement ne renie pas la participation précédente aux Milices, mais confirme le principe de la défense armée sur le front de la Révolution espagnole. Le groupe décide de plus de préciser sa pensée à propos de la situation espagnole dans un document politique dans le but de polariser les sympathies qu'il peut avoir acquises en Espagne ou à l'étranger, et dans le but d'étendre le plus possible son influence politique parmi les ouvriers révolutionnaires de tous les pays.

Document n° 12

Projet pour la constitution de groupes ouvriers d'action révolutionnaire.

C'est dans des circonstances tragiques pour la classe ouvrière que l'incendie social s'est allumé en Espagne : échec assourdissant de la démocratie bourgeoise et progressiste, son remplacement par des régimes répressifs et dictatoriaux qui, dans la crise incurable de l'économie capitaliste, accentuent jusqu'à la douleur la préparation technique et spirituelle de la guerre inévitable; insertion de l'État soviétique dans le mécanisme des intérêts bourgeois par suite d'une tactique erronée qui l'a amené à mettre toujours plus sa confiance dans des accords protocolaires plutôt que dans l'action des masses; immobilisation du prolétariat, physiquement pulvérisé par une réaction policière, et idéologiquement halluciné par une exaltation chauviniste soit de caractère fasciste soit de front populaire, qui a corrompu les organismes de classe et les a asservis aux intérêts capitalistes; abdication de l'Internationale Communiste pour ce qui concerne la défense active de la classe ouvrière. C'est dans de telles conditions historiques d'une importance exceptionnelle que se développe le mouvement espagnol qui devient de ce fait le centre de la lutte bourgeoisie-prolétariat : d'un côté la bourgeoisie espagnole et de plus en plus toute la bourgeoisie espagnole et

mondiale, de l'autre côté le prolétariat espagnol et tout le prolétariat mondial, qui sentent que c'est le dernier acte de l'attaque armée que, depuis les premières années de l'après-guerre, le capitalisme en crise est en train de déclencher contre le prolétariat, et en même temps la prémisse de la guerre impérialiste qui devrait couper le nœud gordien.

Situation rendue encore plus tragique du fait que, immobilisée par l'action de ses dirigeants dans une condition négative, la classe ouvrière ne parvient pas, bien qu'elle ait l'intuition du fond du problème, à exprimer sa solidarité fraternelle par une intervention décisive de classe, capable d'imposer à ses propres gouvernements de briser le cercle qui serre le peuple espagnol à la gorge, quoique son anxiété, exprimée par le cri de "des armes pour l'Espagne", soit évidente. Et cette solidarité, cette passion, est un tourment dans les rangs du prolétariat italien qui a connu, le premier, la réaction fasciste. De cette passion, est sortie en se vivifiant une espérance au sein de l'émigration italienne : le besoin d'opérer, dans le feu de l'expérience en cours, un regroupement des forces révolutionnaires qui puisse préparer les cadres d'un parti capable, de manière active et décisive, d'agir dans la situation italienne et internationale.

Et aujourd'hui, durant le cyclone qui s'abat sur le prolétariat espagnol, comme hier, pendant la bourrasque abyssine, aucun des partis qui se réclament de la classe ouvrière n'a réussi à s'adapter aux nécessités historiques de l'heure et à remplir sa fonction. Tous : les moignons des partis, les groupes, les fractions, dans lesquels se dilue et se délaye ce qui reste du mouvement révolutionnaire italien, aujourd'hui comme hier, sont en train de donner la preuve de leur incapacité constitutive à une action constructive, orientée vers les besoins spécifiques de la situation italienne. La guerre mondiale qui s'approche trouve l'avant-garde révolutionnaire immobilisée et impuissante, cristallisée autour des petits secrets de personnes ou de groupuscules sectaires, qui tentent de justifier leur inactivité ou leurs erreurs par des discours pseudo-marxistes qui, en définitive, ne servent qu'à étouffer l'ardeur révolutionnaire chez les militants, lesquels ont pourtant démontré, par leur résistance d'hier et leur conduite d'aujourd'hui, qu'ils sont beaucoup plus sincères que les dirigeants qu'ils s'imposent à eux-mêmes.

Et pourtant, c'est dans la lutte que se forge le plus rapidement et avec la plus grande cohésion le parti de la révolution qui sera apte à combattre toutes les déviations opportunistes, à résister à tous les racolages du Front populaire, à aller au but, c'est-à-dire à la Révolution, qui doit donner le pouvoir, tout le pouvoir, à la classe ouvrière. C'est en partant de ces prémisses qu'un groupe de militants italiens, qui ont combattu aux côtés des ouvriers espagnols dans les milices ouvrières comme volontaires, a décidé de constituer à Barcelone un GROUPE OUVRIER D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE afin, d'une part, de contribuer plus efficacement à la révolution espagnole et, d'autre part, de promouvoir la constitution de groupes analogues dans tous les centres de l'émigration italienne, et de les mettre en contact avec des groupes similaires d'autres pays, déjà constitués ou à constituer. Se mettant à la disposition de l'avant-garde révolutionnaire espagnole, pour la soutenir contre la réaction, avec tous les moyens de l'action et de la propagande, le Groupe se propose d'étudier, en collaboration avec les groupes qui se constitueront, les problèmes spécifiques de la révolution italienne, avec une vision réaliste des solutions, sans se laisser imposer des schémas exclusivement doctrinaires ou des programmes dépassés. Sans négliger l'étude des questions générales, le Groupe s'occupera de la solution à donner aux problèmes particuliers de la vie politique italienne (le fédéralisme, les allogènes, les colonies, etc.) afin de disposer d'une tactique efficace capable de nous faire comprendre et donc de nous insérer comme une force active et dynamique dans tous les événements.

Nous nous adressons à tous les révolutionnaires italiens qui ne sont pas compromis comme représentants de mouvements historiquement liquidés ou étrangers aux intérêts spécifiques de la classe ouvrière, qui sont disposés, sur la base du Manifeste communiste et de la tactique léniniste, à lutter pour créer l'arme puissante pour la victoire de la révolution italienne et internationale : le parti de classe.

Barcelone, le 25 octobre 1936.

NOTA : Le programme et la tactique des G.O.A.R. seront établis par une réunion dès que possible, si notre initiative est suivie par la constitution de groupes similaires dans d'autres centres de notre émigration. Entre-temps, afin de préparer la documentation de la réunion, un Bulletin sera publié par le Groupe de Barcelone, et, dans ce Bulletin, seront examinés amplement les problèmes auxquels il a été fait seulement allusion ici, et étudiées certaines questions posées et non résolues aussi bien par la révolution russe que par la révolution espagnole : fonction du parti, du syndicat, de l'État, etc..

Document n°13

Barcelone, le 29 octobre 1936,

Très cher Piero,

Je suis en possession de tes deux lettres des 20 et 23 courants. Toutes les informations que tu me demandes te seront verbalement données, et avec abondance, par Candiani (23). Et il n'y a donc pas lieu d'y insister. Il faut que je te dise, à propos de Candiani, que, pour autant que je sache, il n'est pas inscrit au POUM, lequel d'ailleurs lui a réservé un traitement aigre-doux qui ne correspond pas à l'importance exceptionnelle (24) des services que Candiani a rendus avec un désintéressement absolu, quand d'autres, dans ses conditions, ont plongé à pleines mains dans l'auge des honneurs et des récompenses matérielles.

Du reste, la question de l'entrée au POUM n'a jamais été examinée avec le sérieux que réclamait cet acte politique, étant donné que nous sommes toujours affligés par le casse-pieds des questions abstraites de la C.E. et de ses délégués. Cette question devait être résolue avec un sens politique qui nous a fait défaut du fait de l'héritage de dix années de navigation dans les nuages des abstractions de la Fraction. En effet, au lieu de nous limiter à faire des constatations plus ou moins bizarres et plus ou moins véridiques à propos des déformations que le mouvement révolutionnaire espagnol a subies, et face à une situation d'impuissance absolue de notre part à nous insérer dans les événements et à les influencer en tant que force déterminante, chose impossible à réaliser, nous aurions pu avec meilleur profit tenter un déplacement sur des positions plus avancées de cette partie – très nombreuse – des masses qui sont à la base du POUM, pour les libérer de l'influence des dirigeants policards et opportunistes. Je crois de toute façon que la question n'est plus aujourd'hui d'actualité, étant donné la rapidité avec laquelle les événements se déroulent. Les conditions pour une orientation classiste de ces masses de la base sont déjà mûres – et sans aucun mérite de notre part – au sein du POUM.

Dans la direction – c'est-à-dire dans la C.E. –, les deux tendances se déchirent avec acharnement, et chez les militants de base l'embarras et l'intolérance prennent une consistance croissante. La position du POUM est devenue très incommode. Exclu sur l'ordre des communistes du pacte qui

unit la CNT-FAI à l'UGT-PSUC et qui a trouvé une expression sensationnelle dans les 16 points d'un programme de réalisations (expropriation, collectivisation, contrôle des banques, etc.), lequel a commencé à trouver une exécution avec un premier décret de collectivisation de la terre, il ne pourra pas mener sa barque habilement plus longtemps : ou bien il se résignera à dépérir progressivement jusqu'à disparaître de la vie politique, ou bien il prendra le taureau révolutionnaire par les cornes et marchera avec détermination vers des positions classistes, avec une orientation et un programme révolutionnaires. Dans le premier cas il sera écrasé dans la légalité, dans le second cas, il devra se préparer à vivre dans l'illégalité avec beaucoup de possibilités de succès futur, étant donné que la situation espagnole – et cela il faut bien se le mettre en tête –, malgré la diversion douloureuse de la guerre civile de type militaire, ne pourra plus être contenue dans le lit stérile des solutions démocratiques.

Vous qui lisez aussi la presse bourgeoise, vous pouvez vous rendre compte de la situation dramatique dans laquelle nous nous trouvons et dont il est inutile de souligner la gravité. On peut aujourd'hui, à bon droit, reprocher aux avocassiers de notre C.E. leur couardise et le sabotage de la révolution espagnole, étant donné que si leur super-criticisme pouvait trouver une quelconque justification au moment où la révolution progressait, leur abstention ne trouve plus de justification aujourd'hui où, il faut le dire, la révolution est en danger. L'on peut déduire de cela qu'une contribution active à la révolution mondiale ne sera jamais l'affaire de ces messieurs. Et même s'il se produisait des mouvements en Italie, on trouverait toutes les justifications pour les couler. Quant à l'intervention de l'URSS, je crois que tu n'as pas saisi le sens de l'appréciation que je donnais dans ma lettre précédente. En effet : l'appui actif de l'URSS est conditionné par le maintien de la république démocratique et du gouvernement Caballero, ce qui signifie qu'il s'agit d'un appui à des fins nationales et diplomatiques russes et que, en dernière analyse, il a un caractère contre-révolutionnaire. La preuve en est que les aides sont débarquées et dirigées exclusivement vers Madrid tandis que rien, absolument rien, ne doit rester en Catalogne. On en déduit que l'objectif de l'intervention n'a rien à voir avec la solidarité avec la classe ouvrière révolutionnaire espagnole, mais qu'elle sert à maintenir le pouvoir de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire d'un allié de l'État russe. De plus, ces aides, qui servent aujourd'hui à combattre le fascisme, pourront demain servir à mater toutes les velléités révolutionnaires du prolétariat, étant donné que les armes ne sont livrées que dans les mains sûres de leur laquais socialiste Caballero.

J'ai dit que cette intervention russe était un autre élément de confusion et de complication, parce qu'elle revalorisait, dans le camp prolétarien aussi bien espagnol qu'international, les personnalités staliniennes, et que donc nous ne pouvions pas nous en réjouir. Ciccio (25) a reçu seulement les journaux, mais pas Bilan. Cecchino (26) va bien et il [est] au front; j'ai eu hier de ses bonnes nouvelles par un camarade qui est au front avec lui. La lettre pour Vasconi (27) nous a été remise, et le soir même réexpédiée au front. Je me réjouis du retour de Vicenzo dont j'ai eu de très mauvaises nouvelles, parce qu'on m'a dit qu'il était retenu à Perpignan, ce qui pouvait signifier, étant donné ses affaires, six mois de mauvaise humeur. Vous le saluerez vivement pour moi et lui direz de s'occuper un peu plus de politique.

Belfiore est toujours dans sa maison de convalescence. La radiographie a révélé un dépôt d'éclats dans son abdomen, qui cependant ne le gêne pas. Mais il serait opportun par la suite qu'il se fasse opérer pour en être libéré. On ne lui a rien trouvé d'autre qu'une congestion au poumon, pour laquelle il a besoin d'un long repos. Ses conditions sont pourtant très bonnes et il n'est pas du tout découragé, au point que, contrairement à la décision prise par notre groupe, conformément à la

déclaration faite pour motiver le retrait de la colonne de nos camarades, il pense qu'il faut continuer à lutter sur le terrain militaire et, dès que ses conditions de santé seront suffisantes, il demandera à retourner au front.

Je ne m'explique pas le silence de Tre qui est en général d'une grande ponctualité dans toutes les affaires du parti, et aussi dans le suivi de la correspondance. Je lui écrirai d'ici, moi aussi. J'écrirai aussi aux camarades d'Amérique dont tu me donnes l'adresse. Donnez-moi des nouvelles, après la visite de Candiani. À Magnelli (28), un salut en napolitain et à vous tous des saluts espagnols.

[Mario De Leone].

Document n°14

Barcelone, le 1^{er} novembre 1936,

Au Comité de Coordination,

Chers camarades, notre groupe s'est réuni aujourd'hui, en profitant du passage de Bramati et de Pace. Le groupe a décidé de vous communiquer que le voyage de Candiani n'a pas de caractère officiel, étant donné qu'il n'a reçu aucune mission du groupe lui-même. Nous vous écrivons demain plus amplement. Saluts fraternels, Topo.

Document n°15

Varèse, le 17 décembre 1974,

... Dans la liste des noms, je ne vois pas celui d'Enrico Russo, bordiguiste, napolitain, ami de Fosco depuis l'Italie, peut-être du même village, résidant en 1930-1931 à Bruxelles (groupe Prometeo) et nommé commandant de la division Lénine du P.O.U.M.. Ami de Mario De Leone, il arriva à Barcelone vers le mois d'août 1936. Nous sommes allés parler, avec De Leone et Fosco (29) avec les marins soviétiques (je crois que De Leone parlait le russe), l'équipage du premier bateau soviétique qui apportait des vivres (des armes et des munitions) à Barcelone. Le port de Barcelone était rempli de gens qui saluaient le bateau. Malheureusement, ce blé fut payé par beaucoup de vies de camarades dissidents. De Leone habitait dans une pension sur la Plaza Teatro, en face de l'Hôtel Falcón, qui était devenu une partie du siège du P.O.U.M.. Il fut trouvé mort d'un infarctus, dans son lit. Nous avons assisté à ses funérailles qui furent imposantes. Je me souviens qu'il mourut très vite après son arrivée à Barcelone...

Virginia Gervasini.

Notes de l'Appendice

(1) Il s'agit – presque certainement – du juif polonais Feingold, dit "Jacobs" ou "Michel". Membre de la Fraction et du Bureau international, Feingold fut livré, après la reddition de la France, aux nazis à La Seyne, mais, peu de temps après, il s'évada et se réfugia à Marseille où il fut aidé par Lecci, Candoli et Pattaro (ou Pataro), et par la compagne française de ce dernier. Au cours des mois suivants, il intervint dans les réunions clandestines de la Fraction à Toulon et à Marseille, avec Lecci, Bottaioli, Candoli, Balilla Monti et Pattaro. Lié sentimentalement à une anarchiste toscane, il fut capturé par la Gestapo à Marseille en 1943 et déporté dans un camp d'extermination où il disparut (*La gauche communiste italienne (1927-1952)*, (Naples?) : "Courant Communiste International", 1984, p. 225). Lecci décrivait Feingold ainsi : « Il avait des lunettes, maigre, maigrelet... » (Lecci Aldo, Test., Florence, 28 novembre 1973, AB, M5, 20).

(2) Turiddu Candoli (dit "Alfredo") est né à Cervia en 1900. Appelé sous les drapeaux en 1917, il combattit dans les tranchées jusqu'à l'armistice. Inscrit à la Fédération de la Jeunesse socialiste, il passa en 1921 dans les rangs communistes. Ouvrier dans une fabrique de pâtes alimentaires, il participa à la lutte armée contre le fascisme : « J'étais dans l'organisation militaire, elles étaient formées par celui d'Imola qui dirigeait les actions... Il avait été en Hongrie... » avec Bela Kun, en 1919. Avant que le PCd'I défende à ses membres d'en faire partie, Candoli collabora avec les Arditi del popolo, dont il se souvenait, avec une grande sympathie, comme des « types qui n'avaient pas froid aux yeux » : « Quand ils venaient et qu'ils avaient besoin, nous étions là avec eux. Et eux, ils venaient quand nous avions besoin, parce que différentes descentes de la part des fascistes furent affrontées avec l'aide des camarades de Ravenne, il y avait parmi eux un certain Manoni, qui passa ensuite au parti, et passa au parti aussi un certain Acquacalda, qui fut tué à Lugo. Manoni fut blessé à Lugo... Politiquement, ils n'avaient aucune tendance. Ils étaient antifascistes, Acquacalda en particulier. Au contraire, Manoni était fondamentalement communiste. Et puis il rentra subitement dans les rangs et il fut arrêté [pour] bande armée, et parce que notre bande armée ne stoppa pas à Cervia, elle fut arrêtée avec des camarades de Ravenne. Il y avait un certain [Ludovico] Rossi, qui après être passé à l'anarchie à l'étranger, passa d'abord aux pappalardiens, un mouvement fondamentalement ouvrieriste, et Rossi était le secrétaire de notre fédération communiste... ».

Fiché en 1922 par la Préfecture de Ravenne, Candoli fut signalé pour sa dangerosité : « Il est jeune, violent et audacieux, capable de commettre, en particulier dans des occasions de désordres, n'importe quelle action violente ». Bastonné par les fascistes, arrêté et dénoncé pour « constitution de bande armée pour faire s'insurger les habitants du Royaume contre les pouvoirs de l'État », il dut se réfugier à Aulla, et de là à Rome, où il reprit la lutte contre le fascisme armé. « Et à Rome, la bataille commença. Et ce fut dans une embuscade que nous on a faite à la "Disperata" de Florence (on leur a pris le fanion), qu'ils m'ont attrapé ensuite ». Il travailla dans la capitale durant environ deux ans comme courrier interne à l'Ambassade russe, où il connut Kamenev, déjà en disgrâce. Émigré clandestinement en Suisse, il passa ensuite en France, demeurant pour quelque temps à Nanterre. Ayant déménagé à Olbagne (?) et frappé d'une mesure d'expulsion, il partit à Toulon, où il fut exclu du PCd'I en 1931.

Peu de mois après, il entra dans la Fraction bordiguiste, devenant membre de la Fédération de Marseille. Revenu en septembre 1936 d'Espagne, il logea pendant longtemps, entre 1940 et 1943, le camarade juif Feingold ("Michel") et il participa à presque toutes les réunions clandestines qui ont été tenues par la Fraction en France méridionale. Rentré en Italie en 1946, il s'inscrivit au Parti Communiste Internationaliste, en suivant, après la scission de 1952, la tendance Bordiga-Maffi (ACS, Rome, CPC, b. 998, ad nomen; Candoli Turiddu, Test., Cervia, 5 janvier 1974, AB, M5, 10).

(3) Julián Gómez Gorkin s'inscrivit à la Jeunesse socialiste en 1917 et il adhéra en 1921 au Parti communiste dont il fut exclu en 1929. Dirigeant de l'Opposition communiste espagnole et, ensuite, du Bloc ouvrier et paysan, représentant du P.O.U.M. et directeur de "La batalla" de juillet 1936 jusqu'à la suppression du quotidien, il fut arrêté le 16 juin 1937 et il fut le principal accusé dans le procès qui se déroula à Barcelone (octobre-novembre 1938) contre les poumistes. En dépit de la campagne forcenée orchestrée par le stalinisme (et soutenue aussi, avec un zèle déplorable, par les communistes italiens (cf. *Le procès du P.O.U.M.. Les preuves des liens trotskistes avec*

l'O.V.R.A. et la Gestapo, "La voce degli italiani", n°244, 18 octobre 1938; Rodillo A., *L'écrasement de la cinquième colonne poumiste, garantie de la victoire des républicains espagnols*, ibidem, n° 264, 11 novembre 1938) pour que les accusés soient envoyés à la mort, la cour les condamna à des peines de détention, allant de 11 à 15 ans. Réfugié en France en 1939, Gorkin trouva l'asile politique au Mexique où il donna en 1941 à l'impression le livre : "Caníbales políticos". Objet de cinq attentats de la part des staliniens, il retourna en France en 1948 où il s'occupa de l'édition des mémoires du "Campesino". Par la suite, il publia d'autres travaux sur l'assassinat de Trotski et sur la guerre civile espagnole, parmi lesquels : "El proceso de Moscú en Barcelona".

(4) Andreu Nin (1892-1937), autonomiste catalan, puis anarcho-syndicaliste, devint communiste au début des années vingt alors qu'il se trouvait en U.R.S.S. avec une délégation de la C.N.T.. Il resta en Russie jusqu'à 1930, soutenant Trotski dans la bataille contre Staline. Revenu en Espagne, il fut, avec Andrade, parmi les plus grands représentants de la "Izquierda comunista", le groupe qui en septembre 1935, en fusionnant avec le "Bloc obrer i camperol", donna naissance au P.O.U.M., dont Nin devint le secrétaire général en juillet 1936. Ministre de la Justice dans le gouvernement catalan de Tarradellas de septembre à décembre 1936, il fut arrêté après les événements de mai 1937 et assassiné par les staliniens. Sur sa "disparition", voir la dénonciation de "Sonia" (Virginia Gervasini). *Où est Andres Nin?* "Le soviet", n° 12, 31 août 1937, p. 1-2.

(5) Carlo Mazzucchelli (dit "Tre") est né à Cassano Magnago en 1902. Maçon, il s'inscrivit au PCd'I en 1921 et il fut un des représentants communistes "les plus en vue" dans son pays natal. Émigré en Belgique et exclu du PCd'I, il participa à Pantin, en 1928, à la fondation de la Fraction. Ayant déménagé à Lyon et étant suspecté d'avoir agressé – avec Bruno Bibbi, Aldo Lecci et l'anarchiste, originaire de Massa, Socrate Franchi – le président fasciste de l'association locale des anciens combattants, Giuseppe Negri, il écrivit une note sur l'unité syndicale, qui parut dans "Prometeo" en octobre 1931. En 1933, il intervint à nouveau dans le journal avec deux articles : *La trahison de l'Internationale* et *Au sujet de la discussion*. En 1936, il se rangea dans la minorité et il fut un critique sévère de la C.E.. Étant revenu en Italie en 1945, il entra au Parti Communiste Internationaliste. En 1948, il exprima son désaccord avec Perrone au Congrès de Florence. « En général – dit-il, entre autres – on ne tient pas assez compte que les masses croient encore au mythe russe, et tant qu'elles ne le chasseront pas de leur esprit, tous leurs points de vue seront déformés et leurs perspectives d'action révolutionnaires bloquées ». Après la scission de 1952, il resta au PCInt. (tendance Damen-Bottaioli) jusqu'à sa mort (Tre – Milan. *À propos de l'unité syndicale*, "Prometeo", n° 62, 25 octobre 1931; Tre : *La trahison de l'Internationale*, ibidem, n° 86, 2 avril 1933; Tre : *Au sujet de la discussion*, ibidem, n° 88, 4 juillet 1933; ACS, Rome, CPC, b. 3192, ad nomen; *Documents de la gauche italienne*, Milan : "Prometeo", [1980?], p. 29).

(6) Deux sympathisants qui parfois souscrivaient pour "Prometeo".

(7) "Stelio" était l'un des pseudonymes du trotskiste ambigu Pistone.

(8) Enrico Russo (dit "Amedeo Bellini" et "Candiani") est né à Naples en 1895. Ouvrier métallurgiste et représentant de premier plan du mouvement syndical napolitain en 1919-1920, il resta au P.S.I. après la scission de 1921. Candidat sur les listes napolitaines d'"Unité prolétarienne" (présentées par les "serratiens" et par le PCd'I) aux élections législatives de 1924, il obtint 458 voix. Passé au PCd'I, il prit parti le 21 avril 1926, à la réunion qui se tint via Santi Quaranta au Lavinaio « pour liquider les derniers restes du bordiguisme dans l'organisation napolitaine ». « Le résultat... – a écrit Gaetano Marino – fut que nous avons rompu tout lien avec les bordiguistes; furent appelés à diriger le travail dans la province de Naples, Arcuno, Marino, Donadio, étudiant en pharmacie, Russo, syndicaliste, et Brandi, secrétaire des boulangers de luxe (qui passa aux syndicats fascistes en 1927) ». Plusieurs fois arrêté, Russo fut fiché le 20 novembre 1926. « Il fait de la propagande parmi les masses ouvrières – signala le préfet de Naples – avec de bons résultats, et du fait de son activité poussant à la révolte et néfaste, il est parvenu à obtenir la solidarité des ouvriers et des établissements métallurgiques dans lesquels il a travaillé, en occupant toujours une position prééminente. Il est capable de tenir des conférences. Dans la période de l'occupation des usines, il tint de nombreux meetings importants, excitant le peuple à la révolte et à la violence ». Condamné à trois ans et demi de relégation, il émigra clandestinement, en décembre 1926, à Marseille, où il entra au Parti Communiste Français. Membre, avec Mario La Rocca et Nicola Di Bartolomeo, du comité régional des groupes communistes de langue italienne, il fut impliqué le 19 juin 1927 dans les incidents qui éclatèrent entre socialistes et communistes à l'occasion de la commémoration de la mort de Matteotti, et il dut quitter la cité portuaire et déménager à Paris, où il fut arrêté pour avoir parlé au meeting du 1° mai 1928. Expulsé de France, il

se rendit en Belgique. Exclu du PCd'I, il adhéra à la Fraction bordiguiste, pour laquelle il signa le 15 septembre 1930, le document du "Secrétariat international provisoire de l'opposition communiste", *Sur les perspectives et sur les tâches de la révolution chinoise*, avec Ravazzoli et Tresso pour la Nouvelle opposition italienne, Andrade et Gorkin pour l'Opposition communiste espagnole et d'autres. Auteur, en 1931, d'un article sur la question syndicale et les conditions des ouvriers étrangers, il participa en 1935 au Congrès de la Fraction, où il présenta, avec Verdaro et P. Corradi, une résolution, majoritairement approuvée, par laquelle le groupe cessait d'être la « fraction d'un parti passé définitivement aux rangs de l'ennemi ».

Revenu de Barcelone, il eut une discussion à Paris, à la fin de 1936, avec Guido Picelli, qui s'apprêtait à partir pour l'Espagne après avoir rencontré d'autres réfugiés anti-staliniens (Angiolino Luchi, Alfonso Leonetti, Michele Donati, Giuseppe Bogoni). Il suggéra à Picelli (comme il nous le raconterait sur un mode coloré en 1971) : « Soyez prudents ! », et l'autre répondit : « Ne te fais pas de soucis » [Dialogue en dialecte napolitain (NdT)]. Revenu en Belgique et désormais en dehors de la Fraction, il devint membre de l'Union communiste, avec les frères Corradi et Renato Pace. Arrêté en 1939 à Bruxelles, où il vivait dans une grande misère, il fut interné dans le camp français de Saint-Cyprien et le 14 juillet 1940, il fut livré aux fascistes italiens. Relégué aux Tremiti, il fut dénoncé pour avoir dit que « l'Allemagne et l'Italie allaient mal finir. Elles feront la fin de Napoléon... ». Libéré en septembre 1943, il fut un des protagonistes de la scission du P.C.I. à Naples et le principal représentant de la Confédération Générale du Travail. Directeur en 1944 de "Battaglie sindacali", il adhéra au début de 1947 au P.S.L.I. et fit partie de sa direction nationale, puis, de 1953 à 1955, il dirigea le journal "Battaglia socialista". Il s'éteignit à Naples en 1973 (Russo Enrico, Test., Naples, 25 octobre 1971., AB, M7; ACS, Rome, CPC, b. 4498, fasc. 25124; Marino G., *Mémoires d'un communiste napolitain (1920-1927)*; "Movimento operaio", n. s., n° 5, septembre-octobre 1954, p. 748-749; Candiani [E. Russo]. *La question syndicale et la main d'œuvre étrangère*, "Bolletino interno de la Frazione di sinistra", n° 2, avril 1931; Di Bartolomeo N., *Affirmations sur les principes de l'unité syndicale...*, Naples : M. Ciccarelli, [1945?]). En 1931, De Leone traça ce bref "profil" de Russo : « À Naples, du fait d'une certaine activité développée dans la section métallurgique, il en devint le secrétaire...; en suite de quoi il s'inscrivit au P.S. où il resta même après la scission [de 1921]. Il a dû venir au P.C. avec les terzini. Tant que nous sommes restés dans le PS, il eut constamment une position anti-bordiguiste » (De Leone, M. Lettre, Annemasse, 10 avril 1931, BDIC, copie dans AB).

Le 10 juillet 1974, le docteur Fienga nous écrivit à propos de Russo : « Il entra au P.C.I. avec les terzini; il se rapprocha des bordiguistes à l'étranger avec lesquels il ne fut d'ailleurs pas toujours d'accord... » (Fienga B., Lettre, Naples, 10 juillet 1974, AB). Le 8 juillet 1975, l'ancien médecin envoya à l'AICVAS cette "biographie" de son vieil ami : « ... métallurgiste, marié avec des enfants, il fut secrétaire de la Fiom à Naples, puis secrétaire de la Bourse du Travail après Antonio Cecchi, et ensuite, quelques mois avant de partir de Naples, secrétaire provincial du P.C.I.. À l'étranger, il vécut en France où il fut persécuté par la police et par le groupe de Togliatti; il trouva abri en Belgique, et il adhéra à Bruxelles au groupe bordiguiste. En Espagne, il fut dans la colonne Lénine... Russo commanda l'action victorieuse contre le château d'Aragon. Opposé à la militarisation, il n'entra pas dans l'armée [populaire espagnole]. Le fascisme étant tombé, très suivi par les masses ouvrières napolitaines, il fut secrétaire de la Confédération Générale du Travail renaissante, où il fut ensuite remplacé par Di Vittorio. Il fit partie de la section communiste de Montecalvario, formée de vieux communistes en désaccord avec les jeunes communistes venus à Naples avec Togliatti (Reale, etc.) ... » (Fienga B. à Giuseppe Marchetti, Naples, 8 juin 1975, copie dans AB).

(9) Renato Pace (dit "Romolo") est né en 1903 à Rome. Après l'école élémentaire, il apprit le métier de mécanicien et, en 1918, il adhéra au P.S.I., puis il passa en 1921 au PCd'I. Secrétaire de la Fédération de la Jeunesse communiste du Latium, il est condamné le 3 décembre 1926 à la relégation pour la "durée maximale" de cinq ans. Ayant pris le maquis, il fut arrêté en janvier 1927, au cours d'une réunion politique clandestine. Son recours contre les effets rétroactifs des mesures de sécurité publique ayant été refusé, il fut conduit le 6 janvier 1927 aux îles Tremiti. Transféré ensuite à Ustica et à Ponza, il vota, avec Bordiga, Antonino Poce et 35 autres membres de la gauche, contre le document avec lequel le stalinien Giuseppe Berti réclamait la condamnation de Trotski, passé désormais – selon ses dires – parmi les contre-révolutionnaires « du fait de ses articles honteux dans la presse bourgeoise ». Arrêté en 1930 à Ponza pour avoir violé les obligations de la relégation, il purgea trois mois de prison. Libéré le 1^o janvier 1932, il resta à Rome jusqu'au 2 mai quand la Commission provinciale

l'assigna à la résidence forcée pendant trois ans. Un autre recours ayant été repoussé, il est de nouveau conduit à Ponza. Autorisé le 4 décembre 1932 à rendre visite à son père sérieusement malade, il trompa la surveillance et s'expatria clandestinement en Yougoslavie. Il traversa l'Autriche, vécut pendant deux mois à Zurich, puis il repoussa à Paris les propositions de Berti de se rendre en Russie. Il avait entre-temps reçu de Kiev quelques lettres du communiste Luigi Calligaris, qui démasquaient le "paradis soviétique" : « Calligaris, je ne sais pas comment il a fait pour me pêcher, car, quand je suis arrivé à Paris, j'ai enfin reçu ses lettres, il était encore libre. Il me disait alors qu'il travaillait dans une usine de Kiev, que, comme réfugié politique... il avait un traitement de faveur, qu'il allait bien... Mais il dit que les conditions sont comme ci, comme ça, et telles étaient les conditions des ouvriers russes, bref, un désastre, et du point de vue politique il semble qu'il militait dans un groupe d'opposition ».

Depuis Paris, il alla habiter à La Plaine-St Denis, partageant pour quelques mois une chambre avec Duilio Romanelli. Sévère critique de la stratégie stalinienne qui avait facilité en Allemagne le triomphe nazi, il se rapprocha des dissidents bordiguistes, en adhérant ensuite à la Fraction : « ... à peine arrivé à Paris, j'ai fait la connaissance de Corradi, Corradi Piero, un militant de la Fraction. J'étais déjà alors sur des positions critiques par rapport au parti, on a discuté, nos positions concordait passablement et j'ai pris contact avec eux ». Et la nuit entre le 22 et le 23 septembre 1933, il est arrêté à Saint Denis, tandis qu'il sortait de l'habitation de Renato Riccioni, avec Romanelli, Virgilio Verdaro, Luigi Danielis, Costante Mengoni et Amerigo Zadra, presque tous membres effectifs ou sympathisants de la Fraction. Pendant ce temps, il était exclu du PCd'I et son nom était publié, au début de 1934, par un des journaux du parti, "La nostra bandiera", afin qu'on le chasse de France. Frappé d'une mesure de "refoulement" (*), il est signalé, à la fin de la même année, à Paris où il habitait rue de Bercy. Après avoir refusé la militarisation, Pace resta en Espagne, travaillant comme tourneur dans les usines de production de guerre de Saillant, où il se trouvait encore, quand, le 12 mars 1937, il fut fiché par le préfet de Rome. « C'est un communiste fervent – écrivait le fonctionnaire fasciste – et un propagandiste qui s'enflamme pour ses idées; il a pris part à toutes les réunions et congrès du parti, en se signalant comme un élément violent et dangereux pour l'ordre public ». En mai 1937, Pace se battit à Barcelone, dans le voisinage de l'hôtel Falcón, contre les staliniens et leurs alliés : « D : Avez-vous tiré? R : Oui, oui. D : Étiez-vous tous là, tous en groupe? R : Oui, nous étions tous là, nous sommes rangés du côté de la classe ouvrière, parce c'était alors... la dernière tentative pour défendre, comprends-tu, une des conquêtes de la révolution, la dernière tentative ». À la fin de l'année, après avoir été occupé pendant 6 ou 7 mois dans les usines Tabora de Sens, il rentra en France, où il adhéra à l'"Union communiste". « Quand je suis revenu d'Espagne, j'ai reçu la dernière lettre de Calligaris depuis la Sibérie..., où il me disait : "Je suis en Sibérie". Il me parlait du pays, de la localité, des 30 degrés au-dessous de zéro avec une seule couverture, Calligaris était tuberculeux de guerre, il était... dans l'armée autrichienne parce qu'il était de Trieste, il avait fait la guerre avec les Autrichiens et il était tuberculeux de guerre, cela a été la dernière nouvelle que j'ai eue de Calligaris... ». Interné par les autorités françaises le 24 décembre 1941, il fut rapatrié en mai 1942. Immédiatement arrêté, il est condamné à la relégation pour cinq ans. Libéré seulement à la fin d'août 1943, il devint partisan dans la brigade Matteotti aux alentours de Rome. Après la libération, il adhéra au Parti Communiste Internationaliste, dans les rangs duquel il resta jusqu'en 1964 (Pace Renato, Test., Rome, 16 janvier 1972, AB, M5, 13; ACS, Rome, CPC, b.3633, ad nomen; ibidem, Relégation politique, fascicules personnels, ad nomen; Jacopo (G. Berti); [Rapport], mars 1930, APC).

(10) Bruno Zecchini (dit "Il biondo") est né à Venise en 1903. Mécanicien motoriste, il adhéra à 16 ans à la Fédération de la Jeunesse socialiste, et il passa, en janvier 1921, à la Fédération de la Jeunesse communiste, où il soutint toujours les positions de Bordiga. Arrêté le 18 avril 1921 à Venise au cours de la grève générale, il subit en 1923 une perquisition domiciliaire qui conduisit à la confiscation d'un document du secrétaire de la Fédération de la Jeunesse communiste de Venise qui le signalait comme un camarade exemplaire. "Délégué du Comité syndical national des métallurgistes", il déménagea à Milan en 1924, où il se fit remarquer comme agitateur et propagandiste. Suspendu pendant six mois par le PCd'I en 1926 pour ses positions de gauche, il s'opposa à la mesure en adressant au Comité Exécutif du Komintern un recours signé aussi par son beau-frère Ottorino Perrone, par Fortichiari, Damen, Repossi, Giusto Della Lucia et d'autres. Plusieurs fois agressé à Milan par les fascistes armés, il est "invité" le 27 novembre 1926 au siège du groupe fasciste Sciesa, situé Galleria Vittorio Emmanuel, « pour dire où se trouvait Perrone lui-même et donner des éclaircissements sur d'autres communistes ». Mais après une heure et demie d'"interrogatoire", il réussit à s'enfuir, en accomplissant un « saut mémorable » par une fenêtre,

qui lui occasionna des lésions qui ont guéri en 15 jours. Une tentative d'expatriation clandestine ayant échoué le 21 décembre (il est arrêté à Varèse avec sa sœur Ida), il fut renvoyé « avec feuille de route obligatoire » à Venise où il reçut une sommation et, le 1^o mai 1927, il fut incarcéré parce que soupçonné d'avoir diffusé, avec Edoardo Rigato, Secondo Banzato et Enrico Cesarin, des manifestes communistes qui incitaient à la révolte contre le fascisme. Fiché le 10 mai comme « communiste dangereux », il fut de nouveau arrêté le 24 juillet 1927 avec Banzato, Cesarin, Rigato et Luigi Grassi, sur l'accusation d'avoir tenté de réorganiser le parti communiste à Venise. Déféré au Tribunal spécial et acquitté pour insuffisance de preuves, il est envoyé en relégation à Lipari pour quatre années. Libéré en 1932, il s'expatria clandestinement avec Cesarin et Vittorio Morucchio. Exclu en février 1933 du PCd'I, il adhéra à Bruxelles à la Fraction de gauche. Expulsé l'année suivante de Belgique, il vécut à Paris jusqu'à la guerre civile espagnole.

Après le refus de la militarisation, il travailla comme mécanicien à Barbastro jusqu'en avril 1937, moment où il quitta l'Espagne pour s'établir à nouveau à Paris. Dans l'après-guerre, il fut membre du Parti Communiste Internationaliste et ensuite du Parti Communiste International (tendance Perrone-Maffi-Bordiga), jusqu'à sa mort qui survint à Paris en 1967 (Lionello Ernesto, Test., Venise, 26 décembre 1975, AB, M2, 18; Recours présenté à l'Exécutif de l'Internationale Communiste par les éléments de gauche frappés par des mesures disciplinaires, s.d., APC; ACS, Rome, CPC, b. 5560, fasc. 2069; ibidem, Min. Int., Dir. Gen. P.s., aff. gen. et ris., 1935, b.33E; *Un militant exemplaire : Bruno Zecchini*, "Il Programma comunista", 23 novembre – 6 décembre 1967, n°20).

(11) Gildo Belfiore est né à Padoue en 1906. Après avoir adhéré en 1920 à la Fédération de la Jeunesse socialiste, il passa en 1921 aux jeunes communistes. Collaborateur des Arditi del popolo, il fut dénoncé en 1922 pour port abusif d'armes. Émigré en France en 1924, il travailla, en qualité d'ouvrier, à Paris, à l'usine Decho. Retourné au pays en 1927, il s'expatria de nouveau en 1930, et il demeura quelque temps à Chambéry, avant de revenir à Paris. Expulsé de France, il fut condamné en 1935 à deux mois de prison pour y avoir séjourné illégalement. En 1936, il vivait dans des conditions d'indigence extrême, avec Mario Bramati, à Ivry, dans un "bidonville", et il sympathisa avec la Fraction de gauche. Blessé à Huesca (où il fut sauvé grâce à l'abnégation de Renato Pace), il s'enrôla ensuite dans la Brigade Garibaldi et il fit partie d'un groupe dénommé "Gatto Mammone", avec Modesto Davi, Antonio Lomi, Remo Pizzo et d'autres. Après la guerre d'Espagne, il connut la filière des camps d'internement français (Gurs, Vernet...). Livré en 1943 aux fascistes italiens, il fut relégué à Ventotene en février. Libéré à la chute du fascisme, il fut déporté en Allemagne le 10 septembre 1944. Dans l'après-guerre, il réintégra au Parti Communiste Italien (ACS, Rome, CPC, b.441, ad nomen; ibidem, Relégation politique, fascicules personnels, ad nomen; Alfonso Masset, Adolfo Brani..., Gildo Belfiore et d'autres. Lettre envoyée à "La voce degli italiani", *La vie de la Brigade Garibaldi*, "La voce degli italiani" n°113, 13 mai 1938; Belfiore G., À la commission pour la reconnaissance des mesures en faveur des réfugiés politiques, 30 mai 1959).

Francesco Fortini se souvenait d'avoir connu Belfiore « en Espagne où il est venu me trouver dans la tranchée en compagnie de Bruno Zecchini, puis il est venu plusieurs fois seul pour m'apporter des journaux à distribuer, nous sommes restés ensemble plusieurs heures et il m'a dit qu'il était de la ville de Padoue... C'était un plaisir de l'écouter, il avait la parole facile... Après la guerre, j'ai demandé [de ses nouvelles] à Pace et celui-ci m'a dit qu'il avait réussi à le retrouver, mais que depuis qu'il avait réintégré le parti ils avaient rompu toute correspondance » (Fortini Francesco. Lettre, Paris, 4 février 1977, AB).

(12) "Magrini" était le pseudonyme d'Aldo Garosci, historien et journaliste, qui combattit à Monte Pelato dans la colonne formée par les anarchistes italiens et par "Justice et liberté". Parmi ses oeuvres sur l'antifascisme et la guerre d'Espagne, rappelons *La vie de Carlo Rosselli*, Rome-Florence-Milan : Éditions U, [1946?], 2 vol.

(13) L'anarchiste Ernesto Bonomini. Meurtrier du fasciste Niccola Bonservizi, il avait purgé huit années de prison en France. En Espagne, il accomplit des tâches délicates et il collabora à "Guerra di classe", la feuille publiée à Barcelone par Berneri (et ensuite par Aldo Aguzzi et Domenico Ludovici) (ACS, Rome, CPC, b.740, ad nomen).

(14) Emilia Buonacosa est née le 19 octobre 1895 à Pagani (Salerno), et elle fut adoptée, toute petite, par Luigi Aufiero et Assunta Albano. Guère plus qu'adolescente, elle commença à travailler dans les conserveries Cirio de Nocera Inferiore, où elle subit un terrible accident. Opposée à l'intervention italienne dans la guerre, elle s'engagea avec force, au cours des "deux années rouges", dans les agitations politiques et économiques de la région de Nocera, adhérant au cours de ces mêmes années au mouvement libertaire, peut-être sous l'influence d'un des hommes importants de sa vie, le "vannier" anarchiste Ernesto Danio, auquel elle fut liée sentimentalement pendant

deux ans (Danio fut relégué à Lipari de 1927 à 1932, et il fut ensuite "prévenu" en 1933 en raison de son hostilité persistante envers le régime de Mussolini (après avoir été dénoncé pour avoir dit à un groupe d'ouvriers et de cochers de Pagani : « Vous avez payé régulièrement vos cotisations, mais quand vous êtes au chômage personne ne vous assure plus le pain », et : « Mais pourquoi donc crier par force vive le fascisme? Moi, je ne veux pas crier », [cette dernière citation est en dialecte et la traduction est approximative (NdT)]), il fut donc inclus, après son expatriation clandestine, sur la liste des "auteurs d'attentats", et, en 1936, à 56 ans, il prit part à la défense de Madrid et à l'expédition pour la reconquête des Baléares).

Pour en revenir à Emilia, après sa séparation d'avec Danio, sa vie s'entrelaça – vers la fin de 1922 – avec celle de l'ex-déserteur Federico Giordano Ustori, un anarchiste de Canosa, remis en liberté après avoir été acquitté, le 1^{er} juillet 1922, de l'accusation d'avoir participé à l'attentat du Diana. Après avoir épousé Ustori, Buonacosa émigra clandestinement en France à la fin de 1926, demeurant d'abord à Lille et ensuite à Paris où elle fit partie avec son compagnon, avec Schiavina et Rasi, du groupe anarchiste "Il monito" ["L'avertissement"], qui publiait le périodique homonyme. Ustori s'éteignit soudainement dans la capitale française, à 39 ans, le 2 novembre 1930, en raison des complications d'une intervention chirurgicale. « Tu connais son passé – écrivit dans "Il Risveglio anarchico" un camarade qui avait eu l'occasion de l'apprécier – et beaucoup de ses luttes et de ses tribulations... La nouvelle de la mort déchirante d'Ustori sera ressentie douloureusement par beaucoup de camarades qui l'ont connu en Suisse où il était venu en 1915 pour échapper à l'appel sous les drapeaux, à la plus terrible des servitudes. Il passa dans différentes villes, et il résida aussi pour quelque temps à Genève d'où il fut expulsé pour avoir participé à une manifestation pacifiste. La guerre une fois terminée, il rentra en Italie et il travailla comme linotypiste à Umanità Nuova. Mais accusé faussement de complicité dans l'affaire du Diana, il se réfugia une seconde fois en Suisse... Ayant été extradé, l'absence absolue de toute preuve de sa culpabilité le fit acquitter. Il vécut ensuite la vie dangereuse du révolutionnaire connu, menacé perpétuellement par le fascisme... ».

Ustori ayant disparu, Emilia continua son activité politique en collaborant en France avec Domenico Ludovici, Randolfo Vella, Michele Centrone et Nestor Makhno, l'anarchiste ukrainien qui avait donné beaucoup de fil à retordre aux bolcheviks. « Cette femme est très probablement dépositaire – tel était le soupçon des fascistes italiens – de nombreux secrets, car elle compte des amitiés dans tous les camps, elle reçoit beaucoup de correspondance, en particulier d'Amérique. Elle est continuellement en voyage, elle s'occupe de tous les camarades en toute occasion et, étant donné qu'il est moins facile de prendre des mesures de police contre elle, les anarchistes individualistes s'en servent souvent et volontiers pour leur travail... ». S'étant liée avec Piero Corradi, Emilia fut assidue, de 1930 à 1935, aux réunions antifascistes qui avaient lieu à Paris, puis, à la fin de 1936, elle partit pour l'Espagne où elle s'occupa des relations avec les anarchistes qui se trouvaient sur le front aragonais. « Camarade d'un très grand courage et pleine de détermination » (c'est ainsi que s'en souvenait un ex-milicien d'Espagne), elle participa, en mai 1937, aux combats qui opposèrent à Barcelone les libertaires et les poumistes aux modérés et aux staliniens. Revenue en France vers la fin de l'année, elle fut accusée par les espions de Mussolini d'avoir préparé, durant son séjour dans la péninsule ibérique, en compagnie de l'anarchiste Romano de Russo, un attentat destiné à être perpétré en Italie. Arrêtée à Paris le 9 juillet 1940 par les nazis et livrée le 19 octobre aux fascistes, elle fut envoyée en relégation pour cinq ans et conduite à Ventotene, malgré le recours qu'elle forma contre cette mesure.

À la chute de Mussolini, elle ne fut pas libérée immédiatement, mais elle fut transférée au camp de concentration de Fraschette di Alatri, où, le 27 août 1943, elle rédigea (elle en était aussi la première signataire) et adressa au Ministère de l'Intérieur une protestation énergique (signée également par Vicenza Raineri, par Julija Deskovic, par Maria Zalar, par Giovanna Bobek, par Apollonia Kemperle, par Desanka Belamaric et par d'autres reléguées et internées politiques, italiennes et slovènes) contre le mauvais traitement que les prisonnières subissaient. Relâchée le 6 septembre, elle resta jusqu'en 1946 à Nocera Inferiore chez ses parents adoptifs (qui furent toujours un solide point de repère dans sa vie tourmentée et généreuse), puis elle retourna à Paris, où elle habitait encore dans les années soixante-dix (ACS, Rome, Relégation, Fascicules personnels, b.164; ibidem, b. 314; Bibbi Bruno, Test., Carrare, 20 décembre 1973, AB, M4, 15; Morini Giuseppe, Test., Montreuil-sous-Bois, 29 septembre 1977, AB, M40, A; Federico Ustori, "Il risveglio anarchico", n° 809, 15 novembre 1930; ACS, Rome, CPC, b.1614, fasc. De E. Danio; ibidem, b. 2421, f. 53949; ibidem, b. 2422, f. 1204).

(15) Giuseppe Morini est né à Pellegrino Parmense le 13 avril 1904 dans une famille de socialistes. Son père était membre de la coopérative de consommation de Varone qui fut détruite par les fascistes en 1922. Ouvrier maçon, Giuseppe s'inscrit très tôt à la Fédération de la Jeunesse socialiste, puis il adhéra en 1921 au PCd'I et il collabora avec les Arditi del popolo pour endiguer les violences et les dévastations des fascistes armés. Après deux échecs de tentatives d'expatriation clandestine, il réussit finalement à entrer en France le 9 mai 1923 avec Gualtiero Negri, Luigi Forni et Alfredo Gerbella (ce dernier devait tomber plus tard en Espagne). S'étant établi à Paris, il intégra en 1924 les rangs du Parti Communiste Français (PCF) et en 1926 il prit la carte syndicale de la C.G.T.U., Fédération du bâtiment. Ayant refusé en 1928 les invitations des dirigeants du PCd'I de déménager à Moscou, il ne renouvela pas sa carte au PCF. En contact avec les opposants de gauche (Pappalardi, "Fosco", Bruno Proserpio, Aulisio, Zanchini), il n'adhéra pas cependant aux groupes bordiguistes, ni aux groupes trotskistes. Accusé d'avoir dévasté avec d'autres réfugiés le café d'un fasciste à Dudelange et trouvé en possession d'armes et de munitions, il fut arrêté avec Annibale Cairo et expulsé, en octobre 1928, du Luxembourg. Entré en Belgique, il y déploya pendant quelques années une activité communiste intense, en se cachant – paraît-il – sous le nom de "Bompari". Inscrit dans la Rubrique de frontière et, à partir de 1932, dans le Bulletin des recherches, soupçonné de faire partie de "Comités d'action", qui n'étaient pas mieux spécifiés, il continua de vivre, semi-clandestinement, en Belgique et en France. Opposé à la militarisation des volontaires en Espagne, il revint à Paris à la fin de 1936. Après la chute de la France, il entra au "maquis" (*) et prit part aux combats pour la libération de Paris (Morini G., Test., Montreuil-sous-Bois, 29 septembre 1977, AB, M40, A; ACS, Rome, CPC, b. 3421, ad nomen).

(16) Celso Persici est né le 9 décembre 1896 à Crespellano (Bologne). Ouvrier du bâtiment, il adhéra au syndicalisme révolutionnaire avant de passer au mouvement anarchiste. Arrêté le 14 décembre 1919 pour "excitation à la haine de classe", il fut acquitté le 14 mars 1920 "pour absence de preuves". Du 7 au 9 novembre de la même année, il participa à un congrès de jeunes révolutionnaires qui eut lieu à Bologne. Dénoncé de façon répétée, il fut fiché le 21 août 1924 par la Préfecture de Bologne, qui en signala les déplacements de secrétaire du Cercle libertaire d'études sociales de Bazzano, la correspondance qu'il avait eue avec Borghi et Binazzi et l'attitude "hautaine" à l'égard des autorités. Émigré en France en 1925, avec sa femme Libertaria Proni (une révolutionnaire qui devait être inscrite en 1933 dans le Bulletin des recherches), il assista le 5 juin 1925 à une réunion de l'Union syndicale italienne à Paris. Abonné en 1930 à "La lotta anarchica", il fut accusé l'année suivante par les espions fascistes de vouloir retourner en Italie, avec son frère Antonio, pour y accomplir un attentat sensationnel. Inclus dans la liste des "terroristes" bolognais résidant à l'étranger et membre – avec Giulio Bacconi – du Groupe anarchiste de Marseille, il déploya une propagande intense contre l'agression fasciste de l'Abyssinie.

Expulsé de France, il se réfugia en mars 1936 à Barcelone, où, le 19 et le 20 juillet, il se battit contre les rebelles et il fonda dans les jours suivants, avec d'autres anarchistes, un Comité révolutionnaire. Par la suite, il s'occupa, avec Ludovico Rossi, Renato Castagnoli, Ernesto Bonomini, Enzo Fantozzi et Francesco Barbieri, de l'organisation des premières colonnes de volontaires et il se consacra au contrôle de la frontière pyrénéenne ainsi que, dans une série de dépositions déconcertantes, le rapportèrent en 1939 et 1940 Vindice Rabitti, Emilio Strafelin et Riccardo Zanelli, en livrant aux préfets de police de Bologne et de Trente des centaines de noms d'antifascistes. En août 1937, Persici retourna à Marseille, où il resta jusqu'en 1938, quand il fut chassé, encore une fois, du territoire français. Ayant trouvé asile à Oran et arrêté pour infraction au décret d'expulsion, il resta en prison pendant un an. Rentré à Marseille, il déménagea à Nice après 1945, où l'un de nous fit sa connaissance trente années plus tard (ACS, Rome, CPC, b. 3879, fasc. 27716).

(17) Piero Corradi est né le 28 mai 1906 à Paris, où son père Luigi, originaire de Pellegrino Parmense, travaillait comme commerçant. Rentré en Italie avec sa famille, le jeune Piero retourna en France le 21 juillet 1923, avec son frère Ernesto. Une photographie, en notre possession, le montre à Paris, en compagnie de Lazzaro Bazzoni et d'autres communistes italiens, qui arboraient des faucilles, des marteaux et des drapeaux rouges. Dans la capitale française, il adhéra en 1924 aux Groupes communistes de langue italienne du PCF qui étaient dirigés par Lanfranchi, Macchi et Zanardi. Opposé à la "bolchevisation", avec laquelle la majorité du Parti Communiste Russe avait pour objectif de liquider les opposants dans tous les partis communistes, il participa en 1925 à la fondation du Comité d'entente parisien, avec Ludovico Rossi, Giovanni Tornielli ("Nero"), Bruno Bibbi ("Bianco" ou "Alfredo"), Fernando Borsacchi ("Pieri"), Giovanni Bottaioli ("Butta") et Michelangelo Pappalardi, lequel était

déjà hors du PCd'I, étant donné qu'il en avait démissionné à Marseille en 1923 (sa tentative d'y revenir, car il en fit la demande sur la suggestion de Bordiga, ne fut pas acceptée).

« Nous étions en majorité dans les Groupes du Parti et nous tenions des réunions de Fraction... à l'insu du Parti. Nous avons été découverts à cause d'un camarade qui avait reçu une convocation de Rossi, qui cumulait la fonction de secrétaire fédéral du Parti et celle de secrétaire du Comité de la Gauche; nous étions en réunion de fraction, dans un local du Parti, Michele était en train de vulgariser les articles de Bordiga, quand Gnudi nous tomba dessus. Il prit immédiatement prétexte, non seulement [du fait] que nous tenions des réunions fractionnistes, mais qu'elles étaient présidées par un élément qui était à l'extérieur du Parti. Rossi prit la responsabilité de la réunion et il fut le premier à être exclu ». Corradi ne fut exclu, lui, qu'en 1927. « Mon exclusion, ainsi que celle de mon frère, a eu lieu en 1927, suite à la réunion publique du Parti qui a fini à coups de poing ». Hors du PCd'I, il adhéra (avec Guglielmo Spadaccini, Renato et Bruno Pierleoni, exclus depuis longtemps du PCd'I, Alfredo Bonsignori, Ludovico Rossi et Guido Checchi, dit "Mostaccino") au groupe ouvrieriste de Pappalardi, un des deux "moignons" du bordiguisme en France.

S'étant détaché en 1929 du professeur de Campobasso, car en désaccord avec la condamnation du léninisme parue dans les colonnes de "L'ouvrier communiste", il devint, avec son frère Ernesto, membre effectif de la Fraction de gauche. Lié à l'anarchiste Emilia Buonacosa, il avait à Paris un petit atelier où il travailla pendant quelque temps avec Duilio Romanelli. Inscrit dans la Rubrique de frontière et dans le Bulletin des recherches, il fut inclus en 1933 parmi "les révolutionnaires fauteurs d'attentats" de la Préfecture de Parme, avec son frère Ernesto et Luigi Melli. À la fin de cette année-là, il publia dans "Prometeo" – en le signant Alpinesi – l'article : *La lutte de classe en Allemagne et l'incendie du Reichstag*. Signalé pour son assiduité aux manifestations antifascistes (avec les trotskistes "Fosco", Piccini et Bavassano, le bordiguiste Bruno Bibbi, les anarchistes Ernesto Bonomini et Quisnello Nozzoli, les gellistes Carlo Rosselli et Bruno Pierleoni, etc.), ami de Renato Castagnoli et d'Antonio Zanchini, il signa en 1935, avec Russo et Verdaro, au Congrès de la Fraction, une résolution où, ayant pris acte que la dégénérescence centrisme avait désormais conduit à « la trahison ouverte qui s'exprime dans l'engrènement de l'État russe dans une des constellations impérialistes qui débouchent sur un nouveau massacre mondial », les prolétaires sont invités à sortir des partis stalinisés, « qui sont passés au service du capitalisme mondial ». Le document s'achevait ainsi : « Il est entendu que, étant donné ces considérations, nous ne pouvons plus nous appeler fraction d'un parti passé définitivement dans les rangs de l'ennemi. On accepte la dénomination de fraction italienne de la gauche communiste ».

L'année suivante, il devint le principal représentant en France de la "minorité" de la Fraction et il exprima son désaccord avec les positions de la C.E. sur la question espagnole dans quelques interventions claires et nettes. Fondateur le 27 septembre du "Comité de Coordination", il entra ensuite dans l'"Union communiste" : « Parmi les membres de la minorité, il y a toujours eu des contacts entre ceux qui sont allés en Espagne et ceux qui n'y sont pas allés. Au retour d'Espagne, la rupture avait déjà eu lieu avec la Fraction, nous nous sommes intégrés dans un groupe de camarades français, parmi les quels le camarade Davoust. Dans ce groupe, il y avait aussi des camarades d'autres nationalités ». Signalé en 1942 à Heereskraftfahrpark, une usine de Lublin, il adhéra en 1945 au Parti Communiste Internationaliste (résolution Candiani, Gatto, Piero, *Le Congrès de la Fraction italienne de la Gauche*, « Prometeo », n° 123, 13 octobre 1935 ; Corradi P., Test., Paris, 10 novembre 1976, M7, 9 ; Corradi Piero, Lettre, Paris, 7 décembre 1975, AB ; Corradi P., Lettre, Paris, 28 décembre 1975, AB ; Oreste (E. Gnudi), Lettre, s. d. (juin 1926), APC, b.498, idem, Lettre, 26 juillet 1926, ibidem ; ACS, Rome, CPC, b. 1480, fasc. 22390. Un passage de l'article *Pour sortir du marais*, paru en août 1929 dans le n° 1 de « L'ouvrier communiste », fait probablement référence à la séparation de Piero et Ernesto Corradi d'avec Pappalardi. Cf. aussi : Min. de l'Int., Div. Police politique, etc.).

(18) Il s'agit de Pace.

(19) Mario Bramati (dit "Monza" et "Bramante") adhéra au PCd'I en 1921, et il subit ensuite, à Milan et à Monza, des agressions féroces et répétées de la part des fascistes. Ayant émigré clandestinement en France en 1927, il souffrit d'une faim indicible de l'autre côté des Alpes. Obligé d'habiter dans des taudis croulants à Saint Denis, à Vincennes et à Ivry, il dut s'adapter à une existence parmi les plus incertaines, entre chômage et misère. S'étant rapproché de la Fraction de gauche, il fut volontaire en Espagne. Ayant refusé la militarisation des colonnes, il travailla comme mécanicien, avec Renato Pace, dans l'usine de Saillent. « Pace est allé à l'extérieur de Barcelone –

se rappelait Emilio Lionello – pour travailler avec ce Bramati Mario qui est mort... ». En mai 1937, il se rangea dans la cité catalane du côté des anarchistes et du P.O.U.M. et il combattit sur les barricades contre la réaction modérée-stalinienne. Retourné en France à la fin de 1938, il passa par les camps d'internement de Barcarès, Saint Cyprien et Peaux, avec Emilio Lionello, Enrico Crespi et d'autres ex-miliciens d'Espagne. Enrôlé de force dans les compagnies de travail, il fut employé dans les travaux de fortification de la frontière franco-belge. Entré au "maquis", il tomba en 1944 en combattant contre les nazis pour la libération de Paris.

Emilio Lionello nous a parlé de Bramati dans différents passages de son témoignage : « Il y avait moi, en somme, Pace, Romanelli, un certain Bramati Mario qui est mort aux environs de Paris et qui était en Espagne avec nous, c'était un sympathisant du groupe bordiguiste, une très brave personne ». Et plus loin : « Depuis Paris (nous sommes partis pour l'Espagne), Cecchin, Mutello, Pace, moi, celui de Padoue dont je ne souviens pas comment il s'appelait [Belfiore], ce Bramati Mario qui était de Monza, nous dormions ensemble dans une baraque, à l'extérieur de Paris... » (Lionello E., Test., Venise-Mestre, 26 décembre 1975, p. 4-5). Le trotskiste Domenico Sedran ("Carlini") a rappelé lui aussi le calvaire de Bramati dans un témoignage que nous avons recueilli à Follonica en octobre 1980 (AB, P9, 25) et Francesco Fortini nous a dit de lui : « Tous les autres, y compris Mutello, Bramati, Morini, sont allés au contraire dans les milices du POUM et ont contribué à la constitution de la colonne Lénine qui s'est battue à l'asile d'aliénés de Huesca et à Quicena » (Fortini F., Test., Paris, 6 novembre 1976, AB, M 42).

(20) Costante Mengoni (dit "Mutello"), sympathisant de la Fraction. Né à Cis le 6 mars 1905, ouvrier, communiste, il émigra en août 1924 en Belgique où il travailla pendant huit ans comme mineur. Expulsé en 1932, il alla à Paris où il mena pendant quelques années une vie de "clochard" (*). En Espagne, il combattit sur le front aragonais dans la colonne Lénine, puis il passa à la colonne anarcho-gielliste, et il y resta pendant quelques mois : « Il était – nous a raconté Francesco Fortini, son ami intime – un type extraordinaire : il avait un sang-froid incroyable..., une fois, au front, une mitrailleuse s'enraya..., avec son calme, Mutello, sous une pluie de balles, commença à s'affairer pour la débloquer et il y réussit ». Revenu en France, il fut arrêté en février 1939 et interné au camp du Vernet. Livré aux fascistes en 1942, il fut relégué à Ventotene, bien qu'il ait eu une attitude peu résolue les jours précédents. Libéré en 1943, il mourut en 1968 (ACS, Rome, CPC, b. 3227, ad nomen; Fortini Francesco, Test., Paris, 6 novembre 1976, AB, M 42).

(21) Emilio Lionello (dit "Giacchetta") est né à Venise le 28 avril 1909. Charpentier métallique, il s'inscrivit à la Jeunesse communiste en 1926. Arrêté pour activité antifasciste le 23 novembre 1927, il fut condamné en 1929 par le Tribunal spécial à 4 ans et 2 mois de réclusion. Une fois sa peine purgée et soumis à 3 ans de surveillance spéciale, il émigra clandestinement en Yougoslavie avec Edoardo Rigato et Enrico Baldisseri. Accusé d'avoir agressé un fasciste à Paris en avril 1933, il fut frappé d'une mesure d'expulsion. Exclu du PCd'I avec Renato Pace et d'autres dissidents, il fut dénoncé publiquement, le 27 janvier 1934, par la feuille communiste "La nostra bandiera" : « Nous recevons du Groupe de Saint Denis (La Plaine) communication de l'exclusion du parti de Romolo (Pace), Giacchetta, Negrus,... ». Chassé de France en 1935, il revint malgré tout à Paris, où il habita longtemps dans les baraques de la banlieue(*).

Après avoir refusé la militarisation des colonnes, il resta à Barcelone où il travailla en usine; c'est là qu'il fut "surpris" par les événements de mai 1937 : « Je me trouvais... au Parisien. Je dormais là; il y eut quelques combats, sur les Ramblas, près du Barrio Chino, puis il y a eu quelques coups de feu localement. Il y avait aussi Pace et d'autres. Mais ce ne fut pas grand chose. En d'autres endroits, il y a eu des fusillades, ils ont arrêté des voitures, ils ont tué ceux qui étaient dedans, il y avait un désaccord très fort entre les anarchistes et les communistes. Ensuite, ça a été l'assassinat d'Andrès Nin, de Berneri, de Barbieri, ça a été l'assassinat de Landau, j'avais écouté quelques conférences de lui à Paris, je le connaissais ». Arrêté quelques semaines plus tard, il expérimenta – comme le trotskiste Placido Mangraviti – la dureté des prisons et des camps de concentration espagnols, où il participa à certaines manifestations bruyantes de protestation contre les stalinien. « Ils nous ont amenés au Modello de Barcelone et nous y sommes restés quatre mois. Après, je suis sorti, je suis retourné travailler en usine. J'étais dans un bar le soir, ils ont fait de nouveau une razzia, ils m'ont trouvé avec un document du P.O.U.M., ils m'ont coffré. Le chef de la police était un ex-fiancé de la femme de ce Lionello [le trotskiste Guido Lionello]. Pour différents motifs, ils ne m'ont plus lâché jusqu'à la libération. Dans un premier temps, nous avons fait différentes révoltes, dedans, nous avons mis le feu à la prison, tout cela, renversé les chariots, parce

qu'on était libre dans les cellules, il y a eu différentes mutineries avec des morts, des blessés, tout cela, et ensuite, tout nus, ils nous ont emmenés, cellule par cellule. Nous étions des centaines et des centaines, tous des prisonniers politiques de gauche, nous étions le bras des politiques, il y avait des anarchistes, ceux du POUM, Gironella, ... un autre, avec des lunettes, du POUM, ils nous ont transférés dans de petites prisons, ils en ont envoyé d'autres dans des camps de travail. Quand il y en avait un qui s'échappait, ils fusillaient ceux du groupe central de cinq et les deux autres groupes qui suivaient, ils l'ont fait plusieurs fois. Dans un second temps, ils nous ont envoyés nous aussi dans les camps, un anarchiste italien nous a sauvés... ». Revenu en France en 1939, il fut interné dans les camps de Saint Cyprien et de Peaux : « C'est là que s'est produite la plus grande bataille ... entre communistes et leurs adversaires, c'est-à-dire nous en somme. J'étais dans le groupe des dissidents, avec Guido Lionello, il y avait aussi un socialiste, un lieutenant blond, dont je ne me souviens pas du nom. Après que nous avons été expulsés, j'ai rencontré Gennaro Gramsci, j'ai rencontré différents types qui y ont été, des trotskistes, des bordiguistes et quelques groupes d'anarchistes ». La deuxième guerre ayant éclaté, il fut transféré à la frontière belge « pour y faire des canaux antichars », puis, après la percée du front, il rejoignit Bruxelles et en 1940, il retourna en Italie. Arrêté à la frontière, il fut envoyé au camp de concentration de Castello di Montalbano, dans lequel il fut retenu jusqu'à la chute du fascisme. Déporté en Pologne après le 8 septembre 1943, il revint à Venise au cours du second semestre de 1945 (Lionello E. Test., Venise-Mestre, 26 décembre 1975, AB, M, 18 ; ACS, Rome, CPC, b. 2791, ad nomen).

Nous publions quelques passages d'une protestation dramatique signée par Lionello et d'autres révolutionnaires détenus en 1938 à Barcelone dans les prisons républicaines : « ... Dernièrement, des centaines de prisonniers antifascistes ont été brutalement arrachés des prisons catalanes et employés à des travaux de fortification dans des camps de concentration. Cette mesure est absolument arbitraire. Aucune exception n'était prévue : bons et mauvais, garçons de 15 ans et vieux aux cheveux blancs, condamnés, inculpés... En un mot, les mêmes méthodes qui sont en usage dans les pays à régime fasciste. Malgré tout, ce nouvel affront fut supporté en silence. Nous sommes des militants antifascistes et nous ne pouvions pas refuser de nous rendre sur le lieu de combat qui nous avait été assigné. Nous aurions préféré le fusil et la tranchée, mais nous avons accepté sans protester la pelle et la pioche... Notre position était si sincère que, avant de partir pour le camp de travail, nous avons chanté les hymnes révolutionnaires dans nos prisons antifascistes... Quelle erreur de notre part! Le camp de travail devait être un nouveau degré de notre calvaire, le couronnement diurne des abus policiers et judiciaires, à cause de la terreur que les agents de la Tcheka et du SIM ont fini par imposer, au milieu de la bassesse générale. Dans les camps de fortification, pour humilier une fois de plus les sentiments révolutionnaires de nos camarades, les prisonniers antifascistes ont été sciemment mêlés aux fascistes et aux vulgaires délinquants de droit commun... Dans les camps de concentration, on travaille 11 heures par jour durant lesquelles il est rigoureusement interdit de parler aux autres. Saleté et misère font la loi. Beaucoup de nos camarades ont été victimes de la gale. D'autres, gravement malades, ne sont soignés en aucune façon... Jusqu'à il y a peu, les prisonniers étaient frappés avec la crosse des fusils ou des fusils mitrailleurs, mais l'une de ces armes étant partie toute seule et ayant blessé 5 ou 6 détenus, on a obtenu une amélioration (sic!), et pour frapper on n'utilise maintenant que des matraques et des nerfs de bœuf. Le chef omnipotent des camps de fortification est le commandant Astorga, membre du Parti Communiste d'Espagne et ex-détenu pour sept mois à la Prison Modello où, pour incompatibilité avec les prisonniers antifascistes, il était enfermé dans la 59^e galerie destinée aux prisonniers fascistes les plus connus. Cet homme est le seigneur et maître de la vie de nos camarades dans les camps de concentration. Personne ne contrôle ses caprices et personne ne rend compte de ce qu'il fait. Il est investi de pouvoirs illimités. Le régime de terreur a atteint son point culminant lors de l'assassinat froidement prémédité de 12 détenus parmi lesquels se trouvaient des camarades inoubliables...

Il y a quelques jours, deux prisonniers ont essayé de s'évader. Ceci étant venu à la connaissance du commandant Astorga, il a fait réunir tous les détenus, en mettant à part les 12 prisonniers qui occupaient la même baraque que les fugitifs. Ces douze jeunes n'avaient rien à voir avec l'évasion. Parmi eux – antifascistes, fascistes et délinquants de droit commun – il y avait peu de cordialité. De plus, les prisonniers n'étaient pas tenus de se surveiller mutuellement. Et d'ailleurs, après onze heures de travail, ils n'étaient certainement pas en condition pour veiller toute la nuit. Malgré ces circonstances, et pour qu'ils servent d'exemples, les douze jeunes ont été fusillés... ». Parmi les signataires de ce long document, Nicholas Sundelevitch, Walter Schwartz, Karl Braunig, Lionello, le

trotskiste Victor Ondzik, les poumistes Gironella, Llorens, Vila et d'autres (*Protestations des prisonniers antifascistes de Barcelone sur les assassinats et tortures infligés dans les camps de travail* (*), "Independant news", n° 48, 30 juillet 1938, p. 3-4).

Nous avons un portrait de Lionello grâce à la plume de Bruno Sereni : « Lionello, plus connu sous le nom de Giacchetta, vénitien de Venise, âgé de seize ans, fut condamné à quatre ans de prison par le Tribunal spécial. Au pénitencier, il est devenu un érudit du marxisme, et aujourd'hui il peut nous anéantir en citant Marx de mémoire. Une fois sorti de prison, il fit si bien qu'il réussit à fuir en Yougoslavie; il arriva à pied en Autriche. À Vienne, il fut aidé par la camarade Lerda qui lui donna les moyens pour arriver à Paris en traversant la Suisse. En France, sans métier, sans carte d'identité et de séjour, il a mené une vie que seul celui qui a fait un long séjour dans un pénitencier fasciste peut avoir la résistance morale et physique de supporter » (Sereni B., *À l'asile d'aliénés de Quicena*, "Libera Stampa", n° 104, 7 mai 1937).

(22) Salvatore Velotto (dit "Vicenzo" ou Vicienzo") est né à Barra (Naples) le 18 octobre 1899. Chaudronnier et vendeur ambulant, il adhéra au PCd'I en 1921. Dénoncé pour avoir écrit dans la rue, en mars 1923, des phrases à la louange du communisme, il fut arrêté le 28 septembre 1924, alors qu'il sortait de la maison de Bordiga. Incarcéré en novembre pour avoir lancé des "cris séditieux" et participé aux heurts contre la force publique au cours des funérailles du communiste Rafaele Perna, il fut condamné par contumace à 9 mois de réclusion. Émigré en 1926, il s'arrêta à Marseille où il vivait encore en 1930. Expulsé de France et de Belgique, il séjourna en Allemagne et en Lettonie. Revenu en France après la guerre civile espagnole, il fut condamné à 3 ans de détention pour infraction à un décret d'expulsion. Livré aux autorités italiennes en 1942, il fut assigné à la relégation pour 5 ans (ACS, Rome, CPC, b. 5346, fasc. 16182; Div. Pol. Pol., etc.). Francesco Fortini rappelait Velotto de la manière suivante : « Il vivait dans un hôtel près de la Gare de Lyon. Je crois que [nous étions] peu à savoir qu'il [avait] de fausses cartes, mais parfaites, qui lui permirent de vivre si l'on peut dire légalement jusqu'à la guerre. Je l'ai vu en Espagne : il était avec Morini et Cesarin dans l'artillerie du POUM, derrière nos tranchées. Je retrouvai Vincenzo en prison à la Santé tandis qu'il allait à la douche; il me dit : « S'ils ne te livrent pas aux Allemands, quand tu sortiras, avertis les camarades et surtout Fanfulla (Di Martino), son pays et ami d'enfance », avec lequel il avait été dans la même section de Barra depuis la scission de Livourne » (Fortini Francesco, Lettre, Paris, 16 mars 1977, AB).

(23) Pseudonyme de Russo. Revenu en France vers la fin d'octobre, Russo parla des événements espagnols dans des conférences remplies de monde qu'il tint à Paris et à Lyon. Les espions de Mussolini s'occupèrent aussi de ses initiatives, puisque l'un d'eux rapporta le 6 novembre 1936 de Paris : « Russo Enrico tiendra, sur une invitation unitaire, une conférence à Paris dimanche prochain. Au début de la lutte en Espagne, Russo est parti pour le front, élément habile, énergique, officier capable, il y a été immédiatement pris en grande considération. Mais Verdaro et les autres bordiguistes de Bruxelles ne pensaient pas la même chose que Russo sur la question espagnole. Ils ont affirmé qu'elle ne pouvait pas intéresser les révolutionnaires, et que ceux qui se laissaient transporter par le premier bruissement de feuilles, pour se cabrer comme un poulain furieux, accomplissaient une œuvre mesquine, à moins que certains inadaptés ne cherchent un emploi. Le coup était mauvais mais direct. Russo s'est rebellé, il a soutenu son point de vue, il a affirmé l'incompréhension de Verdaro et des autres sur la question espagnole, et que la thèse soutenue par eux était le fruit d'une incapacité et engendrait la trahison. D'où une lutte acharnée. Au côté de Russo, se trouvèrent immédiatement les frères Corradi et presque toute la Section de Paris; le groupe de Marseille et De Leone, qui avait été invité par les bordiguistes à Barcelone pour étudier la situation. Il est plutôt surprenant que le groupe de Paris invite [à la] conférence de Russo au nom de la minorité de gauche communiste, dans la mesure où il devrait représenter la majorité... ».

Un autre espion écrivit de Lyon le 12 novembre : « En permission du front espagnol où il combat en qualité de capitaine dans une des diverses colonnes antifascistes, monsieur Russo, d'une quarantaine d'années environ, napolitain, a été de passage ici mardi soir pour un cycle de réunions dans les milieux politiques antifascistes italiens. Réunion strictement privée, réservée aux seuls invités. J'ai noté : Barbato (Alfredo Barbati, NdR) pour les maximalistes; Trombetta et Scarmagnan pour les socialistes; Fabbri pour la Lidu, les deux fils Fabbri, les deux frères Pierleoni (Bruno et Renato, NdR) et Mustaccino (Guido Cecchi, NdR), pour "g.l.", Bevini pour les anciens combattants, Costana pour le front unique, Gino et Giovanni pour les communistes, deux représentants du comité

anarcho-syndicaliste espagnol, et une quinzaine d'anarchistes italiens à la tête desquels Buonsignore (l'anarchiste de Maremma Alfredo Bonsignori, ensuite milicien en Espagne, NdR).

La raison de ce cycle de réunions : Russo, théoricien d'une certaine notoriété, orateur persuasif et en même temps sympathique, fit un examen général attentif des événements d'Espagne, de leur préparation générale, de la fin et des objectifs de ceux qui les ont préparés, le fascisme international avec ses représentants, Hitler et Mussolini. Bien qu'il se déclare marxiste pur sang (je crois que les moyens pour faire ce cycle de conférences lui ont été fournis par les autorités catalanes), il met en garde les différents représentants de notre émigration politique en France contre l'intervention sournoise, après trois mois où l'on demande des armes en Espagne, de l'État soviétique. Il explique avec sa rhétorique facile que le peuple espagnol, même s'il doit se servir des armes qui lui sont envoyées par la Russie pour vaincre Franco (il commence ici à se faire des illusions sur celui qui vaincra), ne se soumettra pas à un régime de type communiste russe, et qu'il faudra laisser le droit aux travailleurs espagnols d'expérimenter dans la péninsule ibérique, qui sera demain entre leurs mains, ce régime syndical anarchiste qui est déjà instauré à Barcelone. Les ouvriers internationaux tireront un enseignement utile de cette expérience pour abattre le fascisme d'abord, et les démocraties ensuite. À part les deux communistes présents qui firent certaines réserves, tous les présents se mirent d'accord avec l'orateur pour une propagande à cette fin » (AC, Rome, CPC, b. 4498, fasc. 25124).

(24) Il n'y a aucun doute sur la grande importance des services rendus par Russo sur le front aragonais. Le 17 mai 1939, l'Espagnol Juan Blanch, dit J. B. Tarres, a dit à ce sujet à Bruxelles : « J'avais connu Russo au front, lequel était commandant des Milices et qui s'est distingué lors de la prise de Mont Tarragone (Aragón, NdR), HOMME DONT LE NOM SERA RETENU DANS L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE CONTRE FRANCO »(*) (ibidem)

(25) Il s'agit de Ciccio ou Ciccetto, un Milanais, qui ouvrit ensuite un restaurant à Barcelone (Morini G., Test., Montreuil-sous-Bois, 29 septembre 1977, AB, M 40, A).

(26) Francesco Fortini (dit "Cavallini", "Cavaliere", "Giacomo Verzini", "Giovanni Varenna" et "Cecchino") est né à Milan le 30 mai 1905. inscrit au PCd'I depuis 1921, il émigra clandestinement en Suisse en 1928. Après une rencontre avec Romano Cocchi à Bâle, il s'établit à Paris, travaillant pendant quelques années sur des chantiers de construction, sous la dépendance des "tâcherons"(**), et ensuite il déménagea à Saint Denis. Le 4 septembre 1931, en se rendant à la Gare de Lyon pour protester contre la visite du quatuorvir Emilio De Bono à l'exposition coloniale fasciste, il se jeta sur lui en criant : « Assassin! » et en s'agrippant à lui. Mais, aussitôt assailli par les policiers français, accourus pour protéger le dirigeant du parti fasciste italien, il est sauvagement frappé à coups de crosse de fusil et même avec une bicyclette. Sérieusement blessé à un poumon, il est retenu à l'infirmerie de la Santé seulement pendant très peu de jours (les autorités françaises craignaient un scandale du fait de la brutalité avec laquelle il avait été malmené), avant d'être accompagné, dès qu'il fut en mesure de se tenir debout, à la frontière franco-belge et d'être expulsé. À Bruxelles, il est aidé par le socialiste Lazzarelli, secrétaire du Fonds Matteotti, puis il a été arrêté et condamné à 3 mois de prison pour immigration clandestine. La peine une fois purgée, il est emmené à la frontière du Luxembourg. Revenu en France, il fut le protagoniste, en avril 1932, d'une violente protestation dans les locaux du Consulat italien à Paris, où il détruisit, avec Riccardo Molina, Mario Luschi et Umberto Silvestri, deux portraits de Mussolini et de nombreux objets. Chassé de France, il rentra clandestinement à Paris où il vécut pendant plusieurs années dans la plus profonde indigence, en compagnie de Costante Mengoni. Écarté du PCd'I et calomnié par lui, selon les habitudes des staliniens, il est inclus le 18 avril 1933 par la Préfecture de Milan dans les listes des auteurs d'attentats. Par la suite, il se rapprocha de la Fraction de gauche grâce à Piero Corradi par lequel il fut longtemps aidé.

En août 1936, il partit pour l'Espagne, avec Velotto, Mengoni, Cesarin, Morini et Bramati, et il s'enrôla dans la colonne des giellistes et des anarchistes italiens, avec lesquels il combattit à Monte Pelato le 28 août. Revenu en France, il fut arrêté à Paris en 1940 – en tant qu'étranger – et détenu pour quelques mois. Relâché, il resta dans la capitale française où il habitait encore à la fin des années soixante-dix (Fortini Francesco, Lettre, Paris, 21 janvier 1976, AB; ACS, Rome, CPC, b. 2129, fasc. 98454; "Le petit parisien", n° 20122, 2 avril 1932).

(27) Vasconi était, peut-être, le communiste Luigi Vascon, né à Megliadino San Vitale (Padoue) le 21 octobre 1889, ouvrier agricole, chef de syndicat et responsable à Santa Margherita d'Adige de la section du PCd'I. Plusieurs fois dénoncé pour activité subversive, il émigra en France dans les années vingt. Au mois de janvier

1937, il fut signalé à Perpignan avec Enrico Russo, Angelica Astolfi et Amedeo Gennai, tandis qu'il s'apprêtait à entrer en Espagne. Revenu en France, il résidait, le 4 janvier 1943, à Sainte Lirade (ACS, Rome, CPC, b. 5328, fasc. 98789).

(28) Edoardo Magnelli était originaire de Francavilla Marittima (Cosenza), où il était né le 28 juillet 1896. Après avoir fréquenté l'Institut technique de Catanzaro, il fut embauché à la gare ferroviaire de Bologne comme secrétaire surnuméraire. "Socialiste révolutionnaire", il déploya une très intense propagande contre l'intervention de l'Italie dans la première guerre mondiale. En 1916, il invita les travailleurs, dans les colonnes du périodique "Guerra di classe", à s'"insurger" contre la Fédération des métiers et les Coopératives socialistes, qui dénaturaient « le concept de la lutte de classe » lorsqu'elles demandaient aux ouvriers d'aller travailler dans les zones de guerre. « Par la fureur aveugle avec laquelle il professait – écrivirent les autorités de police – ses principes révolutionnaires et anti-guerre, par sa très grande activité susmentionnée dans la propagande délétère de ces principes, par l'influence dont il jouit désormais parmi les éléments les plus irréfléchis et violents du Parti socialiste local et de toute la région, par le caractère audacieux et résolu, violent, dédaigneux de tout principe d'ordre et d'autorité, il est à considérer comme un individu très dangereux aussi bien comme propagandiste que comme homme d'action... ». Fiché par la préfecture de Bologne le 12 juin 1916 et signalé comme « complice des déserteurs », Magnelli fut licencié le 2 octobre 1917 des chemins de fer. Renvoyé, avec feuille de route, à Francavilla, il déménagea en 1919 à Naples où il fut agressé, le 23 février, avec Gino Alfani, par les forces de l'ordre durant une manifestation. Élu, le 13 avril, membre de la Commission de la presse par le Congrès socialiste de la Campanie, il prit en 1920 la charge de secrétaire de la Bourse du Travail de Scafati. Retourné à Bologne, il y dirigea la Ligue des ouvriers du bois jusqu'au 23 novembre 1920, quand il fut arrêté sur l'accusation d'avoir participé, 48 heures auparavant, aux très graves événements du Palazzo d'Accursio, où avaient été tués 11 socialistes et le conseiller "combattant", l'avocat Giulio Giordani. Acquitté et libéré en février 1921, il entra au PCd'I. Émigré clandestinement en France à la fin de 1922 et expulsé de ce pays pour avoir participé en 1925 aux protestations contre l'attaque menée au Maroc par le général Pétain contre les patriotes d'Abd el Krim, il trouva asile à Bruxelles et à Anvers. Chassé de Belgique et du Luxembourg, il revint à Paris en 1931, où il adhéra à la Fraction de gauche et soutint "Prometeo" par de petits dons. Retrouvé en avril 1939 à Paris, où il était resté jusqu'alors illégalement, il fut condamné à 6 mois de prison par le Tribunal de la capitale et invité le 14 septembre, au moment de sa mise en liberté, à quitter la France sous 48 heures. Arrêté à Bardonecchia le 17 septembre, il fut envoyé en relégation pour 3 ans à Sant'Elia a Pianisi (Campobasso), où, dès que sa peine a été purgée, il fut détenu à partir du 15 septembre 1942 comme interné « dangereux dans des conditions de guerre ». La chute du fascisme ne provoqua même pas sa remise en liberté et le 25 août 1943 le préfet de Cosenza (dont dépendait Francavilla) demanda qu'il reste à Sant'Elia, parce que, « dangerosité attendue relégué politique ... de par ses très mauvais précédents, on ne considère pas comme opportune sa présence cette province zone militairement importante... ». Ce n'est qu'en décembre que Magnelli fut libéré et qu'il retourna à Francavilla et ensuite à Naples où il habitait encore 14 ans plus tard (Magnelli E., *La parole aux autres : Confédération du Travail ou Union Syndicale? "Il martello"*, Piombino, n°10, 25 août 1917; Battistelli Libero, *Les événements du Palazzo d'Accursio et l'assassinat de Giordani*, "Quaderno de La lotta", Bologne, 1969, p. 29 et suivantes; [Fraction de la gauche communiste...] *À tous les comités Fédéraux*, 8 août 1931, BDIC, copie en AB; ACS, Rome, CPC, b. 2929; ibidem, Relégation, fasc. personnels, b.592). En 1931, Magnelli – qui n'était pas encore membre de la Fraction – était en contact à Paris avec la bordiguiste Agostina, compagne d'un autre "militant" de la gauche, Federici. Bruno Bibbi nous raconta à propos de Magnelli : « ... Anvers, où habitait Magnelli, un camarade napolitain, un brave élément, dont je ne sais pas s'il est encore vivant. De toute façon, Magnelli est resté fidèle même après 1945 à la fraction et au groupe (Bibbi Bruno, Test., Carrare, 20 décembre 1973, AB, M4, 15).

(29) "Fosco" était le pseudonyme du trotskiste Nicola Di Bartolomeo (sur lui : Casciola P., *Notes d'histoire du trotskisme italien (1930-1945)*, Foligno : Centre d'études P. Tresso, 1986, p. 35-48).

Abréviations

AB : Archives du Comité pour la défense du Parc de la Petraia, du Comité pour la défense de l'ex Ilva et du Groupe naturaliste. Follonica.

APC : Archives du Parti Communiste Italien. Institut Gramsci. Rome.

App. : Appendice

ACS : Archives centrales de l'État. Rome.

BDIC : Bibliothèque de documentation internationale contemporaine. Nanterre.

CPC : Sommier politique central.

D.a.g.e.r. : Division des affaires générales et réservées.

Dir. gen. p. s. : Direction générale de la sécurité publique.

Div. pol. pol. : Division de la police politique.

Doc. : Document.

Fasc. : Fascicule.

Min. Aff. esteri : Ministère des Affaires étrangères.

Min. Int. : Ministère de l'Intérieur.

Test. : Témoignage.

NOTES

Préambule

(1) Le "projet" est publié en app., doc. 12.

(2) Le groupe ouvrieriste se constitua en 1927 sur l'initiative de **Michelangelo Pappalardi**, un professeur de lettres, né à Campobasso le 8 novembre 1896 dans une famille très religieuse (trois de ses sœurs étaient des nonnes). Étudiant à l'Ateneo de Naples et partisan de Bordiga, Pappalardi fut arrêté le 20 janvier 1921 après l'assassinat d'un adjudant des carabinieri, dans un conflit qui se passait à Castellamarre di Stabia, où le socialiste du Molise était, depuis avril 1920, secrétaire de la Bourse du Travail. Candidat aux législatives de 1920 sur les listes du PCd'I, il fut acquitté par la Cour d'Assises de Naples le 6 mars 1922 et remis en liberté. En avril, il succéda à Antonio Cecchi à la direction de la Bourse du Travail de Naples, qu'il conserva jusqu'à la fin de l'année, où il émigra clandestinement, avec Luigi Bello, en Autriche, pour ensuite se rendre en Allemagne et en France. Ayant démissionné du PCd'I, il résida pendant quelque temps à Marseille avec Bruno Bibbi, par lequel il fut aidé longtemps, et généreusement. S'étant installé à Paris, il y fonda, en 1926, un "Groupe autonome communiste", dont faisaient partie Lodovico Rossi, Bruno et Renato Pierloni, ainsi que Guglielmo Spadaccini, qui venaient d'être exclus du PCd'I, et il eut des rapports étroits avec Karl et Hedda Korsch qui se prolongèrent pendant toute l'année suivante. Expulsé de France en 1927, il y revint et il fonda les "Groupes d'avant-garde communiste"; il publia, jusqu'à la fin de 1929, "Le réveil communiste" ("Il risveglio comunista"), dans les pages duquel il polémiquait avec "Prometeo" sur les questions qui l'avaient amené, en juillet 1927, à la rupture avec les "perronistes" : la nature de l'URSS, le "redressement" du Komintern, les rapports entre léninisme et "marxisme occidental", la nécessité de la Fraction. Rédacteur, de 1929 à 1931, de "L'ouvrier communiste", il écrivait dans le premier numéro : « Gorter avait raison et Lénine tort. La ligne léniniste a mené aux pires défaites », la révolution mondiale a trouvé dans les partis communistes ses saboteurs. « Aujourd'hui ... il ne s'agit plus de sauver le Komintern en se cramponnant désespérément au léninisme comme le fait presque toute l'opposition, il s'agit de condamner, à la lumière de l'expérience historique, le léninisme lui-même ». En France, malgré la solidarité concrète de différents camarades, il vécut dans de graves difficultés ainsi que cela ressort d'une de ses lettres du 16 août 1932 : « Je t'assure d'ailleurs que même si tu me refusais toute aide, je n'emprunterais pas le chemin du retour, et je ne viendrais pas frapper à ta porte, à moins d'y être obligé par une force insurmontable. Malgré mes neuf années d'exil et de misère, j'ai encore assez de fierté... ». En 1939, il suivit Guglielmo Spadaccini à Buenos Aires et le 8 décembre 1940 il s'éteignait dans la capitale argentine (*Pour sortir du marais*, "L'ouvrier communiste", n°1, août 1929; ACS, Rome, CPC, b. 3724, ad nomen). Faisaient partie des "Groupes d'avant-garde communiste", Lodovico Rossi (figure exemplaire de révolutionnaire, adversaire irréductible des staliniens, puis anarchiste et volontaire en Espagne), Bruno et Renato Pierloni, Guglielmo Spadaccini, Adolfo Belloni, Guido Cecchi ("Mostaccino"), Alfredo Monsignori, Piero et Ernesto Corradi, Luigi Bello et Renzo Carrà (ACS, Rome, Min. Int., Dir. Gen. p. s., D.a.g.e.r., section 1°, 1930-1931, K1, b.32 : Mouvement pappalardien).

La lettre qui suit est une lettre envoyée par Bordiga à Pappalardi : « Naples, le 28 octobre 1926. Très cher Michele, je te réponds de la part de tous. J'ai sur la conscience vos lettres suivantes : les tiennes du 4/08 et du 4/09, celles de Bruno [Bibbi] du 3/07 et du 18/10... Canaille, diras-tu. Je l'accepte. Parmi les autres raisons, il y a eu celle de mon absence intermittente de Naples (les miens étaient à Formia) qui me compliquait le travail ... d'archivage. Ensuite, je comptais un peu sur les autres camarades et sur les Milanais que j'ai vus récemment. Sur les problèmes que vous soulevez, j'ai résumé mon opinion dans les quelques notes que je joins. Pour les affaires italiennes, beaucoup de camarades voulaient réagir aux mesures disciplinaires que tout le monde connaît. Ensuite, nous nous sommes mis d'accord sur la ligne ... de droite soutenue par moi, et l'on fera un recours dont tu auras copie. Quant aux Allemands, il y a quelques discordances entre nous et eux, parmi lesquelles celles dont tu nous avais bien avisé. Ils auraient cependant beaucoup de bonne volonté à se laisser influencer par nous : mais ils sont trop faciles à compromettre. Ils ont fait d'étranges manœuvres avec le groupe Fischer, ce que je désapprouve.

Tandis qu'ils se sont précipités ensuite pour se solidariser avec l'opposition russe de manière inconditionnelle, en reconnaissant Tr.(otski) plus à gauche que Zin.(oviev), même si auparavant ils le considéraient comme à droite, ils sont maintenant indignés par la soumission contre laquelle ils voudraient un manifeste international, ou du moins dans le sens que nous ramassions le drapeau que les autres ont laissé tomber.

« Je suis résolument pour une ligne d'action d'attente. Je connais les objections, mais je leur ai rappelé qu'une des erreurs de l'Internationale actuelle a été d'avoir coupé le travail d'élaboration "spontané" pour organiser matériellement un "bloc d'oppositions". Malgré l'influence de la révolution d'Oct.(obre) et de Lénine, l'erreur a été irrémédiable. Lénine lui-même, de toute façon, même après avoir prononcé l'acte de décès de la deuxième, et malgré le "temps" infernal des événements, a attendu de 1914 à 1919. Même ceux qui considèrent que "le 4 août est passé" ont donc encore du temps. Il faudrait bien autre chose pour discuter de cela. On comprend qu'aujourd'hui le confusionnisme travaille et se diffuse : malgré cela, nous ne devons pas nous faire flanquer dehors. Je t'écrirai plus souvent. Donne-moi des nouvelles. J'ai lu les opuscules, ils vont bien, à part quelques modifications – très secondaires – qui, apportées à la forme, ont parfois légèrement changé la pensée. Mais c'est pour moi peu de choses. Je n'ai pas eu, tu le diras à Bruno [Bibbi], les livres de Trotski. Je ne sais pas pourquoi, mais la Corr.[espondance] Int.[ernationale] ne m'arrive plus depuis des mois. Quant aux autres publications, j'ai la R.[évolution] P.[rolétarienne] jusqu'au numéro de mai, les Cahiers jusqu'au n° 56. Je voudrais la R.[évolution] P.[rolétarienne] dans la mesure où vous pensez qu'elle est intéressante. Je ne risque pas de suivre en totalité le matériel des Allemands parce que je n'ai entre les mains personne qui connaisse bien l'allemand... Il n'est pas exact que Prometeo sortira... Bruno [Bibbi] a mal compris Ottorino [Perrone], certainement. Vous avez tous beaucoup de saluts amicaux. (écrit au stylo) Amadeo. (écrit au stylo) Saluts, Ippolito [Ceriello] ». (Copie dans AB).

(3) Sur la Fraction : La gauche communiste italienne, 1927-1952, S.I. : Courant communiste international, 1984; Bilan, 1933-1938 : articles sur la guerre d'Espagne, Revue internationale, n°1, novembre 1976.

(4) Toutes les correspondances de Corradi relatives à la guerre civile espagnole, ainsi qu'un témoignage de Virginia Gervasini sur De Leone, sont reproduits en appendice.

Des années napolitaines à l'exil en Russie

(1) « Poète discret, il collabora à des revues littéraires d'avant-garde... » (Fienga, à Giuseppe Marchetti, Naples, 8 juillet 1975, Copie en AB). Bruno Sereni fait allusion aux livres de De Leone (que nous n'avons pas retrouvés, mais qui seraient utiles pour reconstruire sa formation culturelle et pour mieux connaître son chemin vers l'engagement politique) : « S'étant ensuite consacré au socialisme et à l'organisation syndicale, il cherchait dans les éventaires des bouquinistes deux de ses livres de poésies très bien accueillis par la critique et par le public qu'il se dépêchait de jeter dans les flammes de la cheminée » (Sereni, *À Barcelone avec les combattants*, "Libera Stampa", n° 171, 28 juillet 1937).

(2) Après la mort de De Leone, les membres de la Fédération de Barcelone de la Fraction de gauche écrivirent : « Durant la guerre mondiale, il se rebella contre la formule opportuniste et équivoque du Parti socialiste italien : "Ni adhérer, ni saboter" et il lutta infatigablement pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile de classe » (*El gruppo de Barcelona de la fracci3n de la Izquierda comunista italiana*, "La batalla", n°87, 11 novembre 1936).

(3) De Leone, Déclaration dans "Il soviet" n° 32, août 1919. Selon la préfecture de Naples, De Leone aurait pris la carte du P.S.I. en juillet 1919 : « De Leone Mario, ex-employé de la Société napolitaine du Gaz, a attiré l'attention de la police locale en juillet 1919, alors qu'il s'inscrivait au parti socialiste et était nommé membre de la Commission exécutive de la Bourse confédérale du Travail » (Préfecture de Naples. Min. Int., Naples, 18 juillet 1925, ACS, Rome, CPC, b. 1673, fasc. 615).

(4) Souscription permanente pour "Il soviet", "Il soviet" n° 41, 5 octobre 1919 et n° 20, 8 août 1920; Le groupe de Barcelone de la Gauche communiste italienne. Le camarade De Leone, "Prometeo", n° 138, 22 novembre 1936. Bruno Sereni a écrit que « De Leone avait été un membre de la commission exécutive de la Bourse du Travail de Naples. Avec l'ingénieur Bordiga, il appartient de la fraction abstentionniste du PSI, laquelle devait plus tard à faire partie du parti communiste » (Sereni, À Barcelone avec les combattants, Libera Stampa, n° 171, 28 juillet 1937).

(5) Fienga. *Nous les renégats du dieu qui a failli*, Naples : "La meridionale", 1951, p. 30 (De Leone y est rappelé comme un "poète délicat"). Pour la Préfecture de Naples, l'adhésion de De Leone au PCd'I aurait eu lieu en novembre 1921, mais l'information n'est pas digne de foi (Préfecture de Naples. Profil du 18 septembre 1925, ACS, Rome, CPC, b. 1673, fasc. 615).

(6) **Ferruccio Virgili** est né à Falconara, le 5 mai 1891. S'étant installé à une époque non précisée à Naples, où il était mécanicien à l'Ansaldo, il était devenu franc-maçon. Revenu en Italie le 7 mai 1934, il fut radié en 1938 des listes des antifascistes (ACS, Rome, CPC, b.5435, fasc.17969; sur le voyage en Russie : Bernardino Fienga. Textes, Naples, 11 novembre 1974, AB, M7, 16). Sur le peu de connaissances techniques de Virgili : D. Corneli. Le stalinisme en Italie et dans l'émigration antifasciste, p. 35-37.

(7) Gatto Mammone (Virgilio Verdaro). *Comment on est en train d'assassiner la camarade Mariottini dans la Russie des Soviets*, "Prometeo", n° 127, 26 janvier 1936, dans lequel on peut lire que pour blâmer la Mariottini « on doit se souvenir du fait qu'elle n'avait pas dénoncé à la Guépéou une réunion soi-disant illégale qui, durant l'Élargi de 1926, se serait tenue dans ma chambre du Lux, où je me trouvais malade et dans laquelle Bordiga, encore membre de l'exécutif de l'I.C., fit un bref rapport sur la situation italienne ». Sur la présence de Bordiga à Moscou en février-mars 1926 : "Les dix premières années de vie du Parti Communiste Italien" : documents inédits des Archives Tasca présentés par Giuseppe Berti, Annales/Institut Feltrinelli, 8, 1966, p. 258-273; De Clementi à Amadeo Bordiga, Turin : Einaudi, 1971, p. 240-246.

(8) Copie de la note de l'Ambassade de Moscou du 24 mai 1928, objet : Communisme italien en Russie. Sur les célébrations du dixième anniversaire de la révolution russe, cf. Trotski, *Ma Vie*, Paris, Rieder, 1930, v.3, p.273-275. Pizzirani avait été condamné à la prison à vie le 3 avril 1923 pour les événements du Palazzo d'Accursio à Bologne.

Virgilio Verdaro, dit "Gatto Mammone" ("pour son incroyable predilection pour les chats"), est né à Balerna (Lugano) le 28 juin 1885. Citoyen helvétique, polyglotte estimé, il est licencié es lettres et il enseigne l'histoire à Florence. Inscrit au P.S.I. depuis 1901, anticlérical et antimilitariste, il professe – c'est ce que rapportera la Préfecture de Police florentine le 2 novembre 1918 – "les principes socialistes révolutionnaires" et il déploie dans la cité toscane « une active propagande de sabotage de notre guerre ». Interné à Cortona et à Cosenza, il est condamné à Forlì le 3 août 1917 à deux mois de réclusion. Au cours des "deux années rouges", il tient d'innombrables meetings et conférences en Toscane et ailleurs. Représentant national de la Fraction communiste abstentionniste, il collabore à "Il Soviet" et il préside à Florence, en mai 1920, la Conférence nationale de la Fraction. Ayant adhéré au PCd'I en 1921, il est expulsé d'Italie quelques mois plus tard. Une tentative pour y revenir clandestinement ayant échoué, il réside à Steinach et à Vienne, puis il émigre en U.R.S.S..

À Moscou, il enseigne à l'Université pour les étrangers et il loge dans une chambre de l'Hôtel Lux, où Bordiga, membre de l'Exécutif du Komintern, fait, en février 1926, un court rapport sur la situation italienne. Avec sa seconde femme, Emilia Mariottini, il travaille à une "Histoire du mouvement ouvrier international" qui lui sera confisquée par les autorités soviétiques. Signataire avec Ersilio Ambrogi, au début de 1927, d'une lettre à Perrone, il est exclu du Part Communiste Russe (« sur l'instigation du parti italien sous prétexte qu'il faisait cause commune avec le trotskisme ») le 10 mai 1929 avec Ambrogi et Arnaldo Silva. En mai 1931, il quitte la Russie, où il est obligé d'abandonner sa femme enceinte car il est totalement privé de ressources. Après avoir rencontré, en juin, Bibbi à Paris, il réussit, à la seconde tentative, à entrer en Belgique, où il appuie Perrone dans la rédaction de "Prometeo", et il y développe pour la Fraction une intense activité politique qui l'amène souvent en France. Là, à Saint-Denis, il est arrêté en 1933, avec Amerigo Zadra, Mengoni, Pace, Duilio Romanelli et Luigi Danielis, à la fin d'une réunion dans la maison de Renato Riccioni ("Calzolari"), et il est expulsé vers la Suisse.

À Moscou, pendant ce temps, la situation de la Mariottini, après la naissance, en octobre 1931, de son fils Vladimiro, est devenue très difficile : ayant refusé de se dissocier de son mari, elle est expulsée en novembre 1933 du parti et licenciée de son travail. « Se pose alors à cette dernière – c'est ainsi que Verdaro dénoncera en 1936 le

drame de sa femme et les lourdes responsabilités des dirigeants du PCd'I – le dilemme monstrueux : ou signer la déclaration de rompre tout rapport avec le "contre-révolutionnaire" ou sinon la faim pour elle et pour son enfant. La Mariottini refuse ce marché abject; on l'expulse du parti, on la chasse de son travail, on lui enlève la carte de pain. Le syndicat refuse d'intervenir; le Mopr [le Secours rouge, ndr] fait de même. De chagrin, la Mariottini se fait du mauvais sang. Elle tombe gravement malade. Et le petit aussi. Ils restent pendant trois jours dans l'impossibilité de se procurer de la nourriture ». Le 8 décembre 1934, le bébé meurt de privations et la mère est chassée de sa maison.

À Bruxelles, Verdaro participe à presque toutes les réunions de la C.E. et en 1935 il signe avec Russo et P. Corradi, au congrès de la Fraction, une résolution par laquelle les bordiguistes cessent de se réclamer du PCd'I, désormais stalinisé et ennemi du monde du travail, pour prendre le nom de "Fraction italienne de la Gauche communiste". Puis, "Gatto Mammone" rend public dans "Prometeo" et "Bilan" le calvaire que les « gangsters de Moscou » – et leurs complices italiens, qu'il harcèle durement – continuent à infliger à la Mariottini qui est encore retenue dans la capitale russe (et qui devra y rester jusqu'à la fin de 1936, quand, après tant de souffrances, on lui permettra enfin de partir pour la France).

Convaincu, depuis le 26 juillet 1936, qu'une "solution prolétarienne" ne pouvait s'annoncer en Espagne, Verdaro fait partie de la majorité de la Fraction. Auteur, dans le n° 139 de "Prometeo", de l'article : *La nouvelle position de la minorité signifie équivoque et duplicité*, et dans le n° 35 de "Bilan" d'un essai intitulé : *La tragédie espagnole*, il continue à s'occuper de la parution du journal et de la revue, et en octobre 1938, il rédige "Octobre". Puis, en mai 1940, il revient en Suisse où il reste jusqu'en 1947, quand son article : *En marge d'un anniversaire* paraît dans "Prometeo". Entré au parti socialiste et élu conseiller municipal du Canton du Tessin, il s'éteint à Pontassieve au début des années soixante. Informé de son décès, Amadeo Bordiga écrit une longue lettre de condoléances à la Mariottini (...).

Nous reproduisons ci-après une lettre envoyée par Verdaro à Ambrogi en 1931 : « Très cher, comme je te l'ai déjà écrit, j'ai facilement résolu le problème de mes papiers personnels. Il semble cependant que je m'arrêterai à Bruxelles; le passeport suisse, au-dessus de tout soupçon, me facilitera du reste d'éventuels déplacements ailleurs. On ne pourra pas trouver aussi facilement la solution au deuxième problème : celui des dispositions à prendre du point de vue économique, mais ce n'est pas un problème isolé en soi. Mario [De Leone], tu le sais, veut changer de métier et de résidence, et serait-il disposé à transporter ses pénates à Bruxelles...? Crois-tu que ce soit précisément ce qu'il faut faire de rester à Berlin où tu vas consommer tes ressources financières alors que l'épée de Damoclès est toujours suspendue sur ta tête et que tu ne dois ta tranquillité momentanée qu'à la complaisance de Severins et des sociaux-démocrates? Bruxelles est aujourd'hui la ville la plus favorable pour un proscrit politique : elle le fut également dans le passé, souviens-toi de Marx qui y a écrit le Manifeste communiste... [Et] tous ensemble – Mario, toi et moi, et pas Marx, tu entends! – ... ne serait-il pas possible de trouver le moyen d'installer des kiosques pour joindre les deux bouts? ... Du point de vue politique et du point de vue objectif de notre [activité] de fraction, je crois également qu'il serait utile de concentrer toutes les forces : Ottorino est obligé de faire tout presque seul depuis tellement de temps – ici à Bruxelles, un camarade tout au plus peut lui fournir une certaine aide –, et d'autre part il est écrasé par son travail de bureau... ». L'aide des camarades de Paris – « tous de bons camarades » – consiste « me semble-t-il dans l'idée, qui du reste fait son chemin parmi eux, de vouloir transporter également à Bruxelles, à côté du journal, le Centre directeur de la fraction ». « En centrant ici à Bruxelles toutes les forces disponibles : Mario, toi, ... on pourrait facilement et rationnellement se partager le [travail politique] selon les aptitudes et les dispositions particulières de chacun de nous, [et si] chacun de nous a des lacunes, tous ensemble nous sommes en mesure de compléter les déficiences de l'autre et de constituer un bon "ensemble" (?) que nos centristes ne réussissent sûrement jamais à mettre en place. Je ne crois pas que nous puissions nous permettre le luxe d'une "sentinelle avancée" à Berlin, qui ... pourrait être "soufflée" d'un moment à l'autre... Je te joins le projet de réponse d'Ottorino au "Vieux" (Trotski, ndr)... » (Verdaro à [Ersilio Ambrogi], juillet 1931, BDIC, copie dans AB).

(9) Robusto Biancani est né à Tatti le 28 avril 1899. Soldat au cours de la 1^o guerre mondiale, socialiste, il est passé au PCd'I en 1921. Condamné – avec Giuseppe Maggiori, Domenico Marchettini ("Il ricciolo" ["Le bouclé"]) et Albano Innocenti – à la prison à perpétuité par la Cour d'Assises de Grosseto pour l'assassinat en 1922 d'un pays, considéré comme fasciste, et de son neveu (un jeune ingénieur républicain de Vetulonia), il se réfugia à

Moscou. Inclus dans la liste des "auteurs d'attentat" de Grosseto (avec le maximaliste Adolfo Catoni et les anarchistes Angiolino Bartolommei, Beroldo Bianchi, Settimio Soldi, etc.), il résidait encore dans la capitale soviétique durant le second semestre de 1936. Marié avec une femme russe et père de deux fils, il envoya le 23 avril 1937 à un certain Martelli de Tatti un tract dont le titre était : *Les troupes italiennes trompées par Mussolini fraternisent sur le front de Guadalajara avec les volontaires du Bataillon Garibaldi et avec les républicains espagnols*. En rapport épistolaire avec un de ses parents de Massa, le mineur Natale Spreafico, Biancani fut arrêté durant les purges staliniennes et assassiné à Butovo le 3 juin 1938, avec Arnaldo Silva, Gino Comelli, Gino De Marchi, et Mario Menotti (...).

(10) Lettres et documents d'Ersilio Ambrogi, 1922-1936, p. 249 et sq. Les trois exclus, accusés entre autres de conserver des relations avec des éléments chassés du PCd'I, avaient motivé, dans leurs réponses, leurs infractions disciplinaires en dénonçant la bureaucratisation du PCR et les graves difficultés qui en découlaient pour les opposants, en soutenant le droit des exclus à s'organiser en fraction, et en réaffirmant que le Comité central du PCd'I, nommé par le Komintern après l'arrestation de Bordiga en 1923, ne représentait pas les communistes italiens.

(11) Lettres et documents d'Ersilio Ambrogi, p. 264-267. La C.E. de novembre 1936 se référa à cet épisode : « Quand le groupe des émigrés politiques de Moscou retrouva un sursaut d'énergie contre les castrés politiques du centrisme italien, De Leone fut élu secrétaire de ce groupe. Naturellement, sa nomination fut immédiatement annulée d'en haut et le comité de Moscou du PCR imposa un nouveau secrétaire ayant sa confiance..., le fameux provocateur Vecchi, le futur héros de la tragi-comédie de Sartrouville » (En mémoire de Mario De Leone, Prometeo, n° 138, 22 novembre 1936). Ayant quitté l'U.R.S.S., Eros Vecchi (qui est né à Mirandola en 1902) aida les fascistes à arrêter Camilla Ravera. Sa trahison ayant été découverte, il fut attiré par quelques communistes italiens le 25 octobre 1930 dans un piège à Sartrouville et il y fut "condamné" à mort. Mais, bien qu'un des projectiles des exécuteurs l'ait touché à la tête, il réussit à s'échapper, provoquant ainsi un scandale sensationnel.

(12) Ambassade d'Italie en U.R.S.S. au Min. Int., Dir. Gen. p.s., CPC. etc., etc.. **Plinio Trovatelli** est né à Piombino le 20 janvier 1886. Tourneur dans un établissement local, il fut "militarisé" en 1915 et transféré dans les installations sidérurgiques de Savone. Membre du PCd'I en 1921, il est désigné comme délégué en mai pour participer au III^e Congrès de l'Internationale Communiste qui devait se tenir à Moscou dans les deux mois suivants, pour examiner, entre autres, la "question italienne". Parvenu à Berlin avec Franz Cinseb, il fut arrêté en juin à Görlitz. Relâché alors que le congrès avait déjà commencé, il interrompit son voyage vers Moscou, il revint en Italie, où en 1922 il joua le rôle de "garde rouge" auprès de la délégation russe qui participait à la Conférence internationale de Genève. Arrêté à Savone en 1923, il émigra en juin en France, où il resta jusqu'à son expulsion en 1925. Il partit alors pour Moscou où il travailla d'abord dans les bureaux de la Gomsa et ensuite à l'Institut aérodynamique Zaghi dans lequel il resta six ans. Fiché par la Préfecture de Livourne le 4 juillet 1928, il fit partie, avec De Leone, de la direction du Club des émigrés italiens dans la capitale russe. Accusé d'"opposition trotskisto-bordiguiste", il est exclu du PCR à la fin de 1929. Inclus, quatre ans plus tard, par la préfecture de Livourne, parmi les "auteurs d'attentat" de la province, il fut rayé de la liste le 24 janvier 1934 avec d'autres communistes. En Russie il s'était pendant ce temps « isolé le plus possible », se consacrant seulement au travail qu'il menait dans l'entreprise cinématographique "Mejrabpomfim", dirigée par Mísiano.

Le 18 décembre 1936, en plein durant les purges staliniennes, il s'adressa à l'Ambassade italienne de Moscou afin d'avoir un passeport pour la Belgique. Au cours de l'entretien, il raconta que, bien que pensant depuis longtemps à se présenter au siège diplomatique, il s'était « abstenu jusqu'à présent de le faire, non seulement en raison des conséquences éventuelles d'une telle démarche », mais aussi parce qu'il était marié avec une femme russe, Daria Balandina, avec laquelle il avait eu un fils. Bien que l'ambassadeur ait soupçonné qu'il ait voulu se joindre au groupe bordiguiste de Bruxelles, il lui délivra le document le 15 février 1937, rapportant à ses supérieurs que le réfugié, évité à Moscou par les autres émigrés, à l'exception d'Emilia Mariottini et de Renato Cerquetti, avait renoncé aux « erreurs passées ». Le 24, la même source ajoutait que Trovatelli, bien que n'étant pas disposé à répudier sa foi anti-fasciste, avait pris l'engagement de ne pas mener d'activité politique en Belgique. Trois mois après, l'ouvrier de Piombino attendait encore en Russie que sa femme et son fils soient autorisés à le suivre. En juillet, Trovatelli se présentait, avec Ersilio Ambrogi, à l'Ambassade italienne de Bruxelles, où il raconta qu'il avait refusé les propositions qui lui avaient été faites en Belgique par les membres du Secours Rouge international

et par le Fonds Matteotti. Surpris quelques mois plus tard par la gendarmerie locale tandis qu'il aidait des bordiguistes à distribuer dans la rue des feuilles anti-staliniennes, il est frappé par une mesure d'expulsion, suspendue grâce à l'intervention du Fonds Matteotti. À partir de ce moment-là, il se tint à l'écart de la politique active, se bornant à travailler dans le magasin de chaussures de l'anti-fasciste Ovidio Moriani. Rejoint au début de 1938 par sa femme et son fils, on le remarqua quelquefois à Bruxelles avec le professeur Verdaro. Revenu au pays le 18 juillet 1942, il arriva trois jours plus tard à Piombino où il termina son existence tourmentée en y mourant le 24 décembre suivant.

De la Suisse à Marseille

(1) Bâle, 1^o janvier 1930, Min.Int. au Consulat général à Genève. Télégramme, Rome, 4 janvier 1930. Mario Valerio, né à Zurich le 10 mars 1902 de parents originaires de Schio, avait été signalé en 1919 comme un révolutionnaire « dangereux du point de vue politique ». Inscrit en 1929 dans la Rubrique des frontières et surveillé pendant quelque temps comme « anarchiste dangereux » et « à arrêter », il demeurait encore en 1941 en Suisse et il était vivement hostile au fascisme (ACS, Rome, CPC, b. 5298, ad nomen).

(2) De Leone à Ersilio [Ambrogi], Genève, 31 décembre 1929, BDIC, copie dans AB. Au début de 1921, quand le fasciste armé Leoni fut tué, Ambrogi était maire de Cecina. Fut arrêté avec lui Alfredo Bonsignori ("Gracco"), plus tard membre des groupes "ouvriéristes" de Pappalardi en France et volontaire en Espagne dans les colonnes anarchistes. Rousakov était Alexander Russakof (?), le beau-père de Victor Serge. Combattant dans la révolution de 1905, puis exilé en France, il avait cherché en 1921, avec les anarchistes Emma Goldman et Alexander Berkman, une médiation avec les marins de Kronstadt qui s'étaient insurgés contre les bolcheviks (Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p.186, 215, 403, 405). L'écrivain roumain Panait Istrati (1884-1935) avait atteint la célébrité en 1923 avec le roman *Kyra Kyrakina*. Présent en Russie à la fin des années vingt, il était reparti « pour la France absolument exaspéré par cette expérience » (ibidem p.405-406).

(3) A Mario, Berlin, 25 février 1932, BDIC. Rappelé en Russie, Ambrogi adhéra au stalinisme ("Une équivoque dissipée. Massimo rejoint le front de la contre-révolution centriste", *Prometeo*, n° 102, 15 avril 1934). Dante Corneli a fait la pleine lumière sur le parcours politique d'Ambrogi. Un aperçu très critique sur l'avocat di Cecina se trouve dans un article de Gatto Mammone [V. Verdaro] : *Comment on est en train d'assassiner la camarade Mariottini dans la Russie des Soviets*, "Prometeo", n° 127, 26 janvier 1936.

(4) [E. Ambrogi] à Verdaro, Berlin, 23 janvier 1932, BDIC, copie dans AB. Ambrogi insistait le même jour, dans une lettre à Perrone, sur les conditions pénibles de Verdaro en Belgique : « Maintenant, Verdaro m'écrit en me faisant part des mêmes besoins, et il ajoute qu'il en arrivera à ne plus pouvoir sortir de chez lui parce que ses chaussures sont au bout. Je lui ai envoyé 110 marks pour les chaussures en lui faisant remarquer à cette occasion que les choses ne pouvaient pas continuer ainsi. D'après ce qu'il m'écrit, il est à ta charge personnelle et à celle du pauvre Morelli qui n'a finalement aucune obligation envers nous. Je demande donc que l'Exécutif de la Fraction mette ce cas à l'ordre du jour sans retard, et qu'il le résolve... ». Verdaro avait auparavant un travail rémunérateur. La Fraction l'a fait installer à Bruxelles, bien qu'elle sache que sa situation en Belgique serait très incertaine. « Dans ce cas, il me semble que la fraction a le devoir de lui assurer, dans les limites des possibilités, le minimum indispensable, du moins tant qu'on n'aura pas réussi à le caser. Le problème qui se pose est le suivant : est-ce que l'activité de Verdaro correspond à ce que la Fraction en attendait? Dans le cas contraire, il faudra que Verdaro, même en déménageant, même en allant en Suisse, trouve le moyen de s'adapter à la situation normale des chômeurs... » ([E. Ambrogi] à Ottorino [Perrone], Berlin, 23 janvier 1932, BDIC, maintenant dans AB). Sur la question, cf. Ottorino [Perrone] à Massimo [E. Ambrogi], 10 février 1932, BDIC, copie dans AB.

(5) Ottorino [Perrone] à Mario [De Leone], février 1932, BDIC, copie en AB; Ottorino [Perrone] à Massimo [E. Ambrogi], 8 février 1932, ibidem.

Ottorino Perrone (dit "Vercesi") est né à L'Aquila, [dans les Abruzzes], en 1897. Socialiste et antimilitariste actif avant 1915, licencié es sciences économiques, il adhéra à la tendance abstentionniste. Entré au PCd'I en 1921, il s'oppose à la ligne gramscienne. Membre du Comité d'Entente, il participa au Congrès de Lyon où il

défendit, dans un discours mémorable, les positions de la gauche. Suspendu pendant un an par le PCd'I et agressé plus d'une fois par les fascistes, il émigra en France vers la fin de 1926. Expulsé en 1928, il s'installa à Bruxelles où il devint comptable dans une coopérative socialiste. Principal représentant de la Fraction de gauche, il rédigea d'innombrables documents et rapports politiques et il s'occupa – pendant des années pratiquement seul, puis avec Verdaro – de la publication de "Prometeo", de "Bilan" et d'"Octobre", pour lesquels il écrivit une grande quantité d'essais et d'articles, au point que l'histoire des bordiguistes à l'étranger, de 1926 à 1939, s'identifie dans une grande mesure avec ses élaborations.

Après avoir dissout la Fraction en 1939, il resta à Bruxelles, et il adhéra avec F. Borsacchi, en 1945, la libération ayant eu lieu, aux comités anti-fascistes, tout en prenant la charge de délégué de la Croix Rouge italienne en Belgique. En raison de ces choix, qui marquaient une rupture avec son passé, il fut exclu le 20 janvier 1945 de la Fraction par un communiqué conjoint du Comité de Marseille (dont étaient membres Lecci, Candoli et Giovanni Bottaioli) et de la "Gauche communiste de France", qui dénonçait l'intégration du "courant révisionniste", dont faisait partie Perrone et Borsacchi, dans les rangs de la bourgeoisie "démocratique". « Lecci – se rappellera Candoli – fut l'un des plus inflexibles et il l'exclut de la fraction ».

Inscrit quelques mois plus tard au Parti Communiste Internationaliste, Perrone s'opposa en 1948 à la ligne soutenue par Damen et Lecci au Congrès du parti à Florence, et en 1952, quand le PCInt fit scission, il suivit la tendance de Bordiga et de Bruno Maffi. En 1957, il mourut à Bruxelles (...).

(6) De Leone à B. Fienga, 25 juillet 1933 et 9 septembre 1933, copies dans AB. Du docteur **Berardino Fienga** (1893-1975), que nous avons bien connu et dont nous gardons un souvenir reconnaissant, nous nous limitons ici à rappeler – étant donné la complexité de son parcours culturel et politique – qu'il fut directeur du "Cri" (1917-1918), de "Le renouveau" (1919), et de "Chroniques bibliographiques de médecine" (1926), et auteur d'innombrables livres parmi lesquels "Arménie sanglante" et "L'Angleterre contre l'Irlande". Républicain anti-interventionniste, puis secrétaire des communistes campaniens, il est arrêté à Naples en 1926 après l'approbation des lois d'exception. Émigré en 1930 en France, il proposa à la fin de 1935 aux antifascistes italiens d'envoyer en Ethiopie une mission sanitaire pour assister les patriotes abyssins. Volontaire en Espagne, à Madrid et à Barcelone, où il s'occupa des services médicaux du P.O.U.M., il reparut ensuite au Mexique où il fut l'unique Italien à être admis dans l'habitation de Trotski. Étant revenu en 1946 à Naples, il devint bibliothécaire à la "Nazionale". Collaborateur de "La rivière", de "La parole du peuple", de "Bataille socialiste" et d'autres journaux, il devint finalement tertiaire laïc franciscain.

(7) Fienga B.. *Nous, les renégats du dieu qui a failli*, p. 31; Fienga B; à Giuseppe Marchetti, Naples, 8 juin 1875, copie dans AB. Bruno Sereni a écrit sur la famille de De Leone : « De Leone figura à Moscou parmi les Italiens les plus en vue et les plus estimés. En Russie, il eut deux enfants, Ovidio et Wanda. Des divergences politiques avec le Komintern l'obligèrent à quitter la Russie... Il y a deux ans, à Marseille, sa femme mourut et il regretta de ne pas l'avoir aimée suffisamment afin de compenser les sacrifices qu'elle avait supportés stoïquement, en partageant avec lui la misère et l'exil » (Sereni B., *À Barcelone avec les combattants*, "Liberia Stampa", n° 171, 28 juillet 1937). Le préfet de Naples informa le Ministère de l'Intérieur que les deux enfants avaient été accompagnés par Adriana Montigudet à Naples et confiés à leur tante, Gilda Minieri Pacchio (Préfecture de Naples au Min. Int., Naples, 3 décembre 1936, ACS, Rome, CPC, b. 1673, fasc. 615).

De la révolte de Franco à la formation de la Colonne "Lénine"

(1) Les travailleurs espagnols avaient montré leur combativité lors de la formidable grève des ouvriers du bâtiment qui, du début de juin 1936 jusqu'à la veille de la révolte militaire, avait chamboulé Madrid. L'appréciation de Grandizio Munis qui, faisant référence aux journées de juillet 1936, a parlé d'« événements merveilleux » qui ont transformé d'un jour à l'autre l'Espagne de pays arriéré qu'il avait été en l'avant-garde de la révolution mondiale, est sans aucun doute pertinente – et à souligner – (Munis G., *Jalones de derrota : promessa de victoria*, Paris : La vieille taupe, 1972, p. 226). Le courage et l'ardeur des masses laborieuses espagnoles n'ont d'ailleurs jamais été niées par la majorité de la Fraction bordiguiste, qui les a même appréciés plus d'une fois (cf.

par exemple l'hommage à l'anarchiste Ascaso, tombé le 20 juillet à Barcelone lors de l'assaut de la caserne Atarazanas (Francesco Ascaso, "Prometeo" n° 135, 29 août 1936).

(2) Quelques heures après avoir pris le 19 juillet la présidence du Gouvernement central, le républicain José Giral ordonna – cédant aux pressions du leader socialiste de l'U.G.T., Francisco Largo Caballero – la distribution des armes aux travailleurs, distribution qui eut lieu dans certains centres et pas dans d'autres. À Madrid, un militaire fit donner aux ouvriers 5 000 fusils. À Barcelone, les demandes de fusils à Companys et au chef suprême de la police, faites les 18 et 19 juillet par la F.A.I.-C.N.T., n'entraînèrent pas de "livraison d'armes". Au moment décisif, toutefois, une partie des gardes civils et d'assaut se rangea aux côtés des travailleurs dans la capitale catalane (Broué P., Témime É., *La révolution et la guerre d'Espagne*, Milan : Sugar, 1962, p.104, 119, 155; Abad de Santillán D., *Contribución a la historia del movimiento obrero español...*, Puebla : Cájica, 1970, 3, p. 323; Escofet F., *Al servei de Catalunya i de la república : la victoria...*, Paris, Ediciones catalens, 1973, vol. 2, p. 290, etc.).

(3) « Pour ce qui concerne les petites entreprises, les artisans, les boutiques, je dois dire – se souviendra Renato Pace, qui attribuait aux syndicats le mérite des expropriations – que tout a été collectivisé..., on voyait vraiment qu'il y avait la révolution, mais qu'il manquait une direction... ». Et plus loin, il soutiendra : « On ne peut pas parler, pas même durant les premiers mois, de dualisme du pouvoir, parce que le pouvoir n'était qu'un, le pouvoir était seulement celui de la classe ouvrière, chaotique, désordonné, parce que le gouvernement était exclusivement là... » (Pace Renato, Test, Rome, 16 janvier 1972, AB, M5, 13). Sur les collectivisations et l'autogestion : Abad de Santillán D., *Por qué perdimos la guerra*, Madrid : G. del Toro, 1975, p. 117-121; Leval G., *Colectividades libertarias en España*, Madrid : Aguilera, 1977; Mintz F., *L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, Paris: Béliabaste, 1970. Selon la C.E. de la Fraction bordiguiste, les conseils et les comités d'usine étaient, au contraire, sans la destruction de l'État bourgeois et la conquête du pouvoir, des organismes de collaboration de classe, dont se servait le Front populaire espagnol pour éloigner les ouvriers des objectifs révolutionnaires et augmenter la production dans les usines afin de parvenir à la victoire militaire de l'anti-fascisme (*Pourquoi il n'y a pas de révolution en Espagne*, "Prometeo", n° 139, 22 novembre 1936). Mario De Leone et la minorité exprimaient des jugements totalement différents.

(4) Abad de Santillán D., *Por qué perdimos la guerra*, déjà cité, p. 100; Jehan, *La guerre en Espagne*, "Prometeo", n° 12, décembre 1936, p. 26. Sur la force des anarchistes, Renato Pace dira : « Quand en novembre [1936] il y eut une tentative de débarquement sur la côte catalane de la part des fascistes, les anarchistes, et seulement eux, ont mobilisé deux cent mille ouvriers, ils les ont amenés sur la côte, et armés pour la défendre d'une invasion éventuelle... Ceci te dit la force qu'ils possédaient... ». Et plus loin, condamnant leur "ministérielisme" : « Pour ce qui concerne les anarchistes, je ne crois pas qu'il y ait des mots pour blâmer leur conduite. Ils avaient dans les mains une force formidable, ils avaient la possibilité, particulièrement en Catalogne, de faire ce qu'ils voulaient et ils ont envoyé des ministres au Gouvernement... » (Pace Renato, Test. Rome, 16 janvier 1972, AB, M5, 13).

(5) *Guerre civile en Espagne*, "Le petit marseillais", n° 24872, 21 juillet 1936; *Les rebelles en déroute*, "Le radical", n° 27863, 22 juillet 1936; *Derniers soubresauts de la rébellion espagnole*, "L'œuvre", n° 7601, 23 juillet 1936, etc..

« Des informations dignes de confiance signalent que, également en Belgique, les antifascistes italiens – en particulier les anarchistes et les trotskistes – s'agitent en faveur du front populaire espagnol. Le ferment est d'autant plus vif qu'est répandue la conviction qu'il s'agit d'une lutte à la vie à la mort entre l'antifascisme et le fascisme. On sait jusqu'à présent que des réunions ont été tenues par les anarchistes au Café des Huit heures, avec la participation des habituels Cantarelli Vittorio, Pains Adelino, Sartoris Camillo, Girolo Eugenio, Montaresi Pietro, Rusconi Pasquale, Bianconi Marcello, qui tous manifestèrent un grand enthousiasme pour les événements de Barcelone et firent des projets continuels de départ... ». (Dir. Gen. p. s., CPC).

(6) Sur la réunion de Bruxelles du 1^o août 1936, cf. : Copie de lettre confidentielle, Bruxelles, 6 août 1936, ACS, Rome, CPC, b. 4498, fasc. 25124, publiée dans : Guillamón Iborra, *Les bordiguistes dans la guerre civile espagnole*, p. 12, 15. « Des réunions ont été tenues également par les trotskistes, avec l'intervention de Russo, Verdaro, Romanelli, Borsacchi, Atti, mais – toujours selon les informations jointes – les opinions auraient été divergentes puisque Verdaro et Perrone auraient exprimé – à la différence des autres – un avis opposé aux enrôlements. Il semble que, parmi les trotskistes italiens de Bruxelles, seuls Russo Enrico et Romanelli Duilio

[Romanelli, au contraire, ne partit pas, ndr], se soient effectivement enrôlés et soient partis pour l'Espagne » (Dir. Gen. p. s., etc.).

Duilio Romanelli est né à Rome en 1900. Électricien et boxeur amateur, membre du PCd'I depuis 1921, arrêté en 1925 parce qu'il a été trouvé en possession de tracts exaltant Lénine, il fut condamné le 13 février 1926, à 11 mois de réclusion pour offenses à Mussolini. Relégué à Ponza et à Lipari jusqu'en 1932, il s'expatria clandestinement et après avoir subi des arrestations, des détentions et des expulsions, en Yougoslavie, en Autriche et en Allemagne, il rejoignit la France en mars 1933. Inclus par la Préfecture de Rome dans la liste des auteurs d'attentats, il est arrêté à Paris sur l'accusation d'avoir agressé, en compagnie d'Emilio Lionello, un fasciste durant le "Noël de Rome". Après avoir vécu pendant quelques mois à La Plaine-Saint Denis avec Renato Pace, il est chassé de France et condamné par deux fois par le Tribunal de la capitale pour infraction à la mesure d'expulsion. Exclu du PCd'I, il a adhéré à la Fraction de gauche et, au début de 1934, il s'est exhibé quelques fois sur le ring de Caen. Il a travaillé ensuite dans l'atelier que Piero Corradi avait à Paris, d'où il envoya, le 16 mars 1934, une lettre à Bordiga : « ... l'affection qui me lie à toi et aux tiens me pousse à t'écrire... Comme tu le vois, je suis ici depuis un an pour échapper à un retour dans l'île, mais sincèrement je ne saurais te dire si j'ai bien fait... J'ai parcouru presque toute l'Europe et partout où je me suis approché, ils me chassent comme indésirable... ».

Contraint de quitter la France, il mena à Bruxelles une vie misérable et incertaine, faisant le manœuvre sur les chantiers, comme il l'écrivait à sa mère le 27 septembre 1936 : « Tous les espoirs d'un travail stable se sont écroulés, je vis comme un paria..., pour m'habiller j'utilise les vêtements déjà en partie portés par les autres. Ne sois pas impressionnée, c'est la vie de millions d'êtres comme moi, auxquels, parce qu'ils demandent un peu plus à cette société, on a enlevé ou on a cherché à enlever leur dignité d'êtres humains. J'ai espéré jusqu'à présent que, en plus de la tolérance de résider en Belgique, ils me donneraient le droit de travailler, mais ils en sont restés aux promesses, et chaque fois que je trouve à faire quelque chose, je dois abandonner sous la menace d'être expulsé aussi d'ici... ». Assidu aux réunions de la Fraction à Bruxelles, et favorable, en principe, aux positions de Russo et de la minorité sur la guerre d'Espagne, il était encore en Belgique en 1940. Déporté au mois de septembre en Allemagne avec d'autres travailleurs étrangers, il fut reconduit à Bruxelles deux mois plus tard. Arrêté par les nazis et livré aux fascistes, il fut assigné, en août 1941, pour 5 ans à Ventotene. Libéré après la chute de Mussolini, il serait mort – selon des informations qu'il ne nous pas été possible de vérifier – dans un camp d'extermination nazi (ACS, Rome, CPC, b.4392, fasc.19647; Bibbi Bruno, Test., Carrare, 20décembre 1973, AB, M5, 15; Pace Renato, Information).

À propos des "étrangers", nous aimons bien reproduire un passage du discours qu'Arquer fit aux miliciens de la colonne, qui étaient sur le point de partir le 24 juillet 1936, sous son commandement, pour l'Aragon : « Ici, il n'y a pas d'étrangers, mais seulement des antifascistes et des combattants de la liberté » (Arquer Jordi, Test., Barcelone, février 1979, AB, M7, 15).

(7) **Ernesto Corradi** est né à Paris le 1^o juillet 1909. Marchand de volailles, puis mécanicien, il adhéra très jeune au PCd'I duquel il fut exclu en 1927. Membre du groupe ouvriériste de Pappalardi, il entra à la Fraction en 1929. Inséré en 1933 dans les listes des "auteurs d'attentats" par la préfecture de Parme, il fit partie en 1936 de la "minorité", et il rejoignit ensuite l'Union Communiste. Après 1945, il resta en France (ACS, Rome, CPC, b. 1479, ad nomen).

(8) On trouve une allusion sur "Ciccio" dans le témoignage de Morini (Morini Giuseppe, Test., Montreuil-sous-Bois, 29 septembre 1977, AB, M40, A.).

Enrico Cesarin était un ouvrier agricole originaire de Venise où il était né en 1903. Ayant publiquement offensé Mussolini, il fut condamné le 20 août 1926 à 5 mois de prison et à 416 liras d'amende. Licencié, en repréailles, de la manufacture des tabacs de Venise et arrêté le 1^o mai 1927, avec Edoardo Rigato, Luigi Grassi et Bruno Zecchini, pour avoir diffusé « des manifestes subversifs imprimés clandestinement » et « incitant à la lutte contre le fascisme », il est mis sous surveillance policière le 10 mai. De nouveau arrêté le 24 juillet avec Zecchini, Rigato, Grassi et Secondo Banzato, sous l'accusation d'avoir constitué une section communiste, il fut acquitté le 1^o mai 1928 par la Commission d'instruction du Tribunal spécial. Mais il ne fut pas libéré et le 15 juin il fut transféré à Lipari où il resta jusqu'à la fin de 1931. Reconduit à Venise, il émigra clandestinement en France en septembre de la même année où il vécut en faisant le peintre. Après la guerre d'Espagne, il revint à Paris. Ayant enfreint un décret d'expulsion, il est incarcéré en France pour 6 mois. Interné ensuite au camp du Vernet, il fut livré aux

fascistes en juillet 1940. Relégué à Tremiti, il est relâché après le 25 juillet 1943 (ACS, Rome, CPC, b. 1272, ad nomen).

(9) Nous transcrivons partiellement le rapport d'un espion fasciste sur Enrico Russo et la Fraction. L'informateur, après avoir décrit les difficultés et la faim endurées par Russo à Bruxelles, écrivait le 5 décembre 1936 : « Il est parti pour l'Espagne en expliquant les raisons de son départ à de nombreux camarades : il leur a écrit pourquoi il n'était pas d'accord avec le Comité Central. Sa position était simple : en Espagne, le fascisme tentait de prendre le pouvoir. Il était aidé, dans cette tâche, par les fascismes italien et allemand. Il fallait mettre le fascisme en échec. Vaincre Franco, battre en même temps Mussolini et Hitler, en les frustrant de leurs espoirs et de leurs plans. Puis, dans un second temps, quand l'armée des généraux rebelles serait réduite à néant, on se serait révolté contre le gouvernement madrilène de Front populaire et on l'aurait même écrasé, en faisant triompher dans toute l'Espagne ces principes révolutionnaires qui dominaient déjà en Catalogne, où le pouvoir était entre les mains du prolétariat, de la FAI et du POUM, et où le principe de la collectivisation de toutes les industries et de toutes les entreprises était déjà en application. Dans le même temps où il proférait ces paroles, Russo partait pour Barcelone, où il rencontrait son camarade Mario De Leone qui partageait les mêmes idées. À Paris, la quasi-unanimité de la section bordiguiste était avec Russo : il y avait avec lui ses deux ou trois camarades de Lyon; avec lui également, du fait de l'influence de De Leone, la section de Marseille, de même que le groupe de La Seyne et de Toulon. À Barcelone, tous les éléments bordiguistes qui s'y étaient rendus prirent position en faveur de Russo et De Leone. Russo avait été officier. On lui confia le commandement de la colonne internationale Lénine et il partit pour Huesca. Peu de jours suffirent pour le faire apprécier et estimer de tous. Il était le meilleur officier du secteur : peut-être l'unique officier qui savait ce qu'était la guerre.

Il devint populaire en peu de temps et la Généralité lui proposa de le nommer colonel sous ses ordres. Il refusa. Mais pendant que Russo récoltait les honneurs à Huesca, le C.C. de la Fraction ne restait pas inerte. Perrone, de Bruxelles, se rend à Paris une première fois et il parvient à faire adhérer une partie de la section aux directives du C.C.. Il confie à Bianco la tâche de poursuivre la lutte. C'est en vain que les frères Corradi font tous leurs efforts pour conserver leur position de majorité. On commence à parler de la militarisation des milices en Espagne et cela confirme les thèses du C.C.. Perrone retourne à Paris, il se rend à Lyon, à Marseille, à Toulon. La mort de De Leone est un autre coup dur pour Russo et son mouvement. Ainsi, tandis que, dans un premier temps, la majorité de la section de Paris se replace sur la position du C.C., il en est de même ensuite pour le groupe de La Seyne et de Toulon, et, de façon unanime après la mort de De Leone, pour le groupe de Marseille. Pendant ce temps à Barcelone, Russo avait refusé la militarisation, et il avait démissionné du poste de chef de la colonne internationale. Le POUM insiste pourtant pour qu'on lui fasse un passeport afin qu'il retourne en France et en Belgique, et qu'il revienne ensuite à Barcelone en tant qu'inspecteur technique des milices du POUM, ce que Russo accepte. À Paris, Russo tient une conférence, où il est vivement combattu par le représentant de la majorité de la Fraction, Bianco; mais il ne réussit pas, même à la réunion de la section, à obtenir à nouveau la majorité. À Lyon, où il se rend, il a avec lui deux camarades de la localité. En Belgique, toute entente est impossible. Verdaro, Vercesi, Perrone, combattent la position prise par Russo avec animosité, et la lutte interne dans la Fraction se transforme en une lutte de scission. La minuscule Fraction italienne de la gauche communiste est désormais virtuellement scindée et elle présentera deux pauvres moignons. De la fraction bordiguiste, quand elle était unie, j'ai dû vous dire : certainement moins de 80 militants dans tout le vaste monde. La scission affaiblira considérablement la Fraction... » (Paris, 5 décembre 1936, ACS, Rome, Min. int., Dir. Gen. p.s., Div. Aff. Gen. , 1936, K1, b. 34 : Mouvement bordiguiste).

(10) **Martellini** – un ouvrier agricole né à Grosseto le 19 janvier 1887 et inscrit au PCd'I depuis 1921 – émigra en 1924 en Belgique où il souscrivit, avec les anarchistes Italo Giannoni et Antonio Armeni ("Toppa"), originaires de Massa, ainsi que le communiste Russo Facchielli, originaire de Grosseto, au "Libre accord", une feuille libertaire romaine. Membre de la "gauche" bordiguiste, il envoya au Komintern le 3 janvier 1927, un document de protestation, signé également par Severino Aldovini, Antonio Gabassi, Bruno Proserpio, Giovanni Tornielli, Giovanni Boero et onze autres opposants (Au C.E. de l'I.C., 3 janvier (?) 1927, APC). Quant à Pappalardi, lors de la dernière conversation qu'il eut avec Piero Corradi en 1936, il était d'accord avec les analyses de la "minorité" sur les événements espagnols (Corradi P., Information). Sur les parcours politiques des opposants à la "majorité", cf. Gigi [Luigi Danielis]. *Les origines de l'ex-minorité*, "Prometeo", n° 141, 24 janvier 1937. Danielis insistait

dans son "article" sur la rencontre entre le « confusionnisme maximaliste » (qui provenait de la « dernière fournée vers le communisme effectuée en 1924 avec l'unité prolétarienne sur le terrain électoral ») et les ex-partisans de Pappalardi qui, en 1927, en soutenant la nature capitaliste de l'U.R.S.S., avaient rompu avec les camarades qui fonderont la Fraction l'année suivante, quitte à y adhérer par la suite, sans se préoccuper d'étayer les anciennes thèses, qu'ils soutenaient encore. Maintenant, ils « ont déchiré les voiles » et ils se sont mis à défendre « l'État catalan où il semble qu'on socialise au fur et à mesure que l'armée avance ».

(11) Jehan, un membre de la fraction belge de la gauche (dit "Melis" et "Mitchell", mort à Buchenwald avec son fils), écrira dans un essai, dans la première moitié de 1937, qu'il y a eu « une complicité tacite de la République de Front Populaire » dans l'organisation du "complot" militaire (Jehan, *La guerre en Espagne*, déjà cité, p. 22-23).

(12) **Bruno Bibbi** (dit "Bianco" et "Alfredo") est né en 1901 à Carrare, où son père Domenico avait été l'un des fondateurs du parti ouvrier et le premier abonné de Carrare de l'"Avanti!". Entré en 1915 à la Jeunesse Socialiste, Bruno fut embauché en 1918 comme tourneur à l'Ansaldo de La Spezia. En 1919, il fonda à Avenza une section du P.S.I. et, en 1921, il adhéra au PCd'I. Plusieurs fois agressé par les fascistes armés (« ... le jour de Santa Croce, pendant que je me promenais sur le pont d'Avenza..., passa une escouade de fascistes, ils m'éreintèrent de coups, j'en ai encore la tête, ici, là, pleine de cicatrices... »), il se défendit dans certaines occasions avec efficacité, puis, à la fin de 1922, il émigra à Marseille, où il fut rejoint par Gino Lucetti : « C'était un type humain, généreux, un type plein de bonne volonté, et quand il épousa l'anarchisme, il devint une sorte d'autodidacte. Durant l'année où nous avons vécu ensemble à Marseille, je lisais Lénine, Trotski, et lui, il avait lu tous les livres anarchistes, de Fabbri, Kropotkine, etc. ».

Il faisait le ferrailleur sur les chantiers et il était membre de la Fédération des communistes italiens, à partir de laquelle il passa aux Groupes communistes de langue italienne du PCF. Responsable – selon les sources policières – d'une "centurie prolétarienne", opposé à la "bolchevisation", menée en Italie par la direction gramscienne, il fut expulsé de Marseille à la fin de 1924. Exclu pour la première fois du parti en 1925, après des désaccords (et des coups) avec Ignazio Silone, il déménagea à Paris, en amenant Pappalardi avec lui, et il fut parmi les fondateurs du Comité parisien d'entente. En avril 1926, étant revenu en Italie pour deux semaines, il se trouva à Milan, Piazza del Duomo, où il avait un rendez-vous avec Perrone, précisément au moment où la nouvelle de l'attentat de la Gibson contre Mussolini était diffusée et où la chasse aux subversifs était lancée : « Heureusement je me rappelai le chemin, je suis allé à sa rencontre, ... nous sommes allés loin, à l'extérieur, sinon il y avait un massacre, parce que, lui, il y laissait certainement la peau, étant donné qu'il avait déjà été agressé plusieurs fois par les fascistes ». Avec l'aide de Rosolino Ferragini, Bibbi put rentrer sans dommages, peu de jours après, à Paris. En contact épistolaire avec Bordiga (c'était lui ce "Bruno" avec lequel Bordiga écrivait depuis Naples en 1926), il représenta, en compagnie de Guglielmo Spadaccini, la gauche dans la capitale française. Exclu du parti vers la fin de 1926, il fut fiché en 1927 par la Préfecture d'Apuania : « Il est d'un caractère arrogant, rebelle, il s'est révélé ainsi depuis qu'il allait à l'école. Il a fréquenté la première école technique, mais il s'est constitué une culture propre, en lisant constamment, en particulier des opuscules subversifs... ».

L'année suivante, il eut un rôle prééminent dans la fondation de la Fraction de gauche : « Nous avons fait une réunion à Pantin, une réunion dans laquelle il y avait tous les groupes de la Gauche (Grenoble, Marseille, Paris, etc.) et à laquelle devait participer l'unique intellectuel qui était avec nous, c'est-à-dire Perrone, mais celui-ci fut arrêté alors qu'il venait à la conférence. Il y avait un brave camarade, un certain [Carmine] De Caro de Naples..., il y avait Aldo Lecci, Giovanni Bottaioli, Gabassi, Guido Gasperini, Tre [Mazzucchelli], ... Barbonti, Balilla Monti, Ferruccio, Nero [Giovanni Tornielli]... ». Chassé de France et de Belgique, il travailla, dans des conditions semi-clandestines, pendant plusieurs années, dans une usine de Paris. Opposé à la collaboration avec les trotskistes de la N.O.I., il se prononça pour l'exclusion de "Fosco" (Di Bartolomeo) et de "Gandi" (Giovanni Campeggi) de la Fraction. Après avoir soutenu en 1936, avec Lecci et Ricceri, les positions de Perrone et de Verdaro sur la guerre d'Espagne, il fut expulsé encore une fois de France en 1937 : « C'était là une période où il y avait un tas d'expulsions. Les Français chassaient les réfugiés politiques en Belgique, les policiers belges les renvoyaient en France. Il y en avait qui pendant des mois faisaient la navette entre les deux ». Livré aux fascistes en 1940, il est envoyé en relégation à Ventotene. Après la libération, il adhère au Parti Communiste Internationaliste, et il suivit en 1952 la tendance de Maffi et de Bordiga, à laquelle il resta lié jusqu'à sa mort. (Bibbi Bruno, Test., Carrare, 20 décembre 1973, AB, M5, 15; idem, Test., Carrare, 25 février 1977, AB, M5, 19;

ACS, Rome, CPC, b. 634, ad nomen; Oreste (E. Gnudi). Lettre, s.d. (juillet 1926), APC, b. 498; idem. Lettre, 26 juillet 1926).

Estrecho Quinto et Monte Aragón : « Quand la lune se lève à Marechiaro »

(1) De Leone à P. Corradi, Barcelone, 4 septembre 1936, copie dans AB; sur la délégation en Espagne cf. Bibbi Bruno : *Précisions sur une page de l'histoire de la Fraction de gauche*, [1974], copie dans AB; Lecci Aldo, Mémorial, s.d., ibidem.

Aldo Lecci (dit "Tullio", "Mario Marini", "Francesco Paoli") est né à Florence le 5 août 1900. Longtemps boulanger à la boulangerie Bagnoli, il s'inscrit en 1917 à la section de la Jeunesse socialiste de la via dell'Agnolo (dont Aldo Lampredi était secrétaire) et en janvier 1921 il adhéra au PCd'I. Membre des "groupes d'action communistes", il fut nommé par Renato Bitossi – après l'assassinat de Lavagnini – responsable des formations de défense armée à Santa Croce, San Salvi, au Bandino et à Ponte a Ema. Émigré en 1923 en France, après différents accrochages avec les "esclavagistes" (à la Croce del Balastro, à Campiobbi, etc.), il passa au PCF. Membre de la gauche bordiguiste, opposé à la "bolchevisation", il fut chassé en 1925 avec Otello Ricceri, Castelli et Rastrelli, de Paris, à cause d'une "bagarre" avec les "noirs". Forgeron à Lyon dans la firme Cognasso jusqu'en 1929, il fut exclu du Parti Communiste après le Congrès de Lyon, avec seize autres membres de la gauche au cours d'une réunion où volèrent sièges et coups de poing. Les noms des exclus furent ensuite publiés – selon une coutume répandue de délation – par les journaux communistes en langue italienne. En 1928, il eut un rôle prééminent dans la fondation de la Fraction de gauche à Pantin et, en 1929, il fut chassé de France. Réfugié en Belgique, il fut arrêté à Bruxelles en 1930 pour avoir protesté, à l'intérieur de l'ambassade fasciste, contre les exécutions, à Trieste, de communistes italiens et slovènes. Expulsé de Belgique, il retourna à Lyon où il fut l'un des plus importants représentants de la Fédération bordiguiste, avec Carlo Mazzucchelli et Russo Facchielli, originaire de Grosseto. Le 23 décembre 1930, présent avec Gusmano Mariani, Socrate Franchi, Giuseppe Scarmagnan, et d'autres à la réunion organisée par les anarchistes en faveur de Francesco Ghezzi arrêté par la Guépéou en Russie, il s'engagea à faire soutenir par "Prometeo" la campagne en faveur de sa libération.

Secrétaire, à la fin de 1931, "de la fraction prométéiste lyonnaise", il se montrait – rapporta un commissaire fasciste – un animateur « très actif », il organisait « des réunions » et « des conférences dans lesquelles » il intervenait « presque toujours comme orateur », et il cherchait à établir « des contacts avec les éléments de gauche des organismes antifascistes des départements du Rhône, de la Loire, de l'Isère... ». En 1933, il rentra clandestinement en Italie où il rencontra Repossi et Fortichiari, mais il ne parvint pas à se mettre en contact avec Bordiga (une autre tentative en 1936 d'Agostina, la compagne de Federici, ne fut pas plus couronnée de succès). Déménageant à la fin de 1934 à Marseille, il alla à Barcelone en août 1936 avec une délégation de la Fraction dont faisaient partie "Michel" et Candoli. Étant rentré en octobre à Marseille, il se remit à travailler comme soudeur aux "Aciéries du Nord". Opposé en 1939 à la dissolution de la Fraction, il développa pendant la guerre une activité clandestine à Toulon, à Marseille et à La Seyne, et il logea pendant quelques mois Feingold ("Michel") dans sa chambre. Au début de 1945, informé de l'adhésion de Perrone aux Comités antifascistes en Belgique, il fut le plus déterminé à vouloir son exclusion de ce qui restait de la Fraction. Revenu en Italie en mai 1945, il adhéra au Parti Communiste Internationaliste et il prit part, en décembre, à la Réunion de Turin. Après avoir polémique en 1948 avec Perrone au Congrès de Florence, il resta dans le PCInt. après la scission de 1952 et il mourut à Florence en 1974 (Lecci Aldo, Test., Florence, 28 novembre 1973, AB, M5, 20; idem, Mémorial, Florence, 14 juillet 1967, AB; Bibbi Bruno, Test., Carrare, 20 décembre 1973, AB, M5, 15; ACS, Rome, CPC b. 2752, ad nomen; ACS, Rome, Min. Int., Dir. Gen. p. s., D.a.g.e.r., 1929, K1, b. 20; Mouv. Communiste de gauche trotsk., Belgique).

(2) En 1939, le trotskiste Di Bartolomeo écrivit : « Chacun sait que les comités, les seuls véritables comités ouvriers et révolutionnaires qui ont existé durant la guerre civile espagnole, ont été supprimés après les accords préliminaires entre le P.O.U.M., la C.N.T.-F.A.I., et tous les autres partis du front antifasciste au mois de

septembre 1936... ». Plus loin, le révolutionnaire napolitain ajoutera que la C.C.M.A., malgré la diversité des comités révolutionnaires et la présence, en son sein, de représentants des partis bourgeois, était un organisme progressiste par rapport à la Généralité de Catalogne (Roland [N. Di Bartolomeo]; *Le P.O.U.M. et l'expérience de la guerre civile en Espagne*, "La vérité", n° 4, 1939, p. 14-15). Pour Jehan, le C.C.M.A. était au contraire un « amalgame politique à prédominance capitaliste, parce que les partis socialiste et stalinien avaient la majorité des délégués » (Jehan, *La guerre en Espagne*, déjà cité, p. 27). De Leone était d'une opinion différente (Topo [M. de Leone]. *Aux camarades de la C.E.*, Marseille, 23 septembre 1936, copie dans : AB; voir dans l'Appendice : doc. 2).

(3) Topo [M. De Leone]. Barcelone, 13 octobre 1936, voir en Appendice : doc. 9; Broué P. et Témime É, *La révolution et la guerre d'Espagne*, déjà cité, p.237. Le Groupe de Marseille répondra à Russo, qui s'était prononcé en faveur de la discipline et du commandement unique le 5 novembre lors d'une réunion de la C.E., en contestant la « gravité exceptionnelle » de ses déclarations. « Laissons de côté l'attitude napoléonienne : "J'avais déjà pensé à revenir à la fin du mois, si le front était calme..." qui tue l'élément politique et ses rapports avec l'organisation, mais dans la situation grave, désespérée » dans laquelle les prolétaires espagnols sont, « mitraillés par les mercenaires de Franco et poignardés dans le dos par le Front populaire », ils pourraient trouver « la seule voie de salut désespérée » dans l'insurrection contre le Gouvernement de Front populaire dans les endroits non encore envahis par le fascisme. Le camarade Candiani expose les positions d'"inclus" dans le processus d'encerclement des prolétaires espagnols. Partisan du commandement unique et de la discipline, mais sur la base de comités politiques et de soldats, de congrès de combattants rouges (mais dirigés, agités et imposés par qui? Note du groupe). Nous arriverons ainsi à créer un embryon d'armée rouge. « Nous sommes dans une position d'attente ». « Si j'avais un parti derrière moi » (lequel?). Tout ceci complété par l'attitude hostile des camarades du Comité de Coordination dont l'indépendance est désormais un fait accompli (Résolution, "Prometeo", n° 139, 22 novembre 1936).

(4) Ce sera Verdaro qui écrira, à propos des "démissions" des miliciens de la Colonne Lénine, que l'ex-minorité s'était arrêtée à mi-chemin. « Mauvais, très mauvais. Il a été adopté en effet une position dont nous ne savons pas si elle est plus balourde que criminelle. Prenant prétexte de la militarisation, elle a déserté le front militaire, elle a abandonné les prolétaires qu'elle avait incités jusqu'alors à s'enrôler et elle s'est transférée sur l'arrière du front pour faire ... justement ce qu'on nous a reproché, à nous de la Fraction, en nous taxant de défaitistes. » Les déclarations des ex miliciens qui ont l'intention « de contribuer plus efficacement à la cause du prolétariat espagnol par le travail politique et social » sont incohérentes. Si l'on croit encore qu'il faut lutter – ou faire lutter les autres – « sur le front militaire, on ne peut détourner sa propre activité et sa propre expérience sur un autre terrain ». Si l'on croit à la « guerre révolutionnaire », celui qui ne la mène pas la sabote. À moins que l'on se place sur le terrain de la Fraction « qui considère comme fatal tout "front militaire" et qui soutient le retour sur l'unique front que la classe ouvrière peut revendiquer, le front de classe. Et l'on devient alors des "défaitistes", des "saboteurs". Des défaitistes et des saboteurs parce que nous nous insurgons contre l'accaparement abject de prolétaires pour lesquels, à la traite des noirs, des blancs, s'ajoute aujourd'hui la traite des "rouges" pour le compte du capitalisme mondial », tolérée par la France et la Belgique et par la bourgeoisie mondiale, qui « se frotte les mains : autant de subversifs en moins chez elles ».

Et puis il demande à la minorité si elle approuve ou non « l'accaparement que l'on fait des prolétaires pour en faire de la chair à canon sur les fronts militaires d'Espagne... ». « Le camarade Candiani a été, à ce propos, réticent et extrêmement ambigu. Du moins avec nous, car avec d'autres il a été plus explicite. Il est encore pour aller en Espagne, mais plus sur le front militaire. Il est démissionnaire à cause de la militarisation et en même temps il ne l'est pas. Il serait resté sur le front, s'il avait été espagnol, ou s'il avait eu derrière lui une organisation forte. Ces distinguos ... doivent cesser. La minorité doit se prononcer de façon la plus claire et en accepter pleinement la responsabilité » (Gatto Mammone [V. Verdaro]. *La nouvelle position de la minorité signifie équivoque et duplicité*, "Prometeo", n° 139, 22 novembre 1936).

(5) Topo [De Leone]. Barcelone, 13 octobre 1936, copie dans AB; voir dans Appendice, doc. 9 et doc. 10. Sur le retour de Russo au front, "La batalla" écrivait le 13 octobre : « Hier, les glorieuses centurios Puig et Russo ... sont parties à nouveau pour le front après qu'elles sont restées quelques jours à Barcelone. Cette dernière est constituée de camarades du monde entier qui sont venus pour lutter aux côtés des travailleurs espagnols. Les deux centurios ont joué un rôle prééminent dans l'assaut et la conquête des positions fascistes d'Estrecho Quinto et de Monte

Aragón... C'est au total 80 hommes de cavalerie et 192 d'infanterie qui sont partis. » ("La batalla", n° 62, 13 octobre 1936).

(6) Fienga B., Test., Naples, 20 octobre 1974, AB, M2, 5. Le docteur Fienga se souvenait des sollicitations de De Leone pour qu'il déménage de Madrid, où il était allé initialement, à Barcelone : « ... mon fils, avant de venir à Madrid, était passé à Barcelone où il avait rencontré Mario De Leone, qu'il connaissait déjà depuis Marseille, parce que De Leone avait été mon associé dans une entreprise vouée à l'échec. Il trouve De Leone qui lui dit : « Mais pourquoi ton père ne vient-il pas à Barcelone? ». Il me fit savoir qu'il me voulait là. Il m'obtint le permis d'aller à Barcelone... De Leone me présenta à Nin et Nin m'envoya à la caserne Lénine, qui était une caserne de cavalerie, pour mettre un peu d'ordre dans le secteur sanitaire... » (Fienga B., Test., Naples, 20 octobre 1974, ibidem). Sur la mort de De Leone, cf. Candoli Turiddu, Test., Cervia, 5 janvier 1974, AB, M5, 10. La nouvelle de la mort de De Leone à Barcelone « pour paralysie cardiaque » fut communiquée par Adrianna Montigudet à Gilda Minieri Pacchio, belle-sœur du disparu, le 14 novembre 1936 (Préfecture de Naples au Min. Int., Naples, 3 décembre 1936, ACS, Rome, CPC, b. 1673, b. 615).

On arriva à la scission définitive de la Fraction quelques semaines après la mort de De Leone (Motion de la C.E., « Prometeo », n° 140, 20 décembre 1936). Après s'être refusée à considérer comme démissionnaires les membres de la minorité, la C.E. les expulsa pour « indignité politique », et en tant que « partisans de conceptions aberrantes par rapport aux principes théoriques et pratiques qui sont à la base de la Fraction » (Motion..., ibidem, n° 141, 24 janvier 1937, p. 4, col. 2).

(7) *Enterrement de De Leone*, "La batalla", n° 84, 7 novembre 1936. Quatre jours après, le quotidien poumiste publia la nécrologie de De Leone, signé par le groupe de Barcelone (El grupo de Barcelona de la fracción de la Izquierda comunista italiana. *El camarada De Leone*, ibidem, n° 87, 11 novembre 1936). Même les maximalistes rappelleront que De Leone avait été « un des premiers membres de la Fraction de gauche » et qu'il avait consacré « toute sa vie à la cause de l'émancipation du prolétariat » qui perdait « avec lui un de ses plus sincères défenseurs » (*La mort soudaine du camarade De Leone*, "Avanti!", n° 17, 15 novembre 1936).

(* En français dans le texte (NdT).

(**) Expression désignant les politiques partisans de la formation de blocs (NdT).

(* Le 17 juillet 1921, Sarzana (en Ligurie, près de La Spezia) est au centre d'un des épisodes les plus emblématiques des années de montée du fascisme : une expédition armée de fascistes venant d'Avenza fait le coup de feu avec un groupe d'Arditi del Popolo; les carabinieri arrêtent 11 fascistes. Le 21 juillet, pour libérer leurs camarades, 5 à 600 fascistes armés arrivent à Sarzana; après un échange de coups de feu, 5 fascistes sont tués, tandis que les autres fuient de manière désordonnée dans les champs, poursuivis par la population et les Arditi del Popolo. Le bilan est finalement de 18 morts et de 30 blessés. (NdT).

(* Ville proche de Carrare en Toscane (NdT).

(* En français dans le texte (NdT).

(* En français évidemment dans le texte (NdT).

(* Ce sont deux plats épicés typiques de la Campanie, le premier à base de poulpes et le second peut-être de moules (NdT).

(* En français dans le texte (NdT).

(* Il s'agit de Sereni (NdT).

(* En français dans le texte (NdT).

(* En français dans le texte (NdT).

(* « Quando spunta a' luna a Marechiaro, pure li pesce nce fanno a ll'amore... » [Quand la lune se lève à Marechiaro, les poissons aussi font l'amour...]: il s'agit du début d'une chanson très connue du répertoire napolitain (NdT).

(* Le comte Ugolin Gherardesca est fait prisonnier par l'archevêque de Pise, Roger de Ubaldini, le 1° juillet 1288. Ce dernier, devenu le maître de la ville, le fait enfermer avec deux de ses fils et deux de ses petits-fils dans

la tour de Gualandi et il jette les clefs dans l'Arno, condamnant ainsi les prisonniers à mourir de faim. C'est Ugolin qui succombe le dernier après avoir essayé, dit-on, de se nourrir de ses enfants. La légende est passée à la postérité grâce à la *Divine Comédie* de Dante (NdT).

(*) En français dans le texte (NdT).

(*) En français dans le texte (NdT).

(*) En français dans le texte (NdT).

(*) En français dans le texte (NdT).

(*) En français dans le texte (NdT).

(*) En français dans le texte (NdT).

(*) Toute cette citation est en français (NdT).

(**) En français dans le texte (NdT).